



---

# PANORAMA DE PRESSE

---

06/12/2013 07h43

CGT

# SOMMAIRE

---

---

## MOUVEMENTS SOCIAUX

(13 articles)

---

---

**l'Humanité**

vendredi 6 décembre  
2013

« Cette réforme, c'est du gâchis » (507 mots)

Une bourrasque de vent et son drapeau s'envole sur un trottoir du boulevard Saint-Michel. « Tout fout l'camp ! » rigole Den...

Page 9

**l'Humanité**

vendredi 6 décembre  
2013

la proposition de loi UMP rejetée à l'Assemblée (133 mots)

La proposition de loi UMP déposée par Xavier Bertrand pour donner aux maires le libre choix du temps scolaire dans les écol...

Page 11

**Libération**

vendredi 6 décembre  
2013

Rythmes : un petit répit pour Peillon (917 mots)

La journée de mobilisation dans le primaire a connu hier un succès très mitigé, avec un nombre de grévistes en baisse par r...

Page 12

**Libération**

vendredi 6 décembre  
2013

Repères (159 mots)

Parmi les syndicats appelant hier à la grève, le Snuipp (majoritaire dans le primaire) qui veut un assouplissement du décre...

Page 14

**la Croix**

vendredi 6 décembre  
2013

éducation, une mobilisation en demi-teinte (267 mots)

Moins de deux instituteurs sur dix selon le ministère, plus de quatre sur dix selon leur premier syndicat, ont fait grève ...

Page 15

**LE FIGARO**

vendredi 6 décembre  
2013

Rythmes scolaires : la grogne persiste (559 mots)

ÉDUCATION Le divorce entre Vincent Peillon et les enseignants du premier degré serait-il consommé ? Pas si l'on en croit le nombre de grévis...

Page 16

**LesEchos**

vendredi 6 décembre  
2013

Professeurs des écoles : moins de 20 % de grévistes (113 mots)

Rythmes scolaires : La grève des enseignants du premier degré d'hier contre la mise en oeuvre de la réforme des rythmes scolaires a mobili...

Page 17

**Le Monde**

vendredi 6 décembre  
2013

Les enseignants et la gauche : le désamour ? (1588 mots)

Lydie Moralès n'est pas du genre à céder à la morosité. Même quand, au printemps 2012, elle a compris que son poste d'ensei...

Page 18

**l'Humanité**

vendredi 6 décembre  
2013

Débrayage à La Redoute (301 mots)

Une centaine de salariés du site logistique de la Martinoire, à Wattrelos (Nord), ont cessé spontanément le travail jeudi m...

Page 21

**Le Monde**

vendredi 6 décembre  
2013

**La cession de La Redoute coûtera plusieurs centaines de millions à Kering** (825 mots)

Sept années ont été nécessaires au groupe Kering – ex-PPR – pour se séparer de son pôle de distribution et se recentrer sur...

Page 22

**LA TRIBUNE**  
POLITIQUE | BUSINESS | FINANCE

vendredi 6 décembre  
2013

**La reprise de Kem One : le fonds OpenGate toujours en tête devant l'homme d'affaires Alain de Krassny** (892 mots)

Ce vendredi 6 décembre, le juge commissaire en charge du dossier, au tribunal de commerce de Lyon, a convoqué les candidats...

Page 24

**Le Monde**

vendredi 6 décembre  
2013

**Martin Hirsch, nouveau patron de l'AP-HP, promet « un Hôtel-Dieu tout médical »**(887 mots)

C'est le dossier très politique de l'Hôtel-Dieu qui avait valu à sa prédécesseure, Mireille Faugère, son éviction de l'Assi...

Page 26

**L'Humanité**

vendredi 6 décembre  
2013

**Les Fralib : « Boycott d'Unilever ! »**(382 mots)

Les 77 ex-salariés irréductibles de Fralib et leurs familles s'apprêtent à passer un quatrième Noël de lutte dans « leur » ...

Page 28

---

---

## ACTUALITÉ SOCIALE

(19 articles)

---

---

**L'Humanité**

vendredi 6 décembre  
2013

**Une violence** (699 mots)

Par Maurice Ulrich être chômeur ou chômeuse n'est pas un état. C'est une viol... Page 31

**L'Humanité**

vendredi 6 décembre  
2013

**Les chômeurs prennent la rue, samedi** (611 mots)

Le chômage n'est pas qu'une courbe qu'il s'agirait, selon la promesse répétée de François Hollande, d'« inverser ». Derrière... Page 33

**L'Humanité**

vendredi 6 décembre  
2013

**Du temps partiel au chômage de longue durée, la précarité au quotidien** (1031 mots)

Inès, 48 ans, virevolte entre deux boulots « Je ne sais pas parler, mais je s... Page 35

**L'Humanité**

vendredi 6 décembre  
2013

**« Pour enrayer le chômage, (il faut) rompre avec les dogmes économiques »**(820 mots)

L'Insee vient d'annoncer un taux de chômage au plus haut, au troisième trimestre. Estimez-vous que François Hollande attein... Page 37

**L'Humanité**

vendredi 6 décembre  
2013

**Un accès difficile à la formation** (379 mots)

Privés d'emploi et en partie privés de l'accès à la formation professionnelle, tel est le constat dressé par l'Insee dans l... Page 39

**l'Humanité**

vendredi 6 décembre  
2013

### Travail du dimanche... de nuit : la droite ose tout (528 mots)

La droite ose toutes les régressions sociales, c'est même à ça qu'on la reconnaît, pourrait-on dire en paraphrasant les dia...

Page 41

**l'Humanité**

vendredi 6 décembre  
2013

### La campagne en faveur du travail du dimanche relève sans aucun doute possible d'une offensive (807 mots)

La campagne en faveur du travail du dimanche relève sans aucun doute possible d'une offensive de grande ampleur concertée. ...

Page 43

**l'Humanité**

vendredi 6 décembre  
2013

### Un tiers des salariés travaillent au noir (291 mots)

Un tiers des Français travaillent ou auraient déjà travaillé au noir : c'est le constat établi par le dernier baromètre O2-...

Page 45

**LesEchos**

vendredi 6 décembre  
2013

### Formation : les syndicats redoutent l'échec de la négociation

(566 mots)

Le dialogue social cher à François Hollande va-t-il subir son premier gros échec du quinquennat ? A une semaine de l'ultime séance de négoc...

Page 46

**LesEchos**

vendredi 6 décembre  
2013

### Travail illégal : légère baisse du nombre d'entreprises contrôlées (514 mots)

2011 avait été une année record en matière de lutte contre le travail illé...

Page 48

**LesEchos**

vendredi 6 décembre  
2013

### Stress au travail : arrêtons de faire semblant ! (738 mots)

La souffrance au travail est un venin qui empoisonne lentement mais sûrement les entreprises. En la rebaptisant « risques psycho-sociaux » ...

Page 50

**LE FIGARO**

vendredi 6 décembre  
2013

### Le retour des fins de droit (590 mots)

Personne n'en parle, et pourtant... Si la tendance des neuf premiers mois de l'année se poursuit, plus d'un million de chômeurs tomberont au 31 décembre dans...

Page 52

**LE FIGARO**

vendredi 6 décembre  
2013

### L'emploi des jeunes recule encore (819 mots)

EMPLOI Difficile de crier victoire sur le front de l'emploi. Selon les statistiques publiées jeudi par l'Insee, le taux de chômage global a ...

Page 53

**Aujourd'hui**

vendredi 6 décembre  
2013

### 62000 habitants, dont 24000 sur le plateau des Minguettes.

Taux de chômage des (122 mots)

62000 habitants, dont 24000 sur le plateau des Minguettes. Taux de chômage des 18-25 ans : 27% en moyenne, jusqu'à 40% sur ...

Page 55

**LE FIGARO**

vendredi 6 décembre  
2013

### EDF veut renégocier le temps de travail (396 mots)

Siège social du groupe EDF, à Paris. J.-C. MARMARA/LE FIGARO C'est un chantier « pharaonique » auquel s'attaqu...

Page 56

**L'ENTREPRISE OCCUPE LA SCÈNE** (346 mots)

Le monde de l'entreprise inspire les planches. Après *Caméra café* sur petit écran et 99 francs au cinéma, trois pièces décryptent le monde du travail avec s...

Page 57

**LINKED A LA PECHE AUX PROS...** (1823 mots)

Le siège de Mountain View, en Californie, est désormais trop petit. Le nombre de salariés de la firme a doublé depuis janvier 2012. ...

Page 58

**patron avant 50 ans ? oui, c'est différent** (1891 mots)

Diriger un groupe du CAC40 avant 50 ans reste une exception en France. Moins d'une quinzaine des patrons actuels a atteint le sommet précocement. Le plus...

Page 61

**se restructurer pour ne pas sombrer** (2808 mots)

shutterstock Petroplus, Kem One, PSA, Doux, Fagor-Brandt, Tilly-Sabco, Gad, Marine Harvest, La Redoute... L'actualité est truffée d'annonces dramatiques d'entr...

Page 65

---

---

**PROTECTION SOCIALE**

(3 articles)

**Les contrats courts en grande partie responsables du trou de l'assurance chômage. C'est** (526 mots)

Les contrats courts en grande partie responsables du trou de l'assurance chômage. C'est ce qui ressort d'un référé de la Co...

Page 70

**Le budget de la Sécu devant le Conseil constitutionnel** (74 mots)

Après leurs collègues sénateurs, une soixantaine de députés UMP ont saisi hier le Conseil constitutionnel à propos de la loi de financement de la Sécurité ...

Page 72

**Sauver la Sécu et la cohésion sociale** (804 mots)

Notre système de protection sociale s'est enfoncé dans les déficits. Malgré la création d'une caisse d'amortissement, la Cades, en 1996, la...

Page 73

---

---

**SYNDICALISME**

(6 articles)

**Les syndicats, front commun face au Front national** (659 mots)

Parce que la haine et le repli sur soi naissent de la désespérance sociale, les formations progressistes, syndicats de sala...

Page 76

**l'Humanité**

vendredi 6 décembre  
2013

« Nous devons convaincre les salariés tentés par le FN »(441 mots)

Pascal Debay, membre du bureau confédéral de la CGT. ...

Page 78

**l'Humanité**

vendredi 6 décembre  
2013

Une action qui prolonge l'appel de 2011 (186 mots)

Le 17 mars 2011, la CGT, la CFDT, FSU, Solidaires et l'Unsa lançaient un appel commun : « La préférence nationale n'est pas...

Page 80

**la Croix**

vendredi 6 décembre  
2013

Il faut redonner une perspective à ce pays (686 mots)

Pour comprendre cette crise sociale et savoir y répondre, il faut d'abord ne pas se tromper de diagnostic. Pour moi, la pr...

Page 81

**Enjeux  
Les Echos**

décembre 2013

On a retrouvé la trace de Bernard Thibault (157 mots)

L'ancien numéro 1 de la CGT, qui avait eu quelques difficultés à piloter sa succession à la tête de la centrale, semble avoir enfin digéré l'épisode. Après...

Page 82

**LE FIGARO  
MAGAZINE**

vendredi 6 au jeudi 12  
décembre 2013

Cette ville où la droite n'existe pas (441 mots)

La politique se lit aussi dans la démographie. Le cas de Montreuil est ici exemplaire. On pénètre dans cette ville de l'est...

Page 83

---

---

## EUROPE ET INTERNATIONAL

(7 articles)

---

---

**EUROPOLITIQUE**

vendredi 6 décembre  
2013

EMPLOI : TRAVAILLEURS DÉTACHÉS : VILNIUS REMET SON COMPROMIS SUR LA TABLE (533 mots)

La présidence lituanienne demeure intransigeante sur le principe (qu'elle so...

Page 86

**Le Monde**

vendredi 6 décembre  
2013

Pour la première fois, un promoteur jugé responsable de ses sous-traitants (1015 mots)

La décision de la cour d'appel de Chambéry devrait faire jurisprudence. Désormais, les promoteurs et maîtres d'ouvrage pour...

Page 87

**LE FIGARO  
MAGAZINE**

vendredi 6 au jeudi 12  
décembre 2013

Europe sociale et salariés « détachés »(468 mots)

Bruxelles tremble. Manuel Barroso n'a qu'à bien se tenir. Le gouvernement français monte à l'assaut. Dans son viseur, une d...

Page 89

**Les Echos**

vendredi 6 décembre  
2013

Ayrault veut rééquilibrer la relation avec Pékin (504 mots)

Joli cadeau de bienvenue : en descendant de son avion qui venait d'atterrir à Pékin, Jean-Marc Ayrault a appris que Renault, après de longu...

Page 91

### Michelin surlaroute desindes (2357 mots)

Avec son bâtiment principal long d'un kilomètre, l'usine de Chennai (ici en août dernier) se déploie sur un site de 117 hectares. ...

Page 93



vendredi 6 décembre  
2013

### L'OMC, voie sacrée pour les pays pauvres ? (855 mots)

La IXe conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui se tient jusqu'à aujourd'hui à Bali, doit...

Page 97

### DIEU, LE DRH TOUT-PUISSANT DE L'AMÉRIQUE ? (1542 mots)

BRICE COUTURIER Il n'y a pas qu'en France : partout, les religions semblent désormais créer des problèmes aux emp...

Page 99

---

---

# MOUVEMENTS SOCIAUX

---

---



## « Cette réforme, c'est du gâchis »

Près de 40 % des enseignants du primaire ont encore fait grève jeudi dans toute la France contre la réforme des rythmes scolaires, jugée non prioritaire.

Une bourrasque de vent et son drapeau s'envole sur un trottoir du boulevard Saint-Michel. « Tout fout l'camp ! » rigole Denis. « Heureusement, nous, on est encore là » Moins d'un mois après leur précédente mobilisation, de nombreux enseignants ont encore répondu, jeudi à l'appel à la grève lancé par plusieurs syndicats pour réclamer un « assouplissement » (SNUipp-FSU) ou le « retrait » (FO, CGT, SUD, CNT) du décret instaurant la réforme des rythmes scolaires.

Selon le SNUipp, premier syndicat du primaire, plus de quatre professeurs sur dix auraient cessé le travail au niveau national (20 % selon le ministère). A Paris, épice de la mobilisation depuis trois mois, 195 écoles sur 663 étaient encore partiellement en grève et 31 entièrement, selon un décompte de la Mairie. « Compte tenu de la durée de ce mouvement et de ce que coûte aux enseignants une journée de grève environ 100 euros, on peut dire que la détermination est toujours là », estime Catherine, enseignante dans le Val-d'Oise.

une vraie « refondation »

est réclamée d'urgence

Deux jours après la publication du classement Pisa, marqué par un nouveau recul de la France, cette journée a été l'occasion de réclamer d'urgence une « refondation » digne de ce nom. « Je ne crois pas que l'échec scolaire va être réglé en retournant à l'école le mercredi matin, a souligné Sébastien Sihr, secrétaire général du SNUipp. Il faut un coup d'accélérateur sur les moyens pour concrétiser la priorité au primaire. » Et de citer la formation continue des enseignants, l'éducation prioritaire ou encore la baisse des effectifs en maternelle.

Bertrand Mesure, enseignant spécialisé (Rased) à Trappes (Yvelines), constate depuis la rentrée les ratés de la réforme des rythmes. Dans cette ville populaire, qui possède le plus petit revenu fiscal du département, moins de 15 % des enfants participent aux ateliers placés entre 17 h 15 et 18 h 30 ! « Ils se déroulent, en

plus, après l'heure d'étude, qui, elle, est payante, explique Bertrand. Du coup, la plupart des parents préfèrent reprendre leur enfant dès 16 h 15, à la fin des cours. » L'enseignant n'est pas plus tendre avec le contenu de ces ateliers, « complètement disparates », dont certains se résument à du coloriage. Coût de la réforme pour la mairie : 1 million d'euros par an. « Du gâchis, alors qu'on manque d'argent pour faire des sorties culturelles »

Dans le cortège parisien, beaucoup estiment que les priorités sont tout autres. A commencer par la baisse des effectifs. « La norme en maternelle est, ici, de 32,5 élèves par classe, insiste évelyne, enseignante à Rosny-sur-Seine (Yvelines). C'est quasiment impossible de bien faire notre travail dans ces conditions, et ce quels que soient les horaires ! » ■

*par Laurent Mouloud*



SOCIÉTÉ

la proposition de loi UMP rejetée à l'Assemblée

La proposition de loi UMP déposée par Xavier Bertrand pour donner aux maires le libre choix du temps scolaire dans les écoles a été rejetée jeudi à l'Assemblée, après un vif débat de deux heures, conclu par une motion de rejet préalable.

CHEMIN DE FER

L'UMP a fustigé une réforme « impopulaire », « inapplicable » et « tournant au fiasco ». Le ministre, lui, a critiqué une initiative prise au service « d'intérêts préélectoraux » et mettant « de l'huile sur le feu ». Opposée au texte de l'UMP, Marie-

George Buffet (PCF) a toutefois invité Vincent Peillon à « entendre les problèmes et exigences » liés à cette réforme, en lui donnant « des moyens et du temps ».

8 Social-éco

POINTS CHAUDS Débrayage à La Rochelle... Les luttes convergent chez Goodyear... La CGT oppose à l'égalitarisme...

Les Fralib : « Boycott d'Unilever ! »

Le comité national de soutien aux Fralib organise dans de grands sites commerciaux le boycott des produits Unilever à partir de samedi.

Les 77 salariés indépendants de Fralib ont lancé lundi un questionnaire Noél de satisfaction... LES MARQUES D'UNILEVER... Hôtel-Dieu : Hirsh rouvre le dossier...

Hôtel-Dieu : Hirsh rouvre le dossier

L'AP HP renonce à faire de l'hôpital un collège administratif mais ne renoue pas les négociations.

Le mouvement revendicatif de l'Association des personnels hospitaliers de l'Alsace (APHA) a été relancé par le directeur de l'hôpital de Mulhouse...

Advertisement for 'Achetez, offrez l'agenda 2014 de l'Humanité année Jaunes' with a coupon for 10% discount.

Un tiers des salariés travaillent au noir

Le baromètre Q2 Market Audit montre une explosion du travail dissimulé depuis 2008.

Un tiers des Français travaillent au noir... Le baromètre Q2 Market Audit montre une explosion du travail dissimulé depuis 2008...

« Cette réforme, c'est du gâchis »

Près de 40 % des enseignants du primaire ont encore fait grève jeudi dans toute la France contre la réforme des rythmes scolaires, jugée non prioritaire.

Une heure de classe de moins par semaine... La baisse du nombre d'heures par classe est pour nombre d'enseignants une priorité.

9 Société ÉDUCATION

22 % C'est le taux - modeste - de communes passées aux nouveaux rythmes scolaires dès septembre 2013.



À l'appel de pétition (syndicats, de nombreux enseignants et élus, un jeudi à Paris, contre la réforme des rythmes scolaires.

« Cette réforme, c'est du gâchis »

Près de 40 % des enseignants du primaire ont encore fait grève jeudi dans toute la France contre la réforme des rythmes scolaires, jugée non prioritaire.

Une heure de classe de moins par semaine... La baisse du nombre d'heures par classe est pour nombre d'enseignants une priorité.

POINTS CHAUDS

L'appel au viol sur Twitter en justice... Les 400 députés Français sont belotivés... Le bilan de l'anti-meurtre dentaire ?

Les 400 députés Français sont belotivés... Le bilan de l'anti-meurtre dentaire ?

Andy rejugé pour le meurtre de sa famille

En 2009, à l'âge de seize ans, il avait tué par balles ses parents et frères jumeaux. Le jeune homme comparait en appel depuis huit ans.

Andy avait tué ses parents et ses frères jumeaux... En 2009, à l'âge de seize ans, il avait tué par balles ses parents et frères jumeaux.

DÉCRYPTAGE

## Rythmes : un petit répit pour Peillon

Les instituteurs étaient moins nombreux hier à faire la grève que lors de la journée du 14 novembre. Après la fronde des maires finalement avortée, c'est la mobilisation dans le primaire qui s'essouffle.

La journée de mobilisation dans le primaire a connu hier un succès très mitigé, avec un nombre de grévistes en baisse par rapport au 14 novembre : 18,89% au niveau national selon le ministère de l'Éducation, 41% selon les syndicats. La contestation contre les rythmes paraît donc refluer. Le ministre de l'Éducation va pouvoir respirer. Mais son image auprès des instits a souffert et il va lui falloir réussir une réforme délicate, celle du métier d'enseignant, en évitant de s'y enfermer.

### Face aux nouveaux rythmes, la résignation gagne

Dans le défilé parisien, le doute, voire le découragement, était palpable hier. « Avec tous les syndicats qui appelaient, on est déçus, on s'attendait à plus de monde », reconnaît Valérie, une institutrice venue avec ses collègues de l'école primaire de Maffliers (Val-d'Oise) qui n'est pas encore passée à la semaine de quatre jours et demi. « Beaucoup de collègues ont sans doute été arrêtés par l'argent : pour cette journée, on va m'enlever 80 euros sur mon salaire. » Plus loin, Thomas, jeune prof de maternelle à Corbeil-Essonnes, « la ville de Dassault », veut encore y croire. Mais si le décret sur les rythmes scolaires n'est pas retiré, il se contenterait d'un report d'un an. « Ça ne fait pas plaisir de devoir revenir travailler le mercredi matin, avoue-t-il, mais si on était convaincus qu'il y a du mieux pour les

*élèves et que l'organisation est bonne, on le ferait sans problème. Mais on voit, avec les communes qui y sont passées comme Ris-Orangis à côté de chez nous, que ça suscite plein de problèmes. »* Lui aussi perçoit de la lassitude. Son école maternelle, fermée le 14 novembre, est cette fois restée ouverte : seuls trois profs sur sept se sont mis en grève.

Beaucoup de manifestants se disent déçus par Vincent Peillon, arrivé avec plein de promesses et qui « a les oreilles bouchées », comme dit Valérie. Thomas, qui n'attend plus grand-chose de la politique, y voit une « réforme typique », venue du haut et appliquée « à la va-vite, sans dialogue ni concertation ».

### Accalmie pour le ministre de l'Éducation

Depuis le congrès des maires de novembre, l'horizon s'est éclairci pour le ministre. A la surprise générale, alors que l'on s'attendait à une fronde généralisée des élus, une enquête réalisée par l'Association des maires a révélé que la grande majorité de ceux ayant mis en place la semaine des quatre jours et demi en septembre en étaient finalement satisfaits. Simultanément, le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a confirmé que l'État reconduirait en 2014 son aide aux communes - initialement, elle était destinée à celles qui ont changé de rythmes dès 2013 (moins de 20%), les autres,

ayant obtenu une dérogation d'un an, devant se débrouiller.

Il restait encore au ministre à aplanir la fronde syndicale et politique. Au-delà des envolées des ténors de l'UMP, Vincent Peillon peut espérer que sur le terrain, les maires appliqueront la réforme comme un devoir républicain. Sur le plan syndical, la division, qui a succédé à la belle unanimité de « l'ère Sarkozy » (2007-2012), a joué en sa faveur. Les syndicats qualifiés de réformistes, comme le SE-Unsa et le Sgen-CFDT, ont tenu bon malgré les remous suscités en leur sein par la réforme des rythmes et ont continué à la soutenir, au risque de perdre quelques adhérents. Le syndicat majoritaire, le Snuipp-FSU, lui, a mené une politique en zigzag, partagé entre une direction pragmatique et plutôt favorable aux nouveaux rythmes au départ, et certaines fédérations plus radicales, comme à Paris, qui ont poussé au durcissement.

### Les nouveaux chantiers risqués

Vincent Peillon est impatient de tourner la page des rythmes scolaires, une réforme qui a occupé le devant de la scène durant des mois, au détriment de questions bien plus importantes. Or, s'il veut arriver au bout de sa refondation de l'école, il lui faut avancer sur des dossiers comme la rénovation de l'éducation prioritaire, capitale si l'on veut mettre un terme aux inégalités qui



Repères

Parmi les syndicats appelant hier à la grève, le Snuipp (majoritaire dans le primaire) qui veut un assouplissement du décret sur les rythmes. FO, la CGT et SUD, son abandon. La seconde fédération de parents d'élèves, la Peep (à droite), appelait à manifester pour une « concertation ».

4 000

CHEMIN DE FER

C'est le nombre de manifestants, hier à Paris, selon les syndicats (1 800 selon la police), dont quelques élus UMP venus de l'Essonne.

« L'apprentissage des fondamentaux à l'école en quatre jours, ça ne marche pas. Cette réforme doit être faite et sera faite. »

Jean-Marc Ayraut le 15 novembre

La proposition de loi UMP déposée par Xavier Bertrand, pour donner aux maires le libre choix du temps scolaire dans les écoles, a été rejetée hier, à l'Assemblée nationale. « La majorité nie qu'elle est abandonnée par le corps enseignant », a lancé le député UMP Jacques Myard.

14 FRANCE

LIBÉRATION VENDREDI 6 DÉCEMBRE 2013

Rythmes: un petit répit pour Peillon

Les instituteurs étaient moins nombreux hier à faire la grève que lors de la journée du 14 novembre. Après la fronde des maîtres finalement avortée, c'est la mobilisation dans le primaire qui s'essouffie.



Photo: LIONEL CHARBONNIER

La proposition de loi UMP déposée par Xavier Bertrand, pour donner aux maires le libre choix du temps scolaire dans les écoles, a été rejetée hier, à l'Assemblée nationale.

« Ce n'est pas plus de deux heures de travail en moins, mais il y a un vrai répit pour les enseignants. C'est un petit répit, mais ça compte. »

« L'apprentissage des fondamentaux à l'école en quatre jours, ça ne marche pas. Cette réforme doit être faite et sera faite. »

FACE AUX NOUVEAUX RYTHMES

La RECONCILIATION GAGNE

Dans le monde scolaire, le dialogue est le maître-mot.

RÉPÈRES

Dans les syndicats appelant hier à la grève, le Snuipp (majoritaire dans le primaire) qui veut un assouplissement du décret sur les rythmes.

« L'apprentissage des fondamentaux à l'école en quatre jours, ça ne marche pas. Cette réforme doit être faite et sera faite. »

« L'apprentissage des fondamentaux à l'école en quatre jours, ça ne marche pas. Cette réforme doit être faite et sera faite. »

4000

C'est le nombre de manifestants, hier à Paris, selon les syndicats (1 800 selon la police), dont quelques élus UMP venus de l'Essonne.

LIBÉRATION VENDREDI 6 DÉCEMBRE 2013

FRANCE EXPRESSO 15

Bourreau de sa famille, Andy est-il responsable ?

Justice: l'ado qui avait ouvert le feu sur ses parents et petits frères, en août 2009, comparait en appel.



La maison d'Andy à 10 ans et ses frères, en Corse, Sud-Corse. Photo: G. COLOMBI/AGF

Justice: l'ado qui avait ouvert le feu sur ses parents et petits frères, en août 2009, comparait en appel. Le procès a été interrompu pendant plusieurs semaines en raison de la maladie de la mère de l'accusé.

LES GENS

DOIT DE SUITE

Par NATHALIE BAILLON

A La Rochelle, Fontaine s'assied sur la primaire PS



LA DÉPUTÉE ISABELLE FONTAINE

Isabelle Fontaine, députée PS de la Deuxième circonscription de la Charente-Maritime, a été élue première adjointe au maire de La Rochelle.

AFMTELETHON

LE JOUR DU DIAGNOSTIC, J'ÉTATS SŒMME, SECOURS, ANÉMIE E...

AUJOURD'HUI, MON COMBAT: TOUT FAIRE POUR GUÉRIR MON FILS.



COMBAT DES PARENTS EN VIE D'ENFANTS

Le jour du diagnostic, j'étais soignée, secours, anémie... Aujourd'hui, mon combat: tout faire pour guérir mon fils.

RETOUR SUR LES PROPOS DE LUC JOUSSE

Roms: un maire UMP suspendu

Le maire UMP de Boulogne-sur-Mer, Jean-Luc Jousse, a été suspendu de ses fonctions.

Le maire UMP de Boulogne-sur-Mer, Jean-Luc Jousse, a été suspendu de ses fonctions.



## éducation, une mobilisation en demi-teinte

Moins de deux instituteurs sur dix selon le ministère, plus de quatre sur dix selon leur premier syndicat, ont fait grève hier. Plusieurs syndicats appelaient à arrêter le travail, réclamant l'assouplissement du décret sur les rythmes dans le primaire (SNUipp-FSU, majoritaire), ou son abandon (FO, CGT, SUD, CNT), soutenus par la fédération de parents d'élèves Peep qui demande une «concertation». La participation était de 18,89 % au niveau national et de 15,64 % à Paris, selon le ministère de

l'éducation, moins qu'à la mi-novembre (23 % au niveau national, 41 % à Paris). Le SNUipp réclame un assouplissement du décret. « *Je ne crois pas que l'échec scolaire va être réglé en retournant à l'école le mercredi matin* », a déclaré son secrétaire général, Sébastien Sihr. « *Il faut un coup d'accélérateur sur les moyens* », a-t-il ajouté, citant la formation continue des enseignants, l'éducation prioritaire, la baisse des effectifs en maternelle. D'autres organisations n'appelaient pas à la mobilisation. La

FCPE, principale fédération de parents, soutient la réforme. Parmi les syndicats d'enseignants, l'Unsa ne soutient pas une grève qui « *amalgame des revendications de toutes sortes* » et le Sgen-CFDT estime que « *les difficultés* » relèvent « *des modalités concrètes de mise en œuvre* » de la réforme. De leur côté, les députés ont rejeté une proposition de loi UMP qui donnait aux maires le libre choix du temps scolaire. ■



## Rythmes scolaires : la grogne persiste

Si la mobilisation s'est essoufflée, la fracture entre le ministre et le monde enseignant est patente.

**ÉDUCATION** Le divorce entre Vincent Peillon et les enseignants du premier degré serait-il consommé ? Pas si l'on en croit le nombre de grévistes recensés hier, mais ce chiffre seul ne dit pas tout de la grogne. Selon le ministère de l'Éducation nationale, moins de 19 % des enseignants du primaire étaient en grève en France pour protester contre la réforme des rythmes scolaires - dont 15 % à Paris - , quand ils étaient 23 % le 14 novembre - dont 41 % dans l'académie de Paris... Une participation en chute libre par rapport au mouvement du 12 février 2013 qui, peu après l'adoption du décret Peillon, avait mobilisé 36 % des troupes enseignantes et pas moins de 62 % dans la capitale. De là à en conclure à un essoufflement du mouvement... « Le ministre va se frotter les mains », résume Pierre Favre, président du Syndicat national des écoles (SNE) qui s'est toujours opposé à ce retour imposé à la semaine de quatre jours et demi. « Mais sur le terrain, les enseignants et les conseils d'école restent très remontrés. Financièrement, les collègues n'ont tout simplement pas pu remettre le couvert », poursuit-il, en

référence au mouvement du 14 novembre.

Au-delà des chiffres, une différence notable entre les deux grèves tient à l'appel du SNUipp, le principal syndicat d'enseignants du premier degré, proche de la gauche. Sous la pression de sa base, l'organisation a clairement basculé dans la contestation ouverte. Avec un subtil mais éloquent changement de vocabulaire. Jusqu'alors mesuré, le SNUipp exigeait une « réécriture » du décret, là où les syndicats FO, CGT, SUD et CNT demandent plus radicalement son « abrogation ». Aujourd'hui, c'est bien à une « suspension » de la réforme « dès maintenant » qu'il appelle. De nuances en nuances, c'est finalement bien à un divorce que l'on assiste.

Une position « dommageable » pour le ministre, tandis que le SNUipp a publié le 3 décembre un sondage venant justifier, en quelque sorte, sa décision d'appel à la grève. Seuls 6 % des enseignants approuvent le décret Peillon et quelque 80 % souhaitent une autre réforme. Plus globalement, ils pointent une dégradation de leurs

conditions de travail depuis l'élection présidentielle.

### « Grande concertation »

Ironiquement, la Peep, deuxième fédération de parents, classée à droite, manifestait hier aux côtés des enseignants pour demander « une grande concertation ».

Et pendant que professeurs et parents défilaient, les politiques débattaient vivement à l'Assemblée nationale autour d'une proposition du député UMP Xavier Bertrand, visant à laisser aux maires le libre choix d'appliquer ou non la réforme et proposant une compensation « à l'euro près » pour les élus décidant de la mettre en œuvre. Un texte rejeté sans surprise, à l'issue d'une discussion de deux heures. « La République est indivisible, elle n'est pas pour autant uniforme », a clamé l'ancien ministre du Travail. « Votre priorité, ce n'est pas l'intérêt de l'élève, ce n'est donc pas l'intérêt du pays », lui a rétorqué Vincent Peillon. ■

*par C. B.*





Professeurs des écoles : moins de 20 % de grévistes

Rythmes scolaires : La grève des enseignants du premier degré d'hier contre la mise en oeuvre de la réforme des rythmes scolaires a mobilisé, selon le ministère, 18,89 % des enseignants au niveau national et CHEMIN DE FER

15,64 % dans l'académie de Paris. Soit moins que lors de la précédente grève du 14 novembre, où les taux de participation avaient été de 23 % sur l'ensemble de la France et de 41 % à Paris. Les syndicats SNUipp-FSU,

SUD-éducation, CGT éduc'action (enseignants) et SNUActe-FSU (personnels des collectivités) avaient appelé à la grève. ■

par Les Echos

02 // FRANCE

Moscovici, l'homme (qui se veut) tranquille

Prêt à jouer le jeu de la réforme fiscale, le ministre de l'Économie a annoncé qu'il ne quitterait pas son poste. Il a réitéré sa confiance en François Hollande et sa volonté de rester à son poste jusqu'à la fin de son mandat.

Professeurs des écoles : moins de 20 % de grévistes

18,89 % des enseignants au niveau national et 15,64 % dans l'académie de Paris. Soit moins que lors de la précédente grève du 14 novembre, où les taux de participation avaient été de 23 % sur l'ensemble de la France et de 41 % à Paris.

Hôpitaux parisiens : Hirschi renoue le dossier urgences à l'Hôtel Dieu

Le directeur général de l'Hôtel Dieu, Jean-François Hirschi, a annoncé qu'il allait reprendre la tête des urgences de cet établissement parisien.

49 % des 15-18 ans ont un smartphone

Selon une enquête de l'INSEE, 49 % des jeunes de 15 à 18 ans possèdent un smartphone, contre 23 % il y a deux ans.

Popularité : la réforme fiscale ne requinque pas l'exécutif

François Hollande recule d'un point, à 24 %, dans le baromètre CSA. Jean-Marc Ayrault bat le record d'impopularité de Dominique de Villepin.



Pour un Français sur deux, l'école ne joue plus son rôle d'ascenseur social

Un Français sur deux ne voit plus son statut social évoluer grâce à l'école. Cette constatation est le résultat d'une enquête menée par le ministère de l'Éducation nationale.

49 % des 15-18 ans ont un smartphone

Le taux de possession d'un smartphone chez les jeunes de 15 à 18 ans a atteint 49 %, contre 23 % il y a deux ans.

Webreth // 01 novembre 2013 // Les Echos

Plafond ISF : un gain de 100.000 euros pour 7.000 contribuables

Le plafonnement de l'impôt sur la fortune coûte 700.000 euros de recettes fiscales. Mais 90 % du coût est absorbé par les patrimoines de plus de 10 millions d'euros.



49 % des 15-18 ans ont un smartphone

Le taux de possession d'un smartphone chez les jeunes de 15 à 18 ans a atteint 49 %, contre 23 % il y a deux ans.

FRANCE // 03

Table with 4 columns: Nombre de contribuables, Pourcentage de contribuables, Cotation moyenne, Montant moyen imposable. Rows include 100k-200k, 200k-500k, 500k-1M, 1M-5M, 5M-10M, 10M-50M, 50M-100M, 100M-500M, 500M-1000M, Total.

Le plafonnement de l'impôt sur la fortune coûte 700.000 euros de recettes fiscales. Mais 90 % du coût est absorbé par les patrimoines de plus de 10 millions d'euros.

Après avoir été jugé trop restrictif, le plafonnement de l'impôt sur la fortune a été assoupli. Les contribuables de moins de 10 millions d'euros de patrimoine ne paieront plus que 0,5 % d'impôt.

49 % des 15-18 ans ont un smartphone

Le taux de possession d'un smartphone chez les jeunes de 15 à 18 ans a atteint 49 %, contre 23 % il y a deux ans.

49 % des 15-18 ans ont un smartphone

Le taux de possession d'un smartphone chez les jeunes de 15 à 18 ans a atteint 49 %, contre 23 % il y a deux ans.

49 % des 15-18 ans ont un smartphone

Le taux de possession d'un smartphone chez les jeunes de 15 à 18 ans a atteint 49 %, contre 23 % il y a deux ans.

OMEGA advertisement featuring a watch and the text 'EN 1949 OMEGA CREATIF APERCEVUT EN ALLANT SUR LA LUNE...'

## Les enseignants et la gauche : le désamour ?

Dix-huit mois après l'élection de François Hollande, l'impatience et le doute s'installent dans les salles de classe

Lydie Moralès n'est pas du genre à céder à la morosité. Même quand, au printemps 2012, elle a compris que son poste d'enseignante spécialisée allait être supprimé – comme 80 000 autres emplois dans l'éducation nationale sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy –, cette spécialiste de la difficulté scolaire (Rased, dans le jargon de l'école) n'a jamais douté du rôle qui devait rester le sien : mettre sur les rails des enfants pour qui l'école ne va pas de soi.

Le « *changement* » promis par François Hollande, la pétillante quinquagénaire a voulu y croire. Dix-huit mois se sont écoulés et, sur le terrain, l'état d'esprit des enseignants a bien changé. Difficile de rester optimiste alors qu'une année de mobilisation contre la réforme des rythmes scolaires – mobilisation qui semble marquer le pas, avec 22 % de grévistes déclarés ce jeudi – n'a pas conduit le ministère de l'éducation à revoir sa copie d'un iota. Alors que le « *déclassement* » de la France, pointé du doigt par l'enquête PISA publiée le 3 décembre, remet en question, aux yeux de certains du moins, leur engagement, leurs pratiques.

" *L'euphorie, c'est fini*, confie Lydie Moralès. *L'ambiance est molle, la motivation aussi... Pendant que le débat sur les rythmes occupe le champ médiatique, on continue de s'épuiser dans nos écoles. Je sens beaucoup de collègues dans l'attente; certains, déjà désabusés.* " Un sondage Harris Inter-

active pour le SNUipp-FSU, syndicat majoritaire au primaire, vient de le confirmer : moins d'un tiers des professeurs des écoles considère que le primaire est aujourd'hui une priorité pour le gouvernement.

Lydie Moralès, elle, n'a pas de regrets : au titre des « mesures d'urgence » prises en juin 2012 pour donner à une rentrée préparée par la droite des petits airs de rentrée de gauche, elle a retrouvé un poste dans le sud de son département (les Hauts-de-Seine). Pourtant, elle ne cache pas que l'inquiétude la gagne, elle aussi. « *Les enseignants sont bien placés pour savoir que, vu la situation économique, on ne reviendra pas à des jours meilleurs avant longtemps. Une question les obsède : quand pourront-ils enfin réussir à bien faire leur métier ?* »

De la maternelle au lycée, même constat : ça ne bouge pas, ou pas assez vite. Le ministre de l'éducation, Vincent Peillon, qui a réussi à faire promulguer en juillet sa loi d'orientation, a beau marteler que le temps de l'école n'est pas celui de la politique, qu'il faudra plus qu'un quinquennat pour venir à bout des 20 % d'élèves qui quittent le CM2 sans être armés pour la 6e, le doute s'est installé. " *Les enseignants avaient besoin d'être réenchantés... Et ça ne s'est pas vraiment produit*, observe Catherine Chabrun, qui a quitté la classe il y a trois ans pour animer le mouvement Freinet (ICEM-pédagogie Frei-

net). *Le brouhaha sur les rythmes occulte tous les autres chantiers. Les collègues ont gardé autant d'élèves par classe, les mêmes modes d'évaluation... et les mêmes relations, pas toujours simples, avec la hiérarchie intermédiaire, les inspecteurs, les recteurs.* "

Le moral est bas. C'est pourtant eux, les enseignants, que le gouvernement s'est engagé à soigner en premier lieu, après un quinquennat de « *casse de l'école* ». Eux à qui il a promis 60 000 postes sur cinq ans, une consultation sur les programmes, des places dans les nouvelles écoles supérieures du professorat et de l'éducation. Sans compter la prime annuelle de 400 euros pour les professeurs du primaire qu'il s'est évertué – en vain – à déconnecter du retour au mercredi matin travaillé.

Eternels insatisfaits, les enseignants ? « *A vif* », rétorque Monique. Cette institutrice chevronnée préfère rester anonyme, pour ne pas impliquer les enseignants stagiaires dont elle a la charge en tant que formatrice. " *Les changements étalés dans les médias sont des miettes électorales, un saupoudrage de mesures rendues invisibles dans les écoles par l'afflux d'élèves - 30 000 écoliers de plus en 2013 - , s'énerve-t-elle. J'entends dire autour de moi : on a voté pour eux, et il ne se passe rien, on s'est bien fichu de nous... L'heure est à la désillusion.* "

" *Droite ou gauche, c'est la même lo-*

gique, lâche Denis Pourrat, professeur de français dans un collège ZEP à Vaulx-en-Velin (Rhône). *On est brossé dans le sens du poil, sans doute mieux considéré... Mais les conditions de travail ne changent pas, et la misère sociale, qui ne reste pas aux portes de l'école, exacerbe les difficultés.* " Son cheval de bataille : « *la chasse aux sans-papiers* », dont il n'entrevoit pas d'infléchissement malgré la sanctuarisation de l'école promise après les affaires Khatchik et Leonarda. « *On doit héberger des familles à la rue avec leurs enfants, les urgences sociales sont pleines à craquer dans le département* », s'indigne-t-il. L'enseignant syndiqué SUD-Education ne croit pour autant pas à un virage à droite de la profession. « *Du conservatisme, il y en a toujours eu. Des collègues qui vous répètent : "C'était mieux avant."* Mais une percée de l'extrême droite, c'est peu probable. » Un verrou semble pourtant avoir sauté avec l'installation, le 12 octobre, du collectif Racine, émanation du Rassemblement Bleu Marine. Même si son écho parmi les 900 000 enseignants semble dérisoire. " *La période est confuse, peu saine*, reprend Catherine Chabrun. *Quand j'entends dans les cortèges des slogans enseignants raisonner comme ceux de l'UMP, j'en perds mon latin ! "*

" *La période est ambiguë*, renchérit Mickaël Gamrasni, professeur d'histoire en collège à Villeneuve-la-Garenne (Hauts-de-Seine). *On est là à réclamer le changement et, dans le même temps, on a cette peur très forte d'être de nouveau ballottés d'une réforme à l'autre, de voir la situation encore se dégrader.* " Dans son établissement, le collège Edouard-Manet, amputé de 33 heures d'enseignement par semaine il y a deux ans, le candidat François Hollande était venu, en mars 2012, marteler ses priorités éducatives. Deux rentrées plus tard, les heures perdues ne sont pas revenues, " *et pourtant, nous qui étions vent debout sous la droite, nous ne sommes pas mobilisés*, reconnaît le jeune enseignant. *Avec un premier ministre ancien prof d'allemand, un ministre de l'éducation prof de philo, c'est un peu comme si on n'avait pas vraiment, ou pas autant, à défendre notre bifteck.* "

Ce sentiment d'une « *mobilisation molle* », Benjamin Marol, enseignant à Montreuil, le ressent aussi. « *A part à Bobigny, les établissements du 93 n'ont pas beaucoup bougé jusqu'ici... Le ministère répète qu'il va mettre le paquet sur l'éducation prioritaire, et on a envie d'y croire, même si l'idée de*

*prendre aux classes prépa pour aider les ZEP, ça ne passe pas... Il n'y a pas de nantis dans l'éducation nationale ! »*

Beaucoup disent se sentir de moins en moins proches d'un ministre omniprésent dans les médias, mais qui ne s'adresse pas aux enseignants. « *On reste indulgents, mais si, à la fin du quinquennat, il n'y a pas eu d'inflexion, alors on fera partie des mécontents qui ne savent plus pour qui voter* », prévient Mickaël Gamrasni.

Ce risque pour la gauche existe, selon Jean-Daniel Lévy, directeur du département politique chez Harris Interactive. A quatre mois des municipales, il constate qu'« *une distance forte, inédite de mémoire* », s'est instaurée entre les enseignants et le pouvoir. " *Si cela devait se concrétiser dans les urnes, ce serait par une forte abstention*, nuance-t-il, *plutôt que par un vote sanction.* " Pour lui, c'est un paradoxe : « *Alors que la gauche a affiché l'école comme une priorité, les enseignants ne portent pas le projet de refondation comme un étendard.* »

**Mattea Battaglia ■**

## ENCADRÉS DE L'ARTICLE

### Mobilisation jeudi contre les rythmes scolaires

Le SNUipp-FSU, syndicat majoritaire au primaire, a appelé à la grève, jeudi 5 décembre, pour une « *réécriture* » du décret sur les rythmes. Pas pour l'abrogation de la réforme, donc, même s'il réclame « *qu'il n'y ait pas de généralisation à la rentrée prochaine* ». La CGT, FO et SUD appelaient aussi à la mobilisation ce jeudi, mais pour réclamer sa « *suspension immédiate* ». 40 % des professeurs des écoles devaient faire grève, selon le SNUipp-FSU, 22 % seulement d'après le ministère. Un autre mouvement social prend forme, assez inédit, parmi les enseignants de classes préparatoires. Ils seront en grève le 9 décembre – à l'appel du SNES-FSU, du Snalc et de FO – pour réclamer l'abandon du projet de réforme de leur temps de travail.

6 FRANCE

Le Monde

PUBLICITÉ

Les enseignants et la gauche: le désamour?

Dix-huit mois après l'élection de François Hollande, l'impatience et le doute s'installent dans les salles de classe

L'élève Marlon n'est pas du genre à voter à la messe. Mais quand un professeur d'histoire a prononcé un discours d'engagement politique, il a été surpris par la réaction de ses collègues. Certains ont même applaudi. Mais d'autres ont regardé le professeur avec un air de dégoût. Et certains ont même dit: "NON".



Des manifestants marchent à Paris devant l'Assemblée nationale, le 12 novembre 2012.

Le professeur de français de la classe de Marlon, Vincent Bélier, qui a écrit à l'Assemblée nationale, a bien conscience que son discours a été perçu comme un acte de désamour. Mais il ne se rend pas compte de la situation. Il a écrit un texte qui a été lu devant l'Assemblée nationale le 12 novembre 2012.

Les recettes pour mettre en valeur l'épargne des personnes âgées

Le Commissariat à la stratégie et à la prospective préconise de placer les économies de simon au service de la croissance et de reformer le viager

Les personnes âgées disposent de capitaux importants, ce qui leur permet de bénéficier d'un revenu complémentaire. Mais ce revenu est souvent insuffisant pour leur permettre de vivre dignement.

Le Commissariat à la stratégie et à la prospective préconise de placer les économies de simon au service de la croissance et de reformer le viager. Cela permettra de mieux valoriser l'épargne des personnes âgées.

Lettre ouverte au Président de la République, François Hollande

À contribution égale, pension égale !

Monsieur le Président, Vous aviez promis une réforme des retraites « juste » et « équilibrée » qui « assurera la pérennité de notre système de retraite ». Or, il y a toujours :

- deux France des retraites, celle du public et celle du privé ;
- de nombreux régimes spéciaux avec des retraites dès 50 ans, alors que l'on ne sait pas comment financer la dépendance des personnes âgées ;
- des déficits chroniques, alors même que les actifs subissent des baisses de salaire dues aux hausses répétées de cotisation ;
- des retraités stigmatisés et de plus en plus taxés alors que la vraie cause de nos déboires est un manque de courage politique et le refus d'une vraie réforme.

Monsieur le Président, vous êtes le garant du respect de la loi :

« les assurés doivent pouvoir bénéficier d'un traitement équitable au regard de la retraite, quels que soient leurs activités professionnelles passées et le ou les régimes dont ils relèvent » (art. L. 161-17 al. 3 code de la sécurité sociale).

Le changement, c'est maintenant !

Marie-Laure Dufêche, déléguée générale de Sauvegarde Retraites



Alors que les régimes de retraite basculent un à un dans le rouge, la situation démographique des caisses continue à se dégrader. À ce rythme, il y aura demain moins d'un actif pour un retraité. La situation n'est plus tenable. Une vraie réforme des retraites d'urgence. À l'instar des politiques engagées ailleurs (Allemagne, Italie, Suède, ou même Canada), elle doit aboutir à un système équitable, libre et responsable.



SOCIAL-ECO

Débrayage à La Redoute

Une centaine de salariés du site logistique de la Martinoire, à Wattrelos (Nord), ont cessé spontanément le travail jeudi matin, suite à l'annonce du repreneur de l'entreprise de vente à distance.

CHEMIN DE FER

Environ 300 salariés de Goodyear ont manifesté jeudi matin à l'appel de la CGT Goodyear devant le dépôt de l'usine d'Amiens-Nord pour protester contre le projet de fermeture du site.

La fédération nationale agroalimentaire et forestière CGT a dénoncé jeudi la hausse de la TVA pour les centres équestres, qui, selon elle, « va à l'encontre de la nécessaire démocratisation des sports équestres ».

8 Social-éco

POINTS CHAUDS Débrayage à La Redoute... Les luttes convergent chez Goodyear... La CGT oppose à l'équivalente...

Les Fralib : « Boycott d'Unilever ! »

Le comité national de soutien aux Fralib organise dans de grands sites commerciaux le boycott des produits Unilever à partir de samedi. Les Fralib ont décidé de boycotter les produits Unilever...

Hôtel-Dieu : Hirsh rouvre le dossier

L'AP-HP renonce à faire de l'hôpital un collège administratif mais ne compte pas les réintégrer. Le dossier de l'Hôtel-Dieu est toujours ouvert...

Advertisement for 'Achetez, offrez l'agenda 2014 de l'Humanité année Jaures' with a calendar image and pricing information.

Un tiers des salariés travaillent au noir... La proposition de loiUMP rejetée à l'Assemblée... Les propositions de loiUMP déposées par Didier Bertrand...

Société ÉDUCATION 22% C'est le taux - modeste - de communes passées aux nouveaux rythmes scolaires dès septembre 2013.



« Cette réforme, c'est du gâchis »

Près de 40 % des enseignants du primaire ont encore fait grève jeudi dans toute la France contre la réforme des rythmes scolaires, jugée non prioritaire. Une balaise du nombre d'élèves par classe est pour nombre d'enseignants une priorité...

POINTS CHAUDS L'appel au viol sur Twitter en Justice

Des élus écologistes ont réprimandé Nicolas Sarkozy pour avoir appelé à ne pas donner son bulletin à voté en faveur de la loi sur le mariage...

Un quart des Français sont belvédérés

Les belvédérés sont les communes qui ont le plus de logements sociaux. En 2013, 24,6 % des Français (12,5 millions) ont été belvédérés...



## La cession de La Redoute coûtera plusieurs centaines de millions à Kering

L'offre de reprise retenue est celle de deux dirigeants du spécialiste de la VPC. Elle limite les licenciements et maintient l'activité dans le Nord

Sept années ont été nécessaires au groupe Kering – ex-PPR – pour se séparer de son pôle de distribution et se recentrer sur le luxe et l'habillement sportif. Parmi les quatre offres en lice pour la reprise de La Redoute – officiellement mise en vente depuis juin 2013 –, le conseil d'administration de Kering a choisi, mercredi 4 décembre, de donner l'entreprise de vente à distance au tandem formé par Nathalie Balla, PDG de La Redoute depuis 2009, et Eric Courteille, directeur financier de Recats.

François-Henri Pinault, PDG de Kering, a fortement soutenu, lors du conseil, ce projet déposé tardivement. Il a l'avantage de limiter à moins de 700 le nombre de licenciements secs en s'appuyant sur des préretraites, des aides à la reconversion ou des départs volontaires.

Ce plan est également le seul qui garantisse le maintien du pôle logistique de La Redoute dans la métropole lilloise, en prévoyant d'y construire un nouveau site. Mme Balla, qui a l'avantage de bien connaître l'entreprise, a la réputation de savoir dialoguer avec les syndicats. Ces critères ont pesé en sa faveur et lui ont permis de devancer les offres de la foncière française Altarea-Cogedim, du fonds américain Gores et d'un entrepreneur local du textile, dont le nom n'a pas été divulgué.

Céder La Redoute coûtera plusieurs

centaines de millions d'euros à Kering. La somme exacte sera fixée au terme des négociations engagées avant le « closing » de l'opération, prévu au premier semestre 2014. Martine Aubry, maire socialiste de Lille, qui s'est fortement impliquée pour défendre les emplois dans la région, a quant à elle appelé Kering à donner « des engagements sur les 600 millions d'euros demandés par les repreneurs ».

### Prudence des syndicats

M. Pinault a précisé dans *Le Figaro* du jeudi 5 décembre : « J'assumerai mes responsabilités pour le financement des investissements dans la logistique et l'informatique, celui des pertes d'exploitation inhérentes à un projet de transformation et celui des mesures sociales. Kering confiera aux repreneurs une entreprise financièrement très saine. »

Selon certaines sources, cet engagement pourrait correspondre aux besoins de financement de La Redoute pendant quatre ans. Ce matelas devra permettre aux repreneurs de moderniser la logistique qui a beaucoup vieilli, tout comme l'informatique. Cette recapitalisation doit permettre le comblement des pertes actuelles et celles à venir jusqu'au point d'équilibre annoncé.

Quant au financement des mesures

destinées à l'accompagnement social, il devrait être abrité dans une structure financière « ad hoc », une fiducie.

Les syndicats restent prudents et attendent des garanties. « *Que va faire demain Nathalie Balla qu'elle n'a pas fait hier? C'est la question que tout le monde se pose. Des licenciements, il y en aura* », a affirmé Fabrice Peeters, délégué CGT. Pour sa part, Alain Dieudonné, délégué central CFE-CGC, a déclaré : « *Déjà, nous sommes soulagés : il y a un repreneur pour La Redoute!* »

Entrée dans le giron de Kering en 1994, La Redoute a souffert de la crise, du manque d'investissements et de l'arrivée de concurrents comme Zara et H & M mais aussi des gros acteurs d'Internet (Amazon, vente-privée.com...). Même si le vétéran affichait 1,1 milliard d'euros de chiffre d'affaires en 2012 et de dix millions de clients, il perd de l'argent depuis 2008, de l'ordre de 30 à 40 millions par an. Et ses ventes se tassent de 10 % par an. Au total, Kering a déjà injecté 400 millions d'euros dans cette filiale en cinq ans.

Cette cession parachève le désengagement de Kering du secteur de la distribution, après les ventes du Printemps, de CFAO, de Conforama, de Redcats et la coûteuse mise en Bourse de la Fnac (388 millions d'euros ont été affectés à sa recapita-



## La reprise de Kem One : le fonds OpenGate toujours en tête devant l'homme d'affaires Alain de Krassny

Les candidats à la reprise du groupe chloro-chimiste sont convoqués ce vendredi 6 décembre par le juge commissaire du tribunal de commerce lyonnais pour présenter leur offre. Tout laisse à penser que les conditions suspensives ne seront levées que le 10 décembre, soit 48 heures avant l'audience au tribunal.

Ce vendredi 6 décembre, le juge commissaire en charge du dossier, au tribunal de commerce de Lyon, a convoqué les candidats à la reprise de Kem One SAS, le groupe chloro-chimiste, placé en redressement judiciaire le 27 mars dernier, huit mois après avoir quitté le giron d'Arkema pour celui de l'homme d'affaires américain Gary Klesch.

### 70 millions d'euros sur la table

Le fonds d'investissement OpenGate Capital, basé à Los Angeles, Paris et Sao Paulo, fait plus que jamais figure de favori. C'est lui qui met le plus d'argent sur la table : 70 millions d'euros en capital et financements divers. Pour sa part, Alain de Krassny, 73 ans, ancien cadre chez Rhône-Poulenc, et propriétaire depuis 1997 de Donau Chemie GmbH, en Autriche, n'injecte que 5 millions d'euros. Toutefois, il a tout dernièrement, indiqué aux autorités publiques qu'il pourrait mettre davan-

La CGT se pose des questions

Quant à la CGT, elle se demande aujourd'hui si elle maintient son projet « Phoenix », porté par une association s'appuyant sur une fiducie, et dont Jean-Jack Queyranne, président PS de la Région Rhône-Alpes, a récemment plaidé la cause auprès d'Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif. « J'en veux à ce gouvernement. Malgré les dis-

cours de Matignon toutes les portes se sont fermées devant nous, y compris celle de Bpifrance que nous sollicitons pour 20 millions d'euros, confié à La Tribune, et avec amertume, Philippe Lemarchand, coordinateur de la CGT. Néanmoins, je ne regrette rien car notre démarche a fait bouger les lignes ».

### Réelles avancées

OpenGate, par la voix de Sébastien Kiekert Le Mout, un des associés, se disait, en fin de semaine dernière, très satisfait « des avancées réelles avec Total » sur le prix de l'éthylène, principale matière première utilisée par le groupe chloro-chimiste. Ce dernier précisait toutefois que les différents accords n'étaient pas finalisés ni avec ce fournisseur et ni avec d'autres, tel Lyondellbasel.

### Conditions suspensives

Les conditions suspensives ne sont pas non plus levées pour Alain de Krassny. D'ailleurs, tout laisse à penser que, le suspense planera jusqu'à la dernière minute, soit 48 heures avant l'audience du tribunal de commerce de Lyon prévue pour le 12 décembre prochain. « On se battra jusqu'au bout pour que chacun fasse des efforts supplémentaires pour sauver la chimie française. Ce dossier, très complexe, fait l'objet d'une mobilisation inégalée au plus haut niveau », insiste Jean-François Carencio, préfet de Rhône-Alpes.

### 40 millions d'euros à investir par an

Les tarifs d'approvisionnement sont cruciaux pour garantir la pérennité de l'entreprise qui doit dégager un résultat d'exploitation suffisant pour investir 40 millions d'euros chaque année, en moyenne, uniquement pour maintenir et adapter, en permanence, ses différentes installations industrielles. Dans son plan d'affaires, OpenGate Capital prévoit de dégager 40 millions d'Ebitda en 2014 (pour 974,3 millions d'euros de chiffre d'affaires) et Alain de Krassny, a budgété 18 millions d'Ebitda (pour 945 millions d'euros de ventes).

### Amélioration de la rentabilité

La rentabilité s'améliorera beaucoup, une fois réalisée la conversion anticipée (par rapport à la réglementation européenne) de la salle d'électrolyse de Lavera qui doit abandonner la technologie du mercure pour celle de la membrane, moins consommatrice d'énergie. La facture évaluée à 150 millions d'euros sera réglée pour un tiers par le FDES (fonds de soutien aux entreprises) et un autre tiers par des subventions, notamment de Bruxelles.

### Un passif restant estimé à 218 millions d'euros

Les offres s'effectuant par un plan dit de continuation, les candidats se doivent de prendre en charge le pas-



sif, estimé à 218 millions d'euros, une fois retraité des quelque 120 millions de dettes abandonnées. Les candidats repreneurs proposent soit un règlement immédiat à hauteur de 30 % des créances pour solde de tout compte, soit un remboursement à 100 %, sans intérêts, échelonné sur 7 annuités (OpenGate) ou dix annuités (Alain de Krassny).

**PSE limité à 51 personnes sur plus de 1 200 salariés**

Quant au volet social, pour lequel le CCE a commencé à être consulté les 2 et 3 décembre, il porte sur la suppression de 97 postes dont 46 sont vacants. Si bien que le plan de sauvegarde de l'emploi, se limite à « 51 personnes. Et Arkema s'est engagé à les réembaucher sur les bassins d'emploi où ils travaillent », précise Jean-Michel Rovidia, coordinateur CFDT. Sont principalement concernés le siège Kem One de Lyon et le site de Pierre-Bénite. Pour les quelque 1 200 salariés conservés,

OpenGate reconnaît avoir assoupli ses exigences de modération des salaires, prévues sur 2014 et 2015. En outre, le fonds a proposé un accord d'intéressement. L'« attitude responsable » des syndicats, jusqu'à ce jour, est unanimement appréciée.

■

*par Marie-Annick Depagneux, à Lyon, Acteurs De L'économie*



## Martin Hirsch, nouveau patron de l'AP-HP, promet « un Hôtel-Dieu tout médical »

Le projet précédent, visant à installer le siège de l'Assistance publique dans les locaux, est abandonné

C'est le dossier très politique de l'Hôtel-Dieu qui avait valu à sa prédecesseure, Mireille Faugère, son éviction de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) à quelques mois des élections municipales. C'est donc logiquement celui-ci que Martin Hirsch, nommé le 13 novembre en conseil des ministres à la tête du plus gros hôpital de France, a choisi de déminer le premier en promettant « un Hôtel-Dieu tout médical ».

« Je veux que ce site ait une entière vocation hospitalière », affirme-t-il au Monde. Autrement dit, que « ce lieu formidable, en plein cœur de Paris », n'héberge pas « pour moitié les bureaux de la direction et pour moitié des structures médicales ». L'équipe précédente avait en effet prévu de déménager le siège de l'institution, situé de l'autre côté de la Seine, juste à côté de l'Hôtel de Ville. Il n'en est plus question. S'il souhaite pour le plus vieil hôpital de Paris « un projet médical ambitieux », il se veut pragmatique. Il ne s'agira pas d'un hôpital classique où l'on opère, mais d'une structure originale. Toutes les idées liées à la santé, dont la prévention, sont les bienvenues.

Le projet défendu par l'équipe précédente — un hôpital universitaire de santé publique sans hospitalisation de patients — sera donc retravaillé et complété, mais cette fois « sans arrière-pensée immobilière », selon un

document que *Le Monde* a pu consulter. La vente du prestigieux siège de l'avenue Victoria ne semble pour l'heure plus d'actualité. L'AP-HP doit pourtant financer le projet de reconversion de l'Hôtel-Dieu et bien d'autres encore, alors que le déficit global du groupe pour 2013 était estimé, en juin, à 70 millions d'euros (pour un budget d'environ 7 milliards).

Depuis trois semaines, le tout nouveau patron a vu les syndicats, les professeurs de médecine, et les politiques de tout bord, tous impliqués dans les houleux débats autour de l'avenir de l'Hôtel-Dieu. Pour affiner le projet, l'ancien haut-commissaire aux solidarités actives du gouvernement Fillon, et ancien directeur de cabinet de Bernard Kouchner au ministère de la santé s'engage à consulter les élus des arrondissements proches.

Sur l'épineux dossier de la fermeture des urgences du vieil hôpital de l'Ile de la Cité, il a réussi à remettre tout le monde autour de la table. C'est leur récente transformation en un centre de consultations ouvert 24 heures sur 24 qui avait suscité le blocage, au point d'en faire un sujet de campagne pour les municipales. Ce n'est pas un retour en arrière qu'il a proposé, mais une reprise de la discussion, avec la participation notamment des professeurs Carli du SAMU de Paris et Riou de la Pitié-Salpê-

trière.

Prudence

Certes, les pompiers doivent toujours emmener leurs patients vers d'autres hôpitaux, mais des gages ont été donnés. Il a ainsi été décidé de rouvrir des « lits porte », pour accueillir les patients arrivés en urgence à l'Hôtel-Dieu et en attente d'un accueil dans un service de l'AP-HP, et de recruter quatre infirmières. Le Service mobile d'urgence et de réanimation (SMUR), lui, va être directement rattaché au SAMU de Paris. L'idée est par ailleurs de renforcer à l'avenir les autres services d'urgence parisiens.

" M. Hirsch fait un exercice de corde raide très difficile ", estime Loïc Capron, le président de la commission médicale d'établissement de l'AP-HP, qui s'était prononcé en faveur du projet de la précédente direction sur la fermeture des urgences. « Comment va-t-on financer la restauration de l'Hôtel-Dieu si on n'y met pas le siège ? », demande-t-il. J'attends de voir comment va faire M. Hirsch. A moins de recevoir des aides extérieures spécifiques, je ne connais pas le modèle financier. »

« Si on ne vend plus le siège, ça veut dire que tout le projet de l'ancienne direction tombe », veut pour sa part comprendre le médecin urgentiste

Gérald Kierzek, qui avait été démis de son poste de chef du SMUR début juillet pour avoir mené la fronde contre le projet de réorganisation. Il admet que les annonces du nouveau directeur « sont des signes positifs qui vont dans le bon sens » mais reste CHEMIN DE FER

néanmoins circonspect. « Si ce n'est que ça, on ne va pas aller très loin. »

La CGT Santé se félicite dans un communiqué de la « volonté d'ouverture et de dialogue » du nouveau directeur,

ajoutant qu'« il y a loin de la coupe aux lèvres ». La prudence reste donc de mise.

François Béguin et Laetitia Clavreul ■

10 FRANCE

**Justice**  
Demande de levée de l'immunité parlementaire de Serge Dassault

**En Bretagne**  
Les élus que je dois à la Bretagne

**Élections**  
Une députée EELV quitte son parti

**En Normandie**  
L'UMP condamne les propos d'un de ses élus

**Communiqué**  
La Banque Populaire lance INNOV&PLUS

**Martin Hirsch, nouveau patron de l'AP-HP, promet « un Hôtel-Dieu tout médical »**

Le projet précédent, visant à installer le siège de l'Assistance publique dans les locaux, est abandonné

**Portrait**  
Mes clients ne sont pas des mauvais garçons

**300 euros d'aide**  
L'État aide les parents à payer les frais de garde d'enfants

**Les députés ont-ils le droit de voter ?**  
Le débat est ouvert sur la réforme de la procédure législative

**PRET INNOV&PLUS\***  
DECLENCHEZ UN ELAN DE COMPETITIVITE POUR VOTRE ENTREPRISE

**BANQUE POPULAIRE LANCE INNOV&PLUS: UN NOUVEAU CREDIT A L'INNOVATION**

Paris, que nous sommes convaincus que l'innovation est une réponse à nos enjeux pour assurer le dynamisme de nos régions et favoriser la reprise économique. Banque Populaire s'engage une nouvelle fois à accompagner les entreprises innovantes. Après avoir mis à disposition des entreprises 7 milliards d'euros en 2013 pour financer 100 000 nouveaux projets, Banque Populaire lance Innov&Plus pour permettre à nos entreprises de gagner toujours plus en compétitivité et de se développer.

**LA BANQUE QUI DONNE ENVIE D'AGIR**



## Les Fralib : « Boycott d'Unilever ! »

Le comité national de soutien aux Fralib organise dans de grands sites commerciaux le boycott des produits Unilever à partir de samedi.

Les 77 ex-salariés irréductibles de Fralib et leurs familles s'apprêtent à passer un quatrième Noël de lutte dans « leur » usine de Gémenos (Bouches-du-Rhône), dont la production d'infusions (Lipton et éléphant) a été délocalisée par la maison mère, le groupe Unilever. Malgré les souffrances que leur inflige la direction de la multinationale en ne les payant plus, par exemple, depuis mai dernier, leur moral, qui prend parfois des coups, reste collectivement élevé. Car ils sont forts des décisions de justice qui, par trois fois, notamment en octobre dernier, ont annulé le plan social. Forts aussi de la faisabilité reconnue de leur projet de « société coopérative ouvrière provençale de thé et infusions » (Scop TI). Reste, pour sa mise en œuvre, un

dernier double pari à relever : la cession de la marque éléphant, née en Provence il y a cent vingt ans, et l'octroi par Unilever de quelques centaines de tonnes de matières premières pour redémarrer l'activité, sachant que le parc de machines est opérationnel.

Pour mettre ce nouveau coup de pression sur la multinationale, les Fralib et leur comité national de soutien, présidé par le député (PCF-FDG) André Chassaingne, en appellent à tous les consommateurs, et plus seulement aux buveurs de thé. « Ce samedi 7 décembre, nous élargissons notre appel au boycott de Lipton à toutes les marques d'Unilever », explique le délégué CGT, Olivier Leberquier, en se félicitant des relais pris

par des syndicats et associations locales de citoyens : « Il y aura des actions organisées dans plusieurs sites commerciaux des Bouches-du-Rhône, mais aussi en Île-de-France, en Normandie et dans le Sud-Ouest », annonce-t-il.

De son côté, Unilever, après l'avoir repoussée à deux reprises, a fini par convoquer une réunion du comité d'entreprise, le 17 décembre, afin de relancer la procédure du PSE. Les Fralib n'espèrent désormais qu'une chose : que le PDG Monde, Paul Polman, qui se veut le champion du développement durable, mette enfin en accord ses paroles écolo-humanistes et ses actes sociaux. ■

*par Philippe Jérôme*

8 Social-éco

POINTS CHAUDS

Débrayage à La Rochelle Une centaine de salariés de la zone industrielle de la Marinette, à Rochefort (17), ont cessé temporairement le travail mardi matin, suite à l'annonce du report de l'entretien de centre à distance.

Les Ateliers convergent chez Goodyear En 2012, salariés de Goodyear ont manifesté jeudi matin à l'appel de la CGT. L'entreprise a annoncé le début de l'entretien de centre à distance le 11 décembre.

La CGT oppose à E. Aquilino La Fédération nationale agriculteurs et forestiers CGT a déposé jeudi le bilan de la loi pour les zones rurales. Elle s'oppose à E. Aquilino, ministre de l'Agriculture.

46. 48 sur contre la banalisation du travail du dimanche, la loi en vigueur (voir ci-contre). 19. 19 sur le travail du dimanche, la loi en vigueur.

Les Fralib : « Boycott d'Unilever ! »

Le comité national de soutien aux Fralib organise dans de grands centres commerciaux le boycott des produits Unilever à partir de samedi.

Les MARQUES D'UNILEVER Unilever, leader mondial de la consommation de produits d'hygiène personnelle, est présent dans de nombreux pays. En France, elle est présente dans de nombreux pays.

Un dernier détail pour être sûr : la commission de la marque Unilever est en cours de révision. Elle sera révisée en 2013. Unilever est en cours de révision.

Hôtel-Dieu : Hirsch ouvre le dossier

L'AP-HP annonce à l'heure de l'hôpital un séisme administratif mais ne donne pas de détails.

Un séisme administratif à l'Hôtel-Dieu qui a entraîné la démission de plusieurs cadres. Le dossier est en cours de révision.

« Cette réforme, c'est du gâchis »

Près de 40 % des enseignants du primaire ont encore fait grève jeudi dans toute la France contre la réforme des rythmes scolaires, jugée non prioritaire.

Un tiers des salariés travaillent au noir Le baromètre O2 Market Audit montre une explosion du travail dissimulé depuis 2008.

La baisse de la dette publique La dette publique a baissé de 100 milliards de euros en 2012.

Le chômage en France Le chômage en France est resté stable à 7,4 % en novembre 2012.

Le PIB en France Le PIB en France a augmenté de 0,4 % en novembre 2012.

Le déficit en France Le déficit en France est resté stable à 3,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit des comptes Le déficit des comptes est resté stable à 1,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des paiements Le déficit de la balance des paiements est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance commerciale Le déficit de la balance commerciale est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des services Le déficit de la balance des services est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des biens Le déficit de la balance des biens est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des biens et services Le déficit de la balance des biens et services est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des biens et services et des biens Le déficit de la balance des biens et services et des biens est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Société ÉDUCATION

122 % C'est le taux - modeste - de communes passées aux nouveaux rythmes scolaires dès septembre 2013.



À l'appel de plusieurs syndicats, des centaines d'enseignants ont défilé, ce jeudi 11 décembre à Paris, contre la réforme des rythmes scolaires.

« Cette réforme, c'est du gâchis »

Près de 40 % des enseignants du primaire ont encore fait grève jeudi dans toute la France contre la réforme des rythmes scolaires, jugée non prioritaire.

Un tiers des salariés travaillent au noir Le baromètre O2 Market Audit montre une explosion du travail dissimulé depuis 2008.

La baisse de la dette publique La dette publique a baissé de 100 milliards de euros en 2012.

Le chômage en France Le chômage en France est resté stable à 7,4 % en novembre 2012.

Le PIB en France Le PIB en France a augmenté de 0,4 % en novembre 2012.

Le déficit en France Le déficit en France est resté stable à 3,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit des comptes Le déficit des comptes est resté stable à 1,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des paiements Le déficit de la balance des paiements est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance commerciale Le déficit de la balance commerciale est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des services Le déficit de la balance des services est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des biens Le déficit de la balance des biens est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des biens et services Le déficit de la balance des biens et services est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des biens et services et des biens Le déficit de la balance des biens et services et des biens est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

POINTS CHAUDS

L'appel au viol sur Twitter en Justice Un groupe de militants a lancé un appel au viol sur Twitter en Justice.

Un quart des Français sont défavorables à la réforme des rythmes scolaires. 22,1 % des Français (12,3 millions) ont répondu favorablement à la réforme.

Une loi anti-mercure votée Le Sénat a adopté mardi une loi interdisant l'usage de mercure dans les produits de consommation.

Andy rejugé pour le meurtre de sa famille

En 2009, à l'âge de seize ans, il avait tué par balles ses parents et frères jumeaux. Le jeune homme comparait en appel depuis hier.

Un tiers des salariés travaillent au noir Le baromètre O2 Market Audit montre une explosion du travail dissimulé depuis 2008.

La baisse de la dette publique La dette publique a baissé de 100 milliards de euros en 2012.

Le chômage en France Le chômage en France est resté stable à 7,4 % en novembre 2012.

Le PIB en France Le PIB en France a augmenté de 0,4 % en novembre 2012.

Le déficit en France Le déficit en France est resté stable à 3,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit des comptes Le déficit des comptes est resté stable à 1,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des paiements Le déficit de la balance des paiements est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance commerciale Le déficit de la balance commerciale est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des services Le déficit de la balance des services est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des biens Le déficit de la balance des biens est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des biens et services Le déficit de la balance des biens et services est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des biens et services et des biens Le déficit de la balance des biens et services et des biens est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens Le déficit de la balance des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services et des biens et services est resté stable à 0,4 % du PIB en novembre 2012.

Advertisement for 'Achetez, offrez l'agenda 2014 de l'humanité année Jaunes'. It features a calendar and a small image of a person.

CHARENTAIS - VENDREDI 8, SAMEDI 9 ET DIMANCHE 10 DÉCEMBRE 2013

CHARENTAIS - VENDREDI 8, SAMEDI 9 ET DIMANCHE 10 DÉCEMBRE 2013



---

---

# ACTUALITÉ SOCIALE

---

---

## Une violence

Par Maurice Ulrich

Être chômeur ou chômeuse n'est pas un état. C'est une violence quotidienne faite à des centaines de milliers d'hommes, de femmes, de jeunes. Plus de trois millions au sens strict et officiel. Dire cela, ce n'est pas jouer sur les mots. C'est voir derrière les chiffres la souffrance, parfois la dépréciation de soi, la colère, l'angoisse du lendemain, les tours d'écrou de l'argent qui manque, la révolte. Oui, la révolte qui porte l'espoir quand elle se transforme en marche, comme demain, en action quand ceux qui sont frappés et ceux qui en sont solidaires refusent de courber l'échine ou de devenir invisibles, quand ils relèvent la tête et disent que le travail n'est pas une chance mais un droit, qu'il n'est pas un coût mais l'essence même de l'humanité.

Il est vrai que plus de trois décennies désormais de (contre)-révolution libérale ont introduit dans la société et dans la pensée collective l'idée que la valeur était le capital, et non le travail vivant. L'idée qu'il y a des hommes en trop et des hommes que l'on paye trop cher dans la machine à profits, que c'est donc le coût du travail qui pèse sur l'économie et la société. Alors il faut le dire, comme

le font la CGT et le Front de gauche. C'est le travail qui crée les richesses et c'est le capital qui en est le prédateur.

Quand bien même ils croiraient vraiment à ce qu'ils disent en matière de lutte contre le chômage, le président de la République et son gouvernement ont tout faux. La question, ce n'est pas de lutter contre le chômage comme on combat une maladie, mais de lutter avec les chômeurs et l'ensemble des salariés. C'est de changer de logiciel. Le leur est encore celui du Medef, à savoir la baisse du coût du travail au nom de la compétitivité. C'est une course à l'allégement des effectifs, aux emplois précaires et peu qualifiés, aux licenciements boursiers. Les vingt milliards de crédit d'impôt et de compétitivité, dès lors qu'ils sont donnés aux entreprises sans contreparties en termes d'emplois, de recherche, d'investissement productif et de responsabilité sociale, sont une fuite en avant qui mène à la bourse et aux dividendes des actionnaires.

Le dogme du coût du travail va de pair avec le dogme du coût des services publics et les politiques d'austérité à l'échelle européenne. Nous avons révélé ici même qu'au

sein des instances européennes, on constatait désormais à quel point ces politiques ont pesé sur la croissance. L'institut économique qu'est l'OFCE estime que cette stratégie a coûté, en 2013, 2,4 points de PIB à la France. François Hollande croit sans doute encore qu'il peut faire illusion avec quelques arrangements de la courbe du chômage et peut-être un frémissement de reprise. Mais c'est vain. Le chemin d'une vraie reprise, ce n'est pas accompagner le capital en faisant les bûches, c'est faire reculer son emprise, dans les entreprises comme dans la société. C'est utiliser autrement le crédit et les aides publiques pour favoriser l'emploi socialement utile, c'est augmenter les salaires et les prestations sociales et donc le pouvoir d'achat, c'est renouer avec une vraie croissance qui s'oppose à la finance. C'est redonner du sens au travail et dire non seulement que l'emploi est un droit, mais que les hommes ne sont pas un coût et que le monde est à eux.

François Hollande croit sans doute encore qu'il peut faire illusion avec quelques arrangements de la courbe du chômage et peut-être un frémissement de reprise. ■

2 Éditorial

Une violence

Une violence
Par Maurice Ulmer
Écrire un chroniqueur n'est pas un jeu. C'est une violence...

Il est vrai que plus de trois décennies
d'existence de l'industrie ferroviaire ont...

François Hollande
croit sans doute
encore qu'il peut
faire illusion
avec quelques
arrangements de
la courbe du chômage...

Quand bien même
on croquerait vraiment
à ce qu'il dit, il est
difficile de croire...

Paris. La question, ce n'est pas de faire croire le chômage...

C'est une course à l'allègement des effectifs, aux emplois...

Le dégoût du travail et du prêt-à-porter
de la classe moyenne...

Le dégoût du travail et du prêt-à-porter
de la classe moyenne...

Le dégoût du travail et du prêt-à-porter
de la classe moyenne...

Le dégoût du travail et du prêt-à-porter
de la classe moyenne...

Événement MOBILISATION



Depuis le début de la grève, 100 000 personnes ont...



Didier 57, chef de file de la CGT...

Les mouvements
de chômeurs
(ACI, Apeis,
CGF chômeurs
et MNCP)
réclament une
autre politique
de l'emploi et
défilent pour la
« prime de Noël », Jeudi,
le gouvernement
l'a accordée
aux allocataires
des minima
sociaux, mais
d'un montant
très éloquent des
revendications.

Les chômeurs prennent la rue, samedi

L'annonce de la prime de Noël a déclenché une vague de mobilisations...

Face à cette situation que
l'annonce de la prime de Noël...

Face à cette situation que
l'annonce de la prime de Noël...

Face à cette situation que
l'annonce de la prime de Noël...

17,6 C'est, en pourcentage, la hausse
des chômeurs de très longue durée,
de trois ans et plus, cette année.

Du temps partiel au chômage de longue durée, la précarité au quotidien

Inès et Didier subissent de plein fouet la flamme de la précarité. La mère de famille a temps partiel et le chômeur de longue durée se démentent tous les deux pour s'en sortir.

Inès, 48 ans,
vivait seule avec
deux enfants.
Elle a travaillé pendant
des années...

Didier, 57 ans,
refuse d'être
un naufragé du
chômage.
Il a travaillé pendant
des années...

« Quand j'ai
divorcé, ma mère
devait me donner
finir le mois. »

Ces CDD qui siphonnent l'Unedic

Alors que la négociation sur l'assurance chômage doit s'ouvrir, début 2014, la Cour des comptes pointe du doigt la hausse des contrats précaires dans le creusement de son déficit.

Les contrats courts ne grandissent pas
seulement en nombre, mais aussi en durée...

Les contrats courts ne grandissent pas
seulement en nombre, mais aussi en durée...

EXPLOSION DES EMBAUCHES EN CDD

Depuis six ans, le nombre de contrats à durée déterminée (CDD) dans les embauches...

Depuis six ans, le nombre de contrats à durée déterminée (CDD) dans les embauches...





## Les chômeurs prennent la rue, samedi

Les mouvements de chômeurs (AC! , Apeis, CGT-chômeurs et MNCP) réclament une autre politique de l'emploi et appellent à défiler pour la « prime de Noël ». Jeudi, le gouvernement l'a accordée aux allocataires des minima sociaux, mais d'un montant très éloigné des revendications.

**L**e chômage n'est pas qu'une courbe qu'il s'agirait, selon la promesse répétée de François Hollande, d'« inverser ». Derrière des chiffres et des pourcentages, ce sont des femmes, des hommes, des familles, des existences et des résistances, trop souvent entre sursis et survie. Ce samedi 7 décembre à 14 heures, place de Stalingrad à Paris, les organisations de chômeurs (AC! , Apeis, CGT-chômeurs et MNCP) appellent à manifester, pour la onzième année consécutive, contre le chômage et la précarité, une occasion de montrer quelques-uns des visages de ces dix millions de chômeurs et de précaires en France. Au cœur des revendications, derrière les demandes d'arrêts de radiation et de poursuite sur les trop-perçus à Pôle emploi, c'est aussi une « prime de Noël » de 500 euros pour tous les chômeurs que réclament les mouvements de chômeurs. Jeudi soir, le ministère en charge de la lutte contre l'exclusion a annoncé le versement de cette « aide exceptionnelle », versée depuis l'hiver 1998, marqué par de longues occupations dans de nombreuses ANPE et Assedic, de 152,45 euros (pour une personne seule) aux allocataires de certains minima sociaux (RSA, ASS, AER et ATS). Très loin des

demandes des mouvements de chômeurs !

La semaine dernière, le ministère de l'Emploi avait cru déceler dans les derniers chiffres publiés une « inversion de la courbe » qui « se dessine », au prix de l'occultation récurrente de la hausse dans certaines catégories et d'un nombre important de radiations. Mais, la semaine dernière, l'Insee a publié des chiffres en augmentation pour le troisième trimestre : le chômage atteint les 10,5 % (10,9 % avec l'outre-mer). Le taux de chômage des jeunes reste stable, mais à 24,5 % : aujourd'hui, il reste toujours 664 000 jeunes en recherche d'emploi. Et cela alors que la part des jeunes occupant un emploi est en baisse.

la situation

s'aggrave encore

Selon Philippe Waechter, économiste chez Natixis, interrogé par l'AFP, « cela veut dire que certains jeunes ne sont plus nulle part, ni à la recherche d'un emploi ni en emploi, et peut-être un signe d'une certaine désocialisation ». Pour les seniors, la situation s'aggrave encore : 8 % d'entre eux sont au chômage au troi-

sième trimestre, un taux en hausse de 0,5 point sur trois mois et de 1,1 point en un an.

Face à cette situation que n'enrayent pas les politiques de l'emploi de François Hollande et du gouvernement Ayrault, les organisations de chômeurs réclament « une véritable politique de l'emploi et du revenu » grâce à une « autre répartition des richesses ». Elles demandent également « un système d'indemnisation du chômage juste et équitable », l'augmentation de toutes les allocations versées aux chômeurs via l'assurance chômage ou à travers les minima sociaux, une réforme de Pôle emploi avec plus de moyens pour mieux accompagner les chômeurs. Pour les mouvements de chômeurs, la manifestation est également l'occasion de montrer leur vigilance, alors que la négociation sur l'assurance chômage se profile pour le mois de janvier 2014. Pas question pour les chômeurs de laisser le Medef avancer ses billes en réduisant les durées d'indemnisation, en cassant un régime comme celui des intermittents et en remettant sur le tapis la dégressivité des allocations ■

*par Thomas Lemahieu*

2 Éditorial

Une violence

Une violence
Par Maurice Ulmann
Écrire un chroniqueur ou chroniqueuse n'est pas un jeu. C'est une violence...

Il est vrai que plus de trois décennies d'existence de l'écriture professionnelle ont...

Francis Hollande croit sans doute encore qu'il peut faire illusion avec quelques arrangements de la courbe du chômage...

Quand bien même on choisit volontairement à ce qu'on dit dans le monde de la presse...

Paris. La question, ce n'est pas de faire croire le chômage comme un amas de malheurs...

Le degré de validité du travail et de pair avec le degré de validité des services publics...

Le gouvernement l'a accordée aux allocataires des minima sociaux, mais d'un montant très éloigné des revendications.

Événement MOBILISATION



Après le départ de 14 conducteurs, 41 ans, à l'heure actuelle deux heures.



Francis Hollande, président de la Fédération des cheministes, est plus occupé à commémorer l'épave qu'à négocier.

Les mouvements de chômeurs (ACI, Apeis, CGF chômeurs et MNCP) réclament une autre politique de l'emploi et défilent pour la « prime de Noël », Jeudi, le gouvernement l'a accordée aux allocataires des minima sociaux, mais d'un montant très éloigné des revendications.

Les chômeurs prennent la rue, samedi. Face à cette situation que s'annonce pour les cheministes de l'emploi de Francis Hollande...

17,6

C'est, en pourcentage, la hausse des chômeurs de très longue durée, les trois ans et plus, cette année.

Du temps partiel au chômage de longue durée, la précarité au quotidien

Inès et Didier subissent de plein fouet la flamme de la précarité. La mère de famille a temps partiel et le chômeur de longue durée se démentent tous les deux pour s'en sortir.

Inès, 48 ans, vit avec son mari et deux enfants. Elle a travaillé pendant dix ans dans une entreprise...

Didier, 57 ans, refuse d'être un naufragé du chômage. Passionné par les livres, il a travaillé pendant dix ans dans une entreprise...

Ces CDD qui siphonnent l'Unedic

Alors que la négociation sur l'assurance chômage doit s'ouvrir, début 2014, la Cour des comptes pointe du doigt la hausse des contrats précaires dans le creusement de son déficit.

Les contrats courts ne sont pas une réponse à la hausse du chômage. Ils ont même tendance à aggraver la situation...

Explosion des embauches en CDD. Depuis fin 2011, le nombre de contrats à durée déterminée (CDD) dans les entreprises a augmenté de manière spectaculaire...



## Du temps partiel au chômage de longue durée, la précarité au quotidien

Inès et Didier subissent de plein fouet la flambée de la précarité. La mère de famille à temps partiel et le chômeur de longue durée se démènent tous les deux pour s'en sortir.

**I**nès, 48 ans, virevolte entre deux boulots

« Je ne sais pas parler, mais je sais danser. » Quand elle s'exprime, Inès (1) ne peut pas s'empêcher de faire des arabesques avec ses mains. Professeur de danse orientale le soir, la quadragénaire est aussi hôtesse d'accueil 27 h 50 par semaine, dans un centre de formation à Nanterre (Hauts-de-Seine). Si ces deux métiers lui plaisent, elle est lassée des restrictions financières. Inès gagne 900 euros par mois et plafonne à 1 300 euros avec l'APL et la CAF. Avec deux filles de 13 et 17 ans, le budget est serré. « Je préfère acheter un DVD plutôt que d'aller au cinéma, on peut le réutiliser ! On ne va pas au resto, mais parfois on se fait livrer à manger. Ma fille aînée veut faire une prépa infirmière l'année prochaine, ça représente deux mois de salaire, je lui ai dit de pas s'inquiéter, qu'on trouverait une solution ! »

Elle désigne son impeccable tailleur de travail : « Je l'ai acheté en 2005, je dois savoir manier le fil et l'aiguille pour faire durer les choses », rit-elle. Si Inès s'en amuse, c'est que le plus dur est passé. « Quand j'ai divorcé, ma mère devait me donner de l'argent pour finir le mois », raconte-t-elle, submergée par l'émotion.

Toute sa carrière, elle a jonglé entre deux boulots. « Même à temps partiel, je pouvais bosser jusqu'à 45 heures par semaine, remplacer des gens sur mes jours de congés, mais ça, c'est terminé ! » clame-t-elle. En 2011, elle découvre que la société prestataire de services qui l'emploie

en tant qu'hôtesse depuis 2005 lui « sucre » deux à trois jours de repos par an, qu'elle n'a pas le droit à la participation au bénéfice, que la prime de nettoyage ne lui est pas versée. Son sang mi-breton, mi-tunisien ne fait qu'un tour. « Je veux qu'on fasse respecter le Code du travail, ceux qui se font avoir partent vite dans ce type d'entreprise, moi, je veux servir d'exemple. »

Pour la danseuse, pas question de s'en sortir avec une pirouette, l'affaire sera tranchée au prud'homme, ce qui explique pourquoi elle ne témoigne pas à visage découvert. Celle qui a grandi dans les HLM de « luxe », en face des bidonvilles de Nanterre, envisage de se reconverter. Peut-être dans la création de sites Internet. « J'aimerais gagner plus, au moins 1 500-1 600 euros, ça ne m'intéresse pas d'être riche, je suis anticonsoommation, mais ça ne me déplairait pas d'avoir un peu plus de confort. »

Didier, 57 ans, refuse d'être un naufragé du chômage

Passionné par les îles, la Sicile, la Crète, Didier aime « ce sentiment d'être loin de tout ».

Il caresse le projet d'y retourner. Mais, chômeur depuis plus de trois ans, il vogue plutôt de galère en galère. Lorsque son laboratoire de tirages photographiques met la clé sous la porte, en 2008, il tombe de haut. « Je travaillais comme un dingue, jour et nuit, pour des photographes de renom : Dominique Issermann, Raymond Depardon. Du jour

au lendemain, je me retrouve sans rien. » Lors de son premier rendez-vous à Pôle emploi, le conseiller l'assomme : « Vous savez qu'il n'y a plus de boulot dans votre secteur ? » « J'aurais bien aimé qu'on me convoque à des rendez-vous, je me suis senti abandonné. Le gouvernement prétend agir pour l'emploi des seniors, mais on ne voit rien venir », explique-t-il.

Après deux ans sans propositions sérieuses, il bascule dans les minima sociaux. « Je savais que je pouvais prétendre au Revenu de solidarité active ou à l'Allocation spécifique de solidarité (ASS). Mais je n'osais pas le demander, c'était un constat d'échec, c'est en entendant une personne en parler à la radio que j'ai fini par me décider. » Avec 490 euros mensuels, il est hébergé par une amie. « Je ne paie pas de loyer mais je participe à la nourriture. J'ai découvert les magasins de hard-discount, ce n'est pas mauvais. Et puis, une tante sympa qui me file un chèque de temps en temps. » Pour s'occuper, Didier continue à faire des photos, sa grande passion, mais la déprime le gagne. « Il me fallait un temps fou pour faire des démarches, j'étais au ralenti. Heureusement que je ne me coupe pas des autres, que j'ai des potes. »

Depuis mi-octobre, cet ancien instituteur respire mieux. Il a signé quelques petits contrats pour des enquêtes de satisfaction dans les bus de la RATP. « Je suis debout toute la journée, c'est hyperphysique. Mais au moins, nous avons été recrutés sans a priori : des vieux, des jeunes, des diplômés ou



## « Pour enrayer le chômage, (il faut) rompre avec les dogmes économiques »

L'économiste du PCF, Catherine Mills, souligne la responsabilité des politiques d'austérité et avance le besoin d'une sécurité sociale de l'emploi et de la formation.

**L'**Insee vient d'annoncer un taux de chômage au plus haut, au troisième trimestre. Estimez-vous que François Hollande atteindra son objectif d'un inversement de la courbe du chômage dès la fin de l'année ?

Catherine Mills. Non. Le chômage de masse est directement lié aux types de gestion des entreprises mis en place depuis les années 1980. Et dont l'objectif est de baisser la part des salaires dans la valeur ajoutée et d'augmenter la part des profits. Accrochée à une vision libérale qui part du principe que les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain. Or, c'est exactement le contraire qui se passe. Cette nouvelle phase de la crise systémique montre la responsabilité des groupes dominants et de la finance dans la nouvelle explosion du chômage. A cela s'ajoutent les réformes mises en place, comme la loi dite de sécurisation de l'emploi qui est une porte ouverte à toutes les vanes de licenciement. Une loi pour la flexibilité qui met en cause les droits des salariés et le licenciement économique. Il y a à la fois la crise économique, les limites de la croissance, mais en même temps, la politique menée. Or, celle conduite par François Hollande, comme toutes les politiques menées en Europe, est marquée par des cures d'austérité et par la réduction du « coût du travail ».

Justement, le gouvernement martèle que le crédit d'impôt aux entreprises va permettre de créer 30 000 emplois

Catherine Mills. C'est faux. Ce crédit d'impôt aux entreprises de 20 milliards d'euros dès 2014 bénéficie aux entreprises sans aucun critère pour développer réellement la recherche, la formation, l'emploi. Il est basé sur l'idée que le coût du travail est trop élevé. Or, la France n'est pas du tout un pays à hauts salaires. Là où il y a un problème de compétitivité, c'est dans la recherche et dans la formation. Nos salariés doivent être mieux qualifiés. Cet outil n'incite pas à accroître les dépenses de recherche, ne fait pas repartir l'investissement, alors que toute baisse du coût du travail va entraîner une insuffisance de la demande, via le transfert de fiscalité vers les ménages, et un nouveau processus de dépression va s'enclencher. Tout cela est extrêmement grave.

Quelles mesures peuvent être prises immédiatement pour commencer à enrayer la machine à chômage ?

Catherine Mills. Cela nécessite de rompre avec les dogmes économiques actuels. Il y a des mesures immédiates à mettre en place, comme l'augmentation du taux et de la durée d'indemnisation. Il faut aussi entreprendre une réforme complète de la formation professionnelle, afin de la réorienter non pas vers ceux qui sont les mieux formés, mais vers ceux qui sont les moins bien formés et qui en ont le plus besoin. Tout ceci doit s'accompagner d'une réforme de Pôle emploi, pour qu'il joue un rôle d'accompagnement individualisé. Il faut également lutter contre la précarité en sanctionnant les entreprises qui ne joueraient pas le jeu et en mo-

dulant à la baisse les cotisations de celles qui convertiraient les emplois précaires en emplois stables. Voici pour l'urgence.

Vous proposez également une loi de sécurisation sociale de l'emploi et de la formation. Quels en sont les grands principes ?

Catherine Mills. C'est la mesure systématique. Il s'agit de s'insérer dans un processus de sécurisation des parcours professionnels dès la fin de l'obligation scolaire, avec l'idée d'une continuité des parcours pour les salariés mais aussi pour les privés d'emploi. Ce système assurerait à chacune et à chacun soit un emploi, soit une formation pour revenir à un meilleur emploi, avec une rotation d'activités entre emploi et formation, ou des passages d'un emploi à un autre ; cela, avec une continuité des droits sociaux et des revenus garantis. Cette nouvelle sécurité sociale élargie implique des financements nouveaux, au travers d'une hausse des cotisations des employeurs, mais aussi en créant une cotisation sur les revenus financiers des entreprises. C'est une bataille idéologique qui doit être menée, accompagnée par les luttes sociales. La France n'est pas seule en Europe face à l'explosion du chômage. Pour l'éradiquer, cela nécessite une coordination de la politique européenne de l'emploi radicalement différente. On ne peut pas se passer d'une autre construction européenne. ■

*Entretien réalisé par Clotilde Mathieu*

4 Événement

LES CHÔMEURS PRENNENT LA RUE, SAÛDÉ

30,9 % C'est le taux de chômage, au sens du Bureau International du Travail (BIT), pour la France au troisième trimestre.

Salle de la page 3
Garde d'attente, l'Etat a
révisé l'assurance chômage
pour les salariés de la RATP
et pour ceux des autres
entreprises.

« Pour enlever le chômage, il faut
pour enrayer les dogmes économiques »
L'économiste du PCF Catherine Mills, souligne la responsabilité des politiques
d'austérité et avance le besoin d'une sécurité sociale de l'emploi et de la formation.

ENTRETIEN
L'heure est d'annoncer
un taux de chômage au
niveau de la France.

« Je ne paie pas
de loyer mais
je participe à la
nouverture. J'ai
découvert les
magasins de hard
discount, ce n'est
pas mauvais »

Cécile Mousnier
Inclusion, le gouvernement
met le crédit d'impôt en
avant.



« Pour enrayer le chômage, il faut enrayer les dogmes économiques »

L'économiste du PCF Catherine Mills, souligne la responsabilité des politiques d'austérité et avance le besoin d'une sécurité sociale de l'emploi et de la formation.

« L'heure est d'annoncer un taux de chômage au niveau de la France... Catherine Mills, économiste du PCF, souligne la responsabilité des politiques d'austérité et avance le besoin d'une sécurité sociale de l'emploi et de la formation. Elle dénonce l'absence de volonté politique et appelle à une refonte complète du système de protection sociale.

« Je ne paie pas de loyer mais je participe à la nouveauté. J'ai découvert les magasins de hard discount, ce n'est pas mauvais »

Cécile Mousnier

Inclusion, le gouvernement met le crédit d'impôt en avant.

CHARENTAIS - VENDREDI 6, SAMEDI 7 ET DIMANCHE 8 DÉCEMBRE 2013

Politique DROITE

L'UMP s'enlise dans la haine ordinaire

Les propos anti-Roms d'un élu UMP sont loin d'être innocents. Son répertoire n'est pas neuf, tant la banalisation de la parole raciste est devenue monnaie courante à l'UMP.

C'est un commentaire qui a été dit en privé... Les propos anti-Roms d'un élu UMP sont loin d'être innocents. Son répertoire n'est pas neuf, tant la banalisation de la parole raciste est devenue monnaie courante à l'UMP.

FRANÇOIS FLUIN MINIBUS
C'est peut-être de la
démocratie, mais ce n'est
pas de la liberté. C'est de
la démocratie contrôlée.

5

Le nouveau maire UMP de Rouen, Stéphane Lévesque, a été élu par 50,5% des voix.



Déferlante xénophobe dans Lyon

Plusieurs mouvements d'extrême droite, dont certains pourtant très officiellement reconnus, organisent des événements publics, ce week-end, dans la capitale des Gaules.



## Un accès difficile à la formation

Les chômeurs bénéficient nettement moins souvent d'une formation professionnelle que les salariés en emploi, détaille une étude de l'Insee.

Privés d'emploi et en partie privés de l'accès à la formation professionnelle, tel est le constat dressé par l'Insee dans l'édition 2013 de « Formations et emploi », rendue publique hier. Même si elle n'est pas un rempart absolu contre le chômage, « la qualification professionnelle constitue une protection contre la perte d'emploi ou la persistance du chômage », soulignent les auteurs de l'étude, avant de détailler les chiffres. Sur l'ensemble de la population, en 2012, 39 % des personnes ont suivi au moins une formation dans l'année écoulée, mais cette moyenne cache une forte disparité selon le statut. Ainsi, 49 % des salariés en emploi se sont formés, contre 28 % seulement des chômeurs. « Les entreprises couvrant à plus de 40 % des dépenses

nationales » de formation, les chômeurs « sont donc évincés de la voie privilégiée pour se former », indique l'étude.

L'argent est bien le nerf de la guerre. Parmi les chômeurs, 55 % auraient aimé suivre une formation dans l'année écoulée, mais leur projet n'a pas abouti. La première des raisons invoquée, dans 42 % des cas, est son coût trop élevé. Le deuxième obstacle (37 % des cas) est le fait de n'avoir pas été aidé par le service public de l'emploi, voire d'avoir essuyé un refus de l'institution (18 %).

A côté des obstacles matériels, l'étude souligne que 22 % des chômeurs n'ont pas suivi de formation parce qu'ils estimaient ne pas avoir

de prérequis suffisants. « L'intériorisation de schémas, tels que le fait de s'estimer d'un niveau trop faible, de se sentir trop diminué ou trop âgé, d'entretenir une distance avec un monde de la formation jugé peut-être trop académique, affecte tout particulièrement une frange de la population privée d'emploi », estime l'Insee.

Pour les chômeurs qui ont suivi une formation, « 84 % estiment qu'elle leur a été bénéfique sur un plan personnel parce qu'elle leur a permis de rencontrer des gens ou d'actualiser leurs connaissances en général ». ■

*par Fanny Doumayrou*

4 Événement LES CHÔMEURS PRENNENT LA RUE, SAÛDÉ

« Pour enlever le chômage, (il faut) commencer par enrayer les dogmes économiques »

L'économiste du PCF Catherine Mills, souligne la responsabilité des politiques d'austérité et avance le besoin d'une sécurité sociale de l'emploi et de la formation.

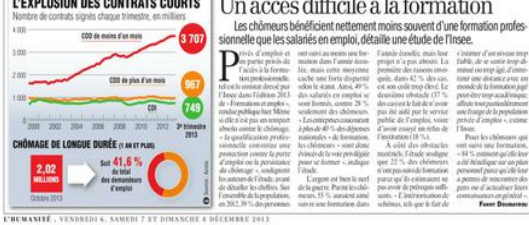
Une trentaine d'années est le temps d'attente en France pour obtenir un logement social. C'est un peu ce que l'austérité a fait pour le chômage.

« Je ne paie pas de loyer mais je participe à la découverte. J'ai découvert les magazines de hard discount, ce n'est pas mauvais... »

En ce moment, l'État est un peu le grand perdant. Dans les administrations, il n'est pas possible de recruter des personnes, c'est un problème.

Depuis deux mois, je ne travaille plus dans le secteur privé. C'est un problème. C'est un problème de recrutement. C'est un problème de recrutement.

En ce moment, l'État est un peu le grand perdant. Dans les administrations, il n'est pas possible de recruter des personnes, c'est un problème.



CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE (EN ET EN %) (1) (2) (3) (4) (5) (6) (7) (8) (9) (10) (11) (12) (13) (14) (15) (16) (17) (18) (19) (20) (21) (22) (23) (24) (25) (26) (27) (28) (29) (30) (31) (32) (33) (34) (35) (36) (37) (38) (39) (40) (41) (42) (43) (44) (45) (46) (47) (48) (49) (50) (51) (52) (53) (54) (55) (56) (57) (58) (59) (60) (61) (62) (63) (64) (65) (66) (67) (68) (69) (70) (71) (72) (73) (74) (75) (76) (77) (78) (79) (80) (81) (82) (83) (84) (85) (86) (87) (88) (89) (90) (91) (92) (93) (94) (95) (96) (97) (98) (99) (100)

Politique DROITE

L'UMP s'enlise dans la haine ordinaire

Les propos anti-Roms d'un élu UMP sont loin d'être innocents. Son répertoire n'est pas neuf, tant la banalisation de la parole raciste est devenue monnaie courante à l'UMP.

C'est un commentaire qui a été fait sur le site de l'UMP. Lors d'une réunion publique, un élu UMP a dit : « Les Roms, c'est une race de chiens... »

« Je ne paie pas de loyer mais je participe à la découverte. J'ai découvert les magazines de hard discount, ce n'est pas mauvais... »

Plusieurs mouvements d'extrême droite, dont certains pourtant très officiellement reconnus, organisent des événements publics, ce week-end, dans la capitale des Gaules.

CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE (EN ET EN %) (1) (2) (3) (4) (5) (6) (7) (8) (9) (10) (11) (12) (13) (14) (15) (16) (17) (18) (19) (20) (21) (22) (23) (24) (25) (26) (27) (28) (29) (30) (31) (32) (33) (34) (35) (36) (37) (38) (39) (40) (41) (42) (43) (44) (45) (46) (47) (48) (49) (50) (51) (52) (53) (54) (55) (56) (57) (58) (59) (60) (61) (62) (63) (64) (65) (66) (67) (68) (69) (70) (71) (72) (73) (74) (75) (76) (77) (78) (79) (80) (81) (82) (83) (84) (85) (86) (87) (88) (89) (90) (91) (92) (93) (94) (95) (96) (97) (98) (99) (100)





## Travail du dimanche... de nuit : la droite ose tout

L'UMP a défendu, jeudi, à l'Assemblée, un texte pour autoriser le travail de nuit, pour l'heure rejeté par la gauche.

La droite ose toutes les régressions sociales, c'est même à ça qu'on la reconnaît, pourrait-on dire en paraphrasant les dialogues de Michel Audiard dans le film *Les Tontons flingueurs*, du cinéaste Georges Lautner, récemment disparu. C'est ainsi que jeudi, à l'Assemblée nationale, profitant de ce que l'on appelle le droit de tirage (la possibilité pour chaque groupe de déposer une proposition de loi), le groupe UMP mettait en débat la possibilité, « pour les établissements de vente au détail situés dans des zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente, de recourir au travail de nuit ». Cette proposition de loi, cosignée notamment par Nathalie Kosciusko-Morizet, candidate UMP à la Mairie de Paris, Luc Chatel, Frédéric Lefebvre, éric Woerth et consorts, ne vise qu'une chose : faire exploser, petit à petit, le Code du travail, cet empêchement d'exploiter en rond.

Le tourisme est un prétexte. Déjà, en juillet 2009, Nicolas Sarkozy avait

utilisé celui-ci pour faire voter, par le Parlement, l'extension du travail du dimanche. Il donnait cet exemple : « Est-ce qu'il est normal que, le dimanche, quand madame Obama veut, avec ses filles, visiter les magasins parisiens, je doive passer un coup de téléphone pour les faire ouvrir ? » Aujourd'hui, c'est le travail de nuit. Jusqu'où veulent-ils aller ? Le député centriste Rudy Salles vend la mèche : « Ce serait le premier pas vers une refonte complète du droit du travail. » Pour lui, « le débat sur le travail du dimanche et le travail de nuit ne fait que commencer ».

D'ailleurs, les différents articles de loi de cette proposition sont révélateurs. Ainsi, l'article 4 prévoit que « les autorisations peuvent être accordées, à défaut d'accord collectif, par une décision unilatérale de l'employeur prise après référendum » dans l'entreprise. Quand on sait que, dans le commerce de détail, où travaillent surtout des femmes, la précarité explose, le temps partiel est essentiellement contraint, les sa-

lares au bas de l'échelle, on mesure les possibilités que donne au patronat cette disposition du texte pour imposer ses vues. Bien sûr, le projet prévoit, pour faire passer la pilule, 30 % de plus de rémunération pour ces heures travaillées. Ainsi, au lieu d'augmenter les salaires, la solution choisie par la droite, avec le soutien du patronat, c'est le travail les jours fériés, le dimanche, la nuit Et puis quoi, demain ?

Au plan syndical, la CGT rejette ce qu'elle considère être « un assaut insupportable contre le droit du travail », alors que FO, qui s'oppose à cette proposition, constate amèrement que « même avec les majorations proposées, cela n'empêche pas certains salariés d'être bénéficiaires du RSA ». La gauche a rejeté le texte. C'était le minimum syndical pour les parlementaires de ce côté de l'Hémicycle. Pourvu que ça dure. ■

*par Max Staat*



## La campagne en faveur du travail du dimanche relève sans aucun doute possible d'une offensive

**L**a campagne en faveur du travail du dimanche relève sans aucun doute possible d'une offensive de grande ampleur concertée. Les promoteurs de l'ouverture dominicale des magasins ont en fin de compte recyclé les arguments traditionnels des libéraux : la liberté et l'intérêt général. Arguments dont la conception avancée se révèle particulièrement spécieuse et contestable : chacun en possède visiblement une vision particulière.

La question serait à les entendre d'une simplicité désarmante. Quoi de plus logique que de laisser de braves salariés travailler selon leur souhait et leur intérêt le dimanche pour que d'ingénus clients puissent consommer tranquillement un dimanche, ce qui assurerait en bout de chaîne des profits bienvenus à de presque généreuses entreprises? Vieille antienne du libéralisme, la somme des intérêts particuliers ainsi satisfaits équivaudrait mécaniquement à l'intérêt général. Il s'agit d'une grossière instrumentalisation dans le prolongement du travail de sape insidieux entrepris depuis quelques mois par les « pigeons ». Il convient au contraire de se demander de quoi le travail du dimanche est-il le nom, en le réinscrivant dans la période longue du combat séculaire porté par le mouvement ouvrier.

Derrière cette revendication, se cache la volonté sourde de revenir au temps instauré par la loi Le Chapelier de 1791. Cette loi n'est pas ce que la Révolution française a produit de meilleur. Au motif d'instaurer pleinement la liberté du travail en rem-

placement du système devenu étouffant des corporations d'Ancien Régime, le droit de coalition fut interdit. Cela signifiait faire de la relation de travail une affaire strictement individuelle entre un employeur et un salarié, de gré à gré pourrions-nous dire. Dans cette configuration, celui qui se trouve en position de force, dans la presque totalité des cas, c'est l'employeur. Il peut ainsi dicter ses conditions au salarié. A moins d'être une vedette planétaire en capacité d'exiger avec succès des émoluments colossaux, comme dans le sport

C'est à ce triste sort que furent livrés les ouvriers de la révolution industrielle tout au long du XIXe siècle. L'essentiel du combat ouvrier et socialiste se résuma dans notre pays à un démantèlement continu de la loi Le Chapelier. Il passait par la réintroduction d'une dimension collective à la relation du travail. Ce fut d'abord le droit de grève en 1864, puis la liberté syndicale en 1884, et enfin les conventions collectives en 1936. Ces quelques jalons contribuèrent à opposer au patronat un droit du travail, élément central du pacte républicain et social sur lequel la France s'est appuyée.

Les supposées rigidités que le Medef dénonce abondamment tout au long de ses discours, ce sont ces cadres d'un Code du travail édifié sur les ruines fumantes de la loi Le Chapelier. L'interdiction du travail du dimanche constitue une digue. La faire sauter aurait des conséquences dramatiques pour les salariés. Comment en effet ne pas imaginer à brève échéance la question, prétendent

anodine et subsidiaire, qui serait posée à la fin des entretiens d'embauche? « Seriez-vous prêt, sur la base du volontariat bien évidemment, à accepter de travailler éventuellement quelques dimanches dans l'année? » Même avec toutes les précautions d'usage, nul doute que la réponse s'avèrera très rapidement un critère déterminant du choix final de l'employeur. Point de liberté dans tout cela, mais une insidieuse et impérieuse contrainte.

Les hostilités engagées par les libéraux en vue de l'extension du travail le dimanche doivent être comprises comme une étape parmi d'autres pour redonner une dimension individuelle à la relation de travail. Ils disposent à cet effet d'un relais redoutable : le projet d'une « République contractuelle » fondée sur l'inversion des normes. L'objectif est de faire primer le contrat sur la loi, la négociation d'entreprise sur la convention collective. La signature de l'accord national interprofessionnel (ANI), le 11 janvier 2012, par des syndicats minoritaires engage fortement dans le sens de cette dérive. Il y a bien un risque de retour vers l'enfer de la loi Le Chapelier. C'est de cela qu'en réalité le travail du dimanche est le nom.

Ce mauvais ANI qui veut faire primer le contrat sur la loi

Par Francis Daspe, Secrétaire général de l'AGAUREPS-Prométhée.

n Travailler tous le dimanche? ■

20 L'HUMANITÉ DES DÉBATS

Stable de la page 19...
Ainsi une ville polonoise près de Marseille a été abandonnée avec ses mosquées à l'air libre, et il est inutile que la mobilise...

Travailler tous le dimanche?

Ce mauvais ANI qui veut faire primer le contrat sur la loi

PAR FRANÇOIS DASSIER, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'UNION GÉNÉRALISTE...
Un congrès est en train de débiter des conclusions...
L'ouverture du débat est donc de grande importance...

que les entreprises privées - représentant 80 % de l'emploi - ne soient pas...
L'Etat ne peut pas se permettre de...

LES LECTEURS EN DIRECT

Benoît Hamon...
Justice bergiste...
Monsieur le Directeur...

L'HUMANITÉ SELON LILIAN TRUCQUET



et la distance d'avoir...
L'actualité internationale...
Le monde est un vaste pays...

Le coût de trop

Marius Sawa...
Le coût de trop...
L'actualité internationale...

Marseille, la Marsovitie?

Olivier Bouchon...
Marseille, la Marsovitie?...
L'actualité internationale...

Préparez la parole, Républicains à l'Assemblée!
Par courriel à : thomas.h...@l...
Par courriel à : thomas.h...@l...

L'HUMANITÉ DES DÉBATS 21

Parlons-en!

Quand les fous de Dieu brandissent la Bible comme une arme pour assouir la suprématie blanche en France

BOURGIE AU CŒUR D'UNE FRANCE



« L'industrialisme est le diable... »
C'est ainsi que le journaliste spécialiste de l'extrême droite...
L'actualité internationale...

Quels défis pour la gauche anticapitaliste européenne?

J. L. CHERPENTIER...
Maître à Paris...
L'actualité internationale...

Big Data ou Big Brother?

LA RECHERCHE...
Big Data ou Big Brother?...
L'actualité internationale...

CE QUE NOUS DIT JAURES

JEAN-PIERRE...
Ce que nous dit Jaurès...
L'actualité internationale...

Danse et féminisme

LAURA BELLEGU...
Danse et féminisme...
L'actualité internationale...

EN ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE À LA RÉGÉNÉRATION DES PAYS RURAUX...
VENDREDI 8, SAMEDI 9 ET DIMANCHE 10 DÉCEMBRE 2013





## Formation : les syndicats redoutent l'échec de la négociation

La CGPME et le Medef s'opposent toujours sur le financement. Le prochain round de discussions, le 12 décembre, sera le dernier.

**L**e dialogue social cher à François Hollande va-t-il subir son premier gros échec du quinquennat ? A une semaine de l'ultime séance de négociation sur la formation professionnelle, jeudi prochain, la question est clairement posée.

Deux mois après le début des discussions, elle reste plus que jamais otage des dissensions entre le Medef et la CGPME, qui s'opposent très durement sur la question du financement. Le premier, soutenu par l'UPA (artisans) veut supprimer la contribution obligatoire sur le plan de formation (0,9 % de la masse salariale) et remplacer toutes les obligations financières actuelles (1,6 % en tout) par une contribution unique de 0,8 %, visant à responsabiliser les entreprises en passant, dans les grandes lignes, d'une obligation de payer à une obligation de former. La CGPME rétorque qu'une telle évolution, en diminuant la mutualisation des fonds de la formation, ferait s'écrouler la formation dans les PME. Une analyse que réfute le Medef. A ce stade, chacun reste très ferme sur ses positions, en dépit d'échanges bilatéraux quasi permanents.

La situation sera d'autant plus difficile à démêler que la CGPME joue dans l'affaire une partie de l'avenir de son bras armé, l'Agefos PME, et que le Medef, parallèlement à la bataille de la réforme de la représentativité patronale aussi en cours, est décidé à ne lui faire aucun cadeau.

La séance de négociation d'hier n'a pas permis de faire évoluer la situation. A la demande des syndicats, le financement n'a pas été abordé pour tenter d'avancer sur le reste de l'accord. Mais les quatre heures d'échanges auront surtout souligné que, là aussi, de nombreux désaccords subsistent entre les syndicats et le Medef, en particulier sur le financement du compte personnel de formation (CPF) et son caractère opposable ou non, sur la gouvernance du système et sur le dialogue social dans l'entreprise sur le plan de formation.

### S'entendre ou acter l'échec

Le Medef, s'il reste trop ferme sur ses positions, aura du mal à trouver des partenaires. La CGT et FO sont vent debout contre ses propositions. Et à

la CFDT, plus ouverte à la philosophie globale du projet Medef, Marcel Grignard prévient que « les niveaux de financement ne sont pas à la hauteur des enjeux ». Une ligne que partage la CFTC et la CGC. Stéphane Lardy (FO) en a appelé « à la responsabilité patronale », donnant « quatre jours » à la CGPME et au Medef pour « parvenir à un compromis » à présenter aux syndicats. Beaucoup dépendra de la capacité du Medef à aller ou non au-delà du 0,8 % de contribution unique qu'il défend. « La négociation se poursuit », évacue sa négociatrice, Florence Poivey.

Côté syndical, on craint de plus en plus que le Medef ne joue en réalité l'échec des discussions pour laisser la main au gouvernement. Un pari risqué, prévient la CGT : « Les politiques ont dit qu'ils prendraient leurs responsabilités si nécessaire. Chiche ! » Le ministère du Travail se refuse à tout commentaire à ce stade, mais prévient qu'aucun délai supplémentaire ne sera accordé. Le 12 décembre, il faudra s'entendre. Ou acter l'échec. ■

*par Derek Perrotte*

# Le taux de chômage atteint son plus haut niveau depuis seize ans

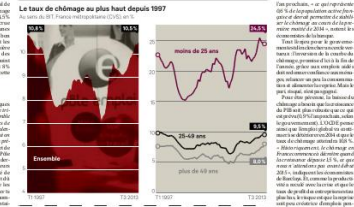
Le taux de chômage s'est élevé à 10,5 % en France métropolitaine, en hausse de 0,1 point, au troisième trimestre. La barre des 3 millions de chômeurs a été dépassée pour la première fois.

## EMPLOI

Collaborer au Collège polytechnique de l'Université de Caen.

Après un recul de 0,1 point de 2012, le chômage a atteint son plus haut niveau depuis seize ans. Le taux de chômage a atteint 10,5 % au troisième trimestre 2013, contre 10,4 % au deuxième trimestre 2013 et 10,3 % au premier trimestre 2013.

## Le taux de chômage au plus haut depuis 1997

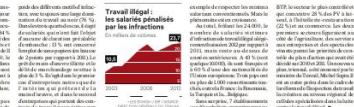


# Travail illégal : légère baisse du nombre d'entreprises contrôlées

Le plan triennal de 2007 pour le travail illégal est de 2007 à 2010. Les entreprises contrôlées ont diminué de 10,5 %.

Le nombre d'entreprises contrôlées pour travail illégal a diminué de 10,5 % au troisième trimestre 2013, passant de 10 500 à 9 400.

## Travail illégal : les infractions



**FONDATION PlaNet Finance**  
avec le soutien de nos partenaires  
Caisse d'Allocations Familiales  
Caisse d'Allocations Retraites  
Caisse d'Allocations Familiales  
Caisse d'Allocations Retraites

**La Fondation PlaNet Finance a soutenu plus de 25 000 microentrepreneurs partout dans le monde**

**Le 10 décembre 2013, la Fondation PlaNet Finance organise les International Microentrepreneurship Awards au Palais Brongniart.**

Pour y participer, ou pour soutenir la fondation [www.fondationplanetfinance.org](http://www.fondationplanetfinance.org)

### Entreprises en difficulté : la réforme sur le point d'aboutir

**DÉFAILLANCES**  
Elle va rééquilibrer l'échec en faveur des créanciers

**« L'absence de propriété est préjudiciable à l'ordre public », a déclaré le juge de la Cour de cassation.**

**UNION DES AVOCATS**  
L'absence de propriété est préjudiciable à l'ordre public

**LES ECHOS**  
L'absence de propriété est préjudiciable à l'ordre public

# Hébergement d'urgence : le budget dérape fortement

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

## BUDGET

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.



Un homme dans un lit d'hébergement d'urgence. Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 40 millions d'euros son plafond de 100 millions d'euros.



## Travail illégal : légère baisse du nombre d'entreprises contrôlées

Un peu moins de 9.000 PV pour travail illégal ont été dressés l'an dernier. Les trois quarts concernent du travail au noir.

2011 avait été une année record en matière de lutte contre le travail illégal, avec quelque 9.500 PV dressés, soit à 500 près l'objectif que s'était fixé le gouvernement d'alors. Avec 8.749 procès verbaux recensés, 2012 marque un retour à un niveau de l'ordre de ceux observés depuis 2007, montre le document transmis aux partenaires sociaux pour préparer la réunion, hier, de la commission nationale ad hoc. Ce document précise notamment que 84 % des verbalisations ont concerné des établissements de 10 salariés et moins et 8 % des établissements de 11 à 49 salariés. A plus de 18.000, le nombre d'infractions relevées dans une procédure pénale a lui aussi baissé l'an dernier, conduisant à une augmentation du nombre moyen d'infractions par procédure, qui a atteint 2,07 en 2012.

Ce mouvement ne s'est pas accompagné d'une modification du poids des différents motifs d'infraction, avec toujours une large domination du travail au noir (76 %). Dans les trois quarts des cas, il s'agit de salariés qui n'ont fait l'objet d'aucune déclaration préalable d'embauche; 13 % ont

concerné l'emploi de sans-papiers (en hausse de 2 points par rapport à 2011). Le prêt de main-d'oeuvre illícite et le délit de marchandage se situe à plus de 3 %. Il s'agit dans le premier cas d'entreprises autres que de l'intérim qui prêtent de la main-d'oeuvre, et dans le second d'entreprises qui portent des contrats de travail pour éviter par exemple de respecter les minima salariaux conventionnels. Mais le phénomène est en croissance.

### Travail illégal : les salariés pénalisés par les infractions

En milliers de victimes



« LES ÉCHOS » / IDÉ / SOURCE :  
DIRECTION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

Au total, frôlant les 24.000, le nombre de salariés victimes

d'infractions de travail illégal a légèrement baissé en 2012 par rapport à 2011, mais reste au-dessus de années antérieures. A 43 % (soit quelque 10.000), ils sont français et à 60 % d'une des nationalités de l'Union européenne. Trois pays ont eu plus de 1.000 ressortissants touchés, outre la France : la Roumanie, la Turquie et la... Belgique.

Sans surprise, 7 établissements sur 10 verbalisés appartiennent au BTP, le secteur le plus contrôlé et qui concentre 28 % des PV à lui-seul, à l'hôtellerie-restauration (22 %) et au commerce. Les deux premiers secteurs figuraient au côté de l'agriculture, des services aux entreprises et des spectacles vivants parmi les priorités de contrôle du plan d'action qui avait été décidé sur 2010 et 2011. Un nouveau plan, triennal, a été annoncé par le ministre du Travail, Michel Sapin. Il est en outre prévu dans le cadre de la réforme de l'Inspection du travail la création au niveau régional de cellules spécialisées dans la lutte contre le travail illégal. ■

par Leïla De Comarmond



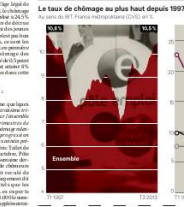
# Le taux de chômage atteint son plus haut niveau depuis seize ans

Le taux de chômage s'est élevé à 10,5 % en France métropolitaine, en hausse de 0,1 point, au troisième trimestre. La barre des 3 millions de chômeurs a été dépassée pour la première fois.

## EMPLOI

Collaborer au Collège...  
L'Etat a consacré, hier, un budget de 1,2 milliard d'euros à la formation professionnelle. Le ministre de l'Education nationale, Jean-François Leguy, a annoncé que ce budget sera réparti entre les lycées, les collèges et les centres de formation professionnelle.

Le taux de chômage...  
Le taux de chômage en France métropolitaine est passé de 10,4 % au deuxième trimestre à 10,5 % au troisième trimestre. Le nombre de chômeurs a dépassé pour la première fois les 3 millions.



# Travail illégal : légère baisse du nombre d'entreprises contrôlées

Le nombre d'entreprises contrôlées pour travail illégal a légèrement baissé au troisième trimestre 2013.

## TRAVAIL ILLÉGAL

Le nombre d'entreprises contrôlées...  
Le nombre d'entreprises contrôlées pour travail illégal a légèrement baissé au troisième trimestre 2013. Le nombre de contrôles effectués par les services de l'Etat a également diminué.



Le nombre de contrôles effectués...  
Le nombre de contrôles effectués par les services de l'Etat a également diminué au troisième trimestre 2013. Le nombre de sanctions infligées a également baissé.

**FONDATION PlaNet Finance**  
avec le soutien de nos partenaires  
La Fondation PlaNet Finance a soutenu plus de 25 000 micro-entrepreneurs partout dans le monde.  
Lundi 9 décembre 2013, la Fondation PlaNet Finance organise les International Micro-entrepreneurship Awards au Palais Brongniart.  
Pour y participer, ou pour soutenir la fondation www.fondationplanetfinance.org

### Entreprises en difficulté : la réforme sur le point d'aboutir

**DÉFICITAIRES**  
Elle va rééquilibrer l'échec de lever des créanciers

**L'ÉTAT**  
Un droit de préférence est proposé

**UNION EUROPÉENNE**  
Le droit de préférence est proposé

**UNION EUROPÉENNE**  
Le droit de préférence est proposé

# Hébergement d'urgence : le budget dérape fortement

Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 322 millions d'euros le montant prévu.

## BUDGET

Le budget de l'hébergement d'urgence...  
Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 322 millions d'euros le montant prévu. Le déficit a atteint 322 millions d'euros.

Le déficit a atteint 322 millions d'euros...  
Le déficit a atteint 322 millions d'euros. Le budget a dépassé de 322 millions d'euros le montant prévu.



Un homme dans un lit d'hébergement d'urgence.

Le budget de l'hébergement d'urgence...  
Le budget de l'hébergement d'urgence a dépassé de 322 millions d'euros le montant prévu. Le déficit a atteint 322 millions d'euros.

# Formation : les syndicats redoutent l'échec de la négociation

Les syndicats redoutent l'échec de la négociation de la formation professionnelle.

## EMPLOI

Les syndicats redoutent l'échec de la négociation...  
Les syndicats redoutent l'échec de la négociation de la formation professionnelle.

Les syndicats redoutent l'échec de la négociation...  
Les syndicats redoutent l'échec de la négociation de la formation professionnelle.

### Vivre sans les mutuelles, ne serait-ce pas une solution à courte vue ?

Un Français sur trois a dû renoncer à des soins l'an dernier.  
Sans mutuelle, la santé devient hors de prix.  
**Une mutuelle, c'est utile.**  
En offrant des soins de proximité à travers 2500 établissements et services, les mutuelles contribuent à l'accès aux soins partout en France.  
**Une mutuelle, c'est concret.**  
Nous, mutuelles, agissons avec vous pour que chacun ait une vraie protection sociale.  
Retrouvez nos propositions sur [mutuelle.fr](http://mutuelle.fr)

Vos mutuelles unies pour une société plus solidaire.



DE GILLES LE GENDRE ET FRANÇOIS POTIER

## Stress au travail : arrêtons de faire semblant !

La souffrance au travail est un venin qui empoisonne lentement mais sûrement les entreprises. En la rebaptisant « risques psychosociaux » (RPS), la vulgate managériale a échoué à la rendre plus acceptable. La manière de traiter ce fléau, en particulier en France, noie la réalité dans un cocktail où des intentions louables se mêlent aux tendances délétères de la société et des entreprises : une compassion d'autant plus bruyante qu'elle ne coûte pas grand-chose ; l'obsession de la règle et du processus, à la discrétion du pouvoir politique ; la dénonciation facile aux dépens des diagnostics lucides. La somme fabriquant un tabou qui repousse aux calendes grecques les chances de solutions.

En commençant par reconnaître la montée impressionnante du stress et du harcèlement, nous ne venons pas brûler notre cierge sur l'autel de ce conformisme ambiant. Non, les suicides de salariés provoqués par de tragiques impasses professionnelles ne sont pas une « mode », ce terme déplacé utilisé jadis par le patron de France Télécom, qui valut à cette entreprise de devenir le symbole de l'épidémie. Même sans atteindre ces extrémités, un œil honnête est obligé d'observer les virus qui ont envahi certaines entreprises (heureusement pas toutes) : le changement incessant ; les délais intenable ; l'avalanche d'ordres péremptaires et contradictoires ; l'indigestion de reporting ; l'explosion du non-dit... Comme tout système dysfonction-

nant, celui-là contamine les plus fragiles de ses relais et transforme en petits chefs invivables des managers jusqu'alors sans histoire.

C'est précisément parce que la gravité du phénomène ne fait pas débat qu'il faut dénoncer avec la même vigueur l'inanité du traitement. Les dispositifs de prévention et d'alerte désormais imposés aux entreprises par les pouvoirs publics présentent ce vice fondamental qu'ils prétendent éviter les crises sans s'attaquer à leur origine.

Les cabinets de conseil spécialisés en font leur miel. Mais avec quels résultats ? Quel symbole ironique que l'un des plus courus d'entre eux se nomme... Technologia ! La règle et le processus n'ont jamais changé ni les systèmes ni les comportements. Au contraire, ils rassurent à bon compte trop de dirigeants, même ceux qui ont affronté les situations les plus aiguës. Qui osera pourtant prétendre que la souffrance au travail a reculé ?

La prise au sérieux des RPS a progressé, c'est une bonne chose. Mais, sans les remèdes adéquats pour s'attaquer au problème, elle est aussi fauteur d'effets pervers surprenants. Acceptons pour marginaux, même si nous en avons été témoins, les cas où un procès imaginaire en harcèlement est instruit pour pousser vers la sortie un manager dont le supérieur hiérarchique exige la tête pour un motif moins avouable. Beaucoup plus général et inquiétant, mais finalement

logique, le renoncement par les managers à exercer leur autorité, de crainte d'une mise en cause personnelle pour excès de pouvoir. Faute de repères clairs et partagés, les RPS sont une épée de Damoclès qui tétanise de plus en plus de dirigeants et que manient trop bien les individus les moins scrupuleux de leurs équipes.

Une lutte positive contre le stress et le harcèlement exige une réinvention des relations au travail, qui ne peut s'improviser au gré de la seule bonne volonté des managers. Il s'agira de promouvoir l'intelligence et l'autonomie des individus, la parole libre et le dialogue direct, des rapports d'autorité fondés sur la confiance et la responsabilité, le droit à l'erreur, qui éloigne la peur, le respect et l'estime réciproques. Utopique ? Certaines entreprises s'y essaient déjà, tournant le dos au culte d'indicateurs formatés et factices. Sans se croire vaccinées contre les RPS, elles enregistrent des progrès sensibles. En aucun cas, ils ne sont le fruit du hasard. ■

*par Gilles Le Gendre Et François Potier*

Gilles Le Gendre et François Potier sont membres des Company Doctors, réseau de consultants en entreprise.

opinions

LE POINT DE VUE

de Gérard Genette et François Péron

Stress au travail : arrêtons de faire semblant !

Le stress au travail est un phénomène qui concerne de plus en plus d'entre nous. Il est le résultat d'un processus complexe...

Qui va prendre soin de la souffrance ?

En la rhétorique « RPS à l'usage du manager », on trouve une certaine vision de la souffrance...

Tirer sur Amazon ne ressuscitera pas la petite librairie

Le tirage sur Amazon ne ressuscitera pas la petite librairie. C'est une évidence que nous devons nous rappeler...

Dur, dur d'être un enfant

Quand les enfants de la génération actuelle grandissent, ils ont l'impression d'être des adultes...

LES ARTICLES LES PLUS lus EN BOUTEILLE

- 1. Les mots de l'été... 2. Les mots de l'été... 3. Les mots de l'été...

enquête

14-18, la folie éditoriale du centenaire

Édition / Essai, documents, romans, BD... Misan sur Twitter des Français pour la Grande Guerre et le batage médiatique autour de la commémoration...

LES POINTS A RETENIR

- 1. Les points à retenir... 2. Les points à retenir... 3. Les points à retenir...

Advertisement for 'Les Bricols' magazine featuring book covers and promotional text. Includes titles like 'Les Bricols' and 'Les points à retenir'.



## Le retour des fins de droit

Personne n'en parle, et pourtant... Si la tendance des neuf premiers mois de l'année se poursuit, plus d'un million de chômeurs tomberont au 31 décembre dans la catégorie des « fins de droits ». Soit plus d'un million de demandeurs d'emploi qui arrivent au bout de leur période d'indemnisation. En 2012, ils ont été 1,1 million dans ce cas. « Entre 2009 et 2012, le nombre de chômeurs en fin de droits a augmenté de 15 % », rappelle Pierre Cavard, directeur Études et Analyses à l'Unedic.

Cette hausse, constatée après le plus fort de la crise, est liée à la dégradation du marché du travail. Mais d'une double façon. En 2012, 58 % des personnes qui se sont retrouvées privées d'allocation-chômage avaient au départ un droit à indemnisation inférieur à un an (la moyenne est de deux ans), faute d'avoir suffisamment cotisé. Ce sont typiquement des salariés précaires qui enchaînent CDD, missions d'intérim et périodes de chômage. Signe que ces allers et retours se multiplient de plus en plus, les sorties d'indemnisation pour reprise d'emploi sont elles aussi en

forte hausse. « Dès que la conjoncture s'aggrave, ces personnes font des missions plus courtes, ont des durées d'indemnisation plus faibles et tombent donc plus rapidement en fin de droits », explique Patricia Ferland, secrétaire confédérale CFDT.

À l'autre bout de la chaîne, on trouve l'allongement de la durée du chômage lié à la crise. Entre octobre 2012 et 2013, le nombre de personnes au chômage depuis plus de deux ans a bondi de 16,5 %, celui des personnes sans emploi depuis trois ans de plus de 17 %. Avec, en première ligne, les chômeurs seniors plus touchés que tout autre par les stigmates de la crise. Selon une étude de l'Unedic de janvier 2012, 17 % des chômeurs de moins de 25 ans sont encore inscrits à Pôle emploi au bout de deux ans, contre 48 % des plus de cinquante ans. Soit un rapport de près de un à trois ! « L'âge est le facteur discriminant, plus que le diplôme », insiste Pierre Cavard.

### Aucune aide

La situation est d'autant plus dramatique que les chômeurs en fin de

droits ne basculent pas tous vers d'autres aides sociales, du type RSA ou allocation spécifique de solidarité (ASS). « Les personnes en fin de droit dont le conjoint gagne correctement sa vie ne peuvent pas prétendre au RSA ou à l'ASS, car ces aides prennent en compte la composition du foyer. En outre, il faut avoir travaillé suffisamment longtemps pour avoir droit à l'ASS », explique Alain Marcu, d'Agir contre le chômage.

Personne ne sait combien de personnes seront touchées cette année, tant les statistiques récentes manquent sur le sujet. Mais en 2010, les experts estimaient qu'un tiers des fins de droits allaient se retrouver sans aucun filet financier de sécurité. Sous la pression des syndicats et de l'opposition socialiste de l'époque, le gouvernement Fillon avait alors négocié un plan d'aide (à coup de formation, de contrat aidé et d'une aide exceptionnelle pendant six mois équivalente au RSA) pour près de 325 000 bénéficiaires potentiels. Seuls 20 000 en avaient au final profité. Depuis, plus rien... ■

par C. C.



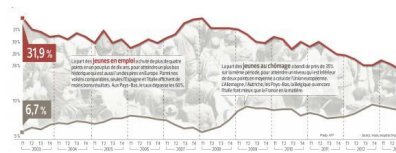
## L'emploi des jeunes recule encore

Le nombre des 15-24 ans qui ont un emploi a encore diminué au troisième trimestre 2013, à un plus bas historique. Un résultat qui annule la baisse de leur taux de chômage.

**EMPLOI** Difficile de crier victoire sur le front de l'emploi. Selon les statistiques publiées jeudi par l'Insee, le taux de chômage global a progressé de 0,1 point au troisième trimestre 2013, pour atteindre 10,5 % en France métropolitaine et 10,9 % départements d'outremer compris. Soit un niveau jamais atteint depuis fin 1997. Le cap des 3 millions de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) - celui retenu par l'Insee et le seul permettant des comparaisons internationales - a même été franchi cet été.

La situation s'est certes améliorée en octobre, le ministère du Travail ayant publié il y a une semaine les données mensuelles des inscrits à Pôle emploi, qui se basent sur une définition du chômage moins restrictive. Il en est ressorti que le nombre de chômeurs en catégorie A (n'ayant exercé aucune activité) a diminué de 20 500. Un bon résultat qui a permis à François Hollande d'affirmer que « l'inversion de la courbe du chômage (était) entamée ». Sauf qu'une hirondelle ne fait pas le printemps et que l'analyse complète des statistiques dessine un tableau bien plus contrasté. C'est typiquement le cas pour l'emploi des jeunes. Le gouvernement en fait une priorité. À première vue, les résultats sont bons. Entre mai et octobre, le nombre de jeunes inscrits en catégorie A à Pôle emploi a reculé de 25 100. Mais dans le même temps, celui des 15-24 ans ayant exercé une activité réduite (catégories B et C) est en hausse cumulée de 9 500 depuis mai, dont 15 000

sur le seul mois d'octobre. Traduction : les jeunes sortent certes de l'inactivité totale (la catégorie A), mais pour multiplier les petits boulots (catégories B et C) et les formations (catégorie D, dont les effectifs ont crû de près de 8 % en un an).



Une délégation de jeunes conviée par François Hollande à l'Élysée, à l'occasion du sommet européen pour l'emploi des jeunes, le 12 novembre 2013. Photo : MARMARA/LE FIGARO

Une situation qui s'est dégradée en dix ans

### 100 000 emplois d'avenir

L'autre grand phénomène, c'est la montée en puissance des contrats aidés. Une politique voulue par le gouvernement : plus de 85 000 emplois d'avenir ont été signés fin octobre et 100 000 sont programmés sur l'ensemble de l'année. Leurs bénéficiaires ne sont alors plus inscrits en catégorie A à Pôle emploi - celle qui est la plus commentée et qui se rapproche le plus de la définition des chômeurs au sens du BIT - , mais en catégorie E, dont l'exécutif ne parle jamais.

Pour connaître l'état véritable du marché du travail, mieux vaut donc se pencher sur le nombre de jeunes occupant un emploi dans le secteur privé. Verdict : ils n'étaient que 27,8 % dans ce cas au troisième trimestre 2013, soit une baisse de 0,4 point en trois mois et le plus bas niveau atteint depuis dix ans. Découragés, les jeunes évitent de chercher un poste dans les entreprises françaises. En schématisant, les décrocheurs partent en contrats aidés dans le secteur public (associations, hôpitaux, collectivités...), les diplômés filent à l'étranger et une partie des étudiants rallongent leurs études.



Le chômage des jeunes recule pour le 6<sup>e</sup> mois consécutif. La mobilisation pour l'emploi, qui porte ses fruits, doit se poursuivre et s'amplifier  
FRANÇOIS HOLLANDE, LE 28 NOVEMBRE 2013

**PART DES 15-24 ANS EN EMPLOI** en % de la classe d'âge **27,8 %**

**9 % PART DES 15-24 ANS AU CHÔMAGE** en % de la classe d'âge

**10,9 %** de taux de chômage en France, au 3<sup>e</sup> trimestre 2013, par rapport à la population active. Soit une hausse de 0,6 point sur un an.

**8%** de taux de chômage des plus de 50 ans. Soit une hausse de 0,5 point en trois mois et 1,1 point en un an.

**25,2 %** des emplois occupés par des jeunes de moins de 26 ans bénéficient d'une aide de l'État.

Dernière donnée inquiétante : entre les contrats aidés, de génération et d'apprentissage, plus d'un quart des jeunes aujourd'hui en emploi voient

leur poste subventionné par une aide publique. C'est certes moins qu'en 2000, où le taux avait grimpé, sous le poids des emplois jeunes de Lionel Jospin, jusqu'à 30 %. Mais cela traduit surtout un sous-emploi chronique des 15-24 ans que les chiffres des jeunes chômeurs inscrits en catégorie A à Pôle emploi, mis en avant par le gouvernement, ne révèlent pas... ■

*par Cécile Crouzel@ccrouzel*



RUBRIQUES/POLITIQUE

RENDEZ-VOUS À...

62000 habitants, dont 24000 sur le plateau des Minguettes. Taux de chômage des

62000 habitants, dont 24000 sur le plateau des Minguettes. Taux de chômage des 18-25 ans : 27% en moyenne, jusqu'à 40% sur le plateau. Ils représentent 4187 des 28131 électeurs inscrits. Présidentielle 2012. 1er tour : François Hollande, 38,7%. Jean-Luc Mélenchon, 19%. Marine Le Pen, 16,25%. Nicolas Sarkozy, 15,32%. 2e tour : François Hollande, 68,2%. Nicolas Sarkozy, 31,18%. Municipales 2008. André Gerin, liste d'union de la gauche (PC, PS...), 52,61%, élu au 1er tour. Listes Christophe Girard (UMP, DVD), 18,24% ; Yvan Benedetti (FN), 11,16% ; Saliha Mertani (MoDem, Verts), 10,65%. ■

kozy, 15,32%. 2e tour : François Hollande, 68,2%. Nicolas Sarkozy, 31,18%. Municipales 2008. André Gerin, liste d'union de la gauche (PC, PS...), 52,61%, élu au 1er tour. Listes Christophe Girard (UMP, DVD), 18,24% ; Yvan Benedetti (FN), 11,16% ; Saliha Mertani (MoDem, Verts), 10,65%. ■



Municipales 2014

CARNETS DE ROUTE. RENDEZ-VOUS À... 62 000 habitants, dont 24 000 sur le plateau des Minguettes. Taux de chômage des 18-25 ans : 27% en moyenne, jusqu'à 40% sur le plateau. Ils représentent 4187 des 28131 électeurs inscrits. Présidentielle 2012. 1er tour : François Hollande, 38,7%. Jean-Luc Mélenchon, 19%. Marine Le Pen, 16,25%. Nicolas Sarkozy, 15,32%. 2e tour : François Hollande, 68,2%. Nicolas Sarkozy, 31,18%. Municipales 2008. André Gerin, liste d'union de la gauche (PC, PS...), 52,61%, élu au 1er tour. Listes Christophe Girard (UMP, DVD), 18,24% ; Yvan Benedetti (FN), 11,16% ; Saliha Mertani (MoDem, Verts), 10,65%. ■

Les jeunes des Minguettes ne marchent plus

C'est dans ce quartier de Vénissieux que démarra la Marche des Beurs il y a trente ans. Mais l'histoire ne mobilise guère les jeunes, plus préoccupés par le chômage.



Vénissieux (Rhône), mercredi. Dans le coin de 24 000 habitants, Arnaud Gabard et Sami (de gauche à droite) vivent dans les conditions qui ont conduit à la Marche des Beurs il y a trente ans. Depuis, leur vie a évolué.

Arnaud Gabard, 30 ans, et Sami, 28 ans, vivent dans le quartier des Minguettes à Vénissieux, dans le 9e arrondissement de Lyon. Ils ont grandi dans ce quartier où, il y a trente ans, a démarré la Marche des Beurs. Aujourd'hui, ils sont devenus des jeunes adultes, mais le chômage reste un problème majeur. Arnaud Gabard, ancien militant de la Marche des Beurs, explique que les jeunes sont de plus en plus préoccupés par le chômage et moins par les questions de discrimination raciale. Sami, ancien militant de la Marche des Beurs, ajoute que les jeunes ont des difficultés à trouver du travail et que le chômage est devenu un véritable problème.

Politique

RENDEZ-VOUS À... 62 000 habitants, dont 24 000 sur le plateau des Minguettes. Taux de chômage des 18-25 ans : 27% en moyenne, jusqu'à 40% sur le plateau. Ils représentent 4187 des 28131 électeurs inscrits. Présidentielle 2012. 1er tour : François Hollande, 38,7%. Jean-Luc Mélenchon, 19%. Marine Le Pen, 16,25%. Nicolas Sarkozy, 15,32%. 2e tour : François Hollande, 68,2%. Nicolas Sarkozy, 31,18%. Municipales 2008. André Gerin, liste d'union de la gauche (PC, PS...), 52,61%, élu au 1er tour. Listes Christophe Girard (UMP, DVD), 18,24% ; Yvan Benedetti (FN), 11,16% ; Saliha Mertani (MoDem, Verts), 10,65%. ■

A Pékin, Ayraut vante le made in France

Le Premier ministre est en Chine jusqu'au 9 décembre. Automobile, nucléaire et même charcuterie, il vend le savoir-faire français.

Le Premier ministre est en Chine jusqu'au 9 décembre. Automobile, nucléaire et même charcuterie, il vend le savoir-faire français. Ayraut vante le made in France.



Pékin (Chine), hier. Le Premier ministre (au centre) a visité le supermarché Carrefour, une des étapes de son voyage officiel de quatre jours. (AFP/Photo)

Les anciens de 1993 racontent... Saucisson et fillettes... Le film se marche pas bien... Les anciens de 1993 racontent que la Marche des Beurs a été un événement important. Saucisson et fillettes... Le film se marche pas bien...

CHANGEONS DE REGARD! www.freehandistrophy.com. 3ÈME ÉDITION. CONTACT@freehandistrophy.com. DEVISES PARTENAIRES: CGP, La Poste, RMC.



## EDF veut renégocier le temps de travail



Siège social du groupe EDF, à Paris. J.-C. Photo : MARMARA/LE FIGARO

C'est un chantier « pharaonique » auquel s'attaque Marianne Laigneau, la DRH du groupe EDF (160 000 salariés, dont 100 000 en France). La négociation sur le temps de travail est en effet le « chantier prioritaire de l'agenda social 2014 », a-telle expliqué lors d'une rencontre avec l'Association des journalistes de l'information sociale, en reconnaissant que le « chemin est étroit ».

En septembre dernier, un référé de la Cour des comptes adressé au gouvernement recommandait « qu'une réflexion soit engagée au niveau du

groupe sur le bilan de l'aménagement du temps de travail, la cartographie des métiers et l'organisation du travail, dans la perspective d'une meilleure disponibilité et de gains de productivité ». Bref, les sages de la rue Cambon demandaient à EDF de revoir son organisation du travail... « Nous n'avons pas attendu la Cour des comptes pour savoir que nous avions ce sujet à traiter », a rappelé Marianne Laigneau, qui va lancer la négociation en février ou mars. Au préalable, un diagnostic de l'existant et un audit des besoins devraient être bouclés d'ici à la fin de l'année.

### 17 % des salariés aux 32 heures

L'accord collectif sur le temps de travail chez EDF SA remonte à... 1999. « Or la vision du partage du travail de 1999 n'est pas forcément celle qui prévaut aujourd'hui », a admis la DRH du groupe. Le dossier est d'autant plus complexe que plusieurs

milliers d'accords locaux régissent l'organisation du travail dans le groupe. Face à « ces extraordinaires disparités locales », l'objectif de la DRH est de parvenir à un accord avec les organisations syndicales permettant d'instaurer le forfait jour pour les cadres (30 % des salariés d'EDF SA) et d'allonger la durée du temps de travail (17 % des salariés du groupe sont aujourd'hui aux 32 heures). Dit autrement, de faire passer tout le monde à 35 heures !

Pour y parvenir, la méthode privilégiée consistera à « adapter le temps de travail aux enjeux industriels et d'efficacité de l'entreprise ». Il faut « assurer la cohérence du groupe, en laissant une certaine marge de manœuvre aux filiales et établissements pour tenir compte de leurs spécificités ». ■

*par Christine Lagoutte @clagoutte*





TROIS PIÈCES DE THÉÂTRE ABORDENT LE MONDE DU TRAVAIL

## L'ENTREPRISE OCCUPE LA SCÈNE

Le monde de l'entreprise inspire les planches. Après *Caméra café* sur petit écran et 99 francs au cinéma, trois pièces décryptent le monde du travail avec sérieux, humour ou en jouant sur l'improvisation. De quoi voir d'un autre œil ce lieu qui occupe 700 000 heures de notre vie (Insee).

### 1. L'état de crise

Première pièce de l'écrivain Eric Reinhardt, *Elisabeth ou l'équité* porte sur scène l'entreprise en crise. Mettant en scène la DRH d'un groupe industriel (Anne Consigny) aux prises avec des sujets très actuels – fermeture de sites, conflits sociaux, joutes syndicales, grève – l'auteur décrypte le rapport au travail, les relations de pouvoir, la mise à mort professionnelle et la vie d'une entreprise à l'heure de la mondialisation.

**Elisabeth ou l'équité, jusqu'au 8 déc., Théâtre du Rond-Point, Paris 8<sup>e</sup> (01 44 95 98 21).**

### 2. La vie au boulot

Premier spectacle collectif de la troupe à Palmade, *L'entreprise* pourrait entrer au CAC 40 tant le succès

est au rendez-vous. Un petit bijou d'humour qui passe à la loupe la vie des employés de *Chauf-finor*, entre bonnes notes, blâme, déjeuners à la cantine, drague et glande.



DJ Mendel dans *Elisabeth ou l'équité*, l'histoire des malheurs d'une DRH. Photo : G. CITTADINI CESI

**L'entreprise, jusqu'à mi-janvier, Théâtre Tristan-Bernard, Paris 8<sup>e</sup> (01 45 22 08 40).**

### 3. La boîte en impro



La troupe à Palmade dans *L'entreprise*. Photo : F. RAPPENEAU



La boîte, un spectacle d'improvisation. Photo : F. VILLARD

Spectacle d'improvisation autour de l'entreprise, *La boîte* réinvente chaque soir un nouveau lieu de travail qui évolue selon les suggestions du public. Autant de sketches mettant en scène les premiers recrutements, les séminaires annuels et les bruits de couloir, interprétés par une équipe de comédiens qui sont eux-mêmes issus du monde de l'entreprise.

**La boîte, les vendredis jusqu'au 25 avril, Théâtre Montmartre Galabru, Paris 18<sup>e</sup> (01 42 23 15 85). ■**



## LINKED A LA PECHE AUX PROS...

### LUCIE ROBEQUAIN, ENVOYÉE SPÉCIALE À MOUNTAIN VIEW

Depuis 2011, le réseau social professionnel a su diversifier ses activités pour doper ses recettes. Mais il lui faut encore accroître sa présence dans les pays émergents, notamment en Chine.



Le siège de Mountain View, en Californie, est désormais trop petit. Le nombre de salariés de la firme a doublé depuis janvier 2012.

Impossible de se garer sur le campus de LinkedIn ! Créé il y a une dizaine d'années, le site de mise en relation professionnelle, qui affiche 393 millions de dollars de recettes au 3<sup>e</sup> trimestre 2013 et, pour la première fois, une perte nette de 3,4 millions, a doublé ses effectifs depuis janvier 2012. Trop serré dans ses murs de Mountain View en Californie, il prévoit la création d'un nouveau campus dans la ville voisine de Sunnyvale. Une croissance coûteuse qui accompagne un changement de stratégie majeur. A l'instar de Monster et de Viadeo, le site s'est longtemps contenté de connecter les employeurs et les personnes cherchant activement un emploi. Il s'adresse désormais à tous ceux qui souhaitent élargir leur carnet d'adresses, démarcher des clients ou surveiller l'évolution de leur secteur. Georges Nahon, patron de l'antenne californienne de l'opérateur télécom Orange, en a fait un outil de travail essentiel : « Je démarcher un tiers de mes partenaires via LinkedIn », indique-t-il. Le succès est là : avec

260 millions de membres, dont 6 millions en France, le site est devenu le deuxième plus gros réseau social, derrière Facebook et juste devant Twitter. Chaque semaine, plus de 1 million de personnes s'y inscrivent.

Décidé à changer d'échelle, LinkedIn a déjà beaucoup enrichi ses contenus et diversifié ses revenus. Mais pour grandir encore et rivaliser avec Facebook, il lui faut rajeunir son audience, doper ses recettes publicitaires et renforcer sa présence dans les pays émergents. Le tout sans s'aliéner ses membres qui s'agacent de son activisme commercial.

1 Enrichir les contenus pour allonger la durée de connexion

Les internautes passent leur journée sur Facebook et Twitter, à raconter leur vie et surveiller celle des autres. Ils ont une utilisation beaucoup plus modérée de LinkedIn : le site ne compte que 187 millions de visiteurs uniques par mois. L'entreprise vise donc un double objectif : que ses membres prennent le réflexe de se connecter tous les matins et allongent leur durée d'utilisation à chaque connexion. Il a fallu pour cela rendre le site plus attrayant, en suscitant d'autres centres d'intérêt que la seule recherche d'emploi.

C'est ce qui a justifié le développement en 2011 d'une plate-forme éditoriale. Le réseau cherche à concurrencer les grands sites d'information professionnelle, tels Bloomberg et le

Wall Street Journal. Il publie des articles exclusifs, écrits par les hommes les plus influents de la planète (Barack Obama, Bill Gates, Richard Branson). Depuis, les internautes passent beaucoup plus de temps sur LinkedIn. Au premier trimestre, ils ont regardé 66% de pages supplémentaires par rapport à la même période en 2012. Cet enrichissement éditorial ne coûte pas cher à l'entreprise : ses 300 contributeurs ne sont pas payés... Ils écrivent pour le plaisir d'atteindre 260 millions de lecteurs à la fois. Le réseau publie aussi les articles de journaux les plus susceptibles d'intéresser ses abonnés. Un designer, par exemple, peut recevoir un papier du Wall Street Journal sur les nouvelles tendances à New York. « Il ne l'aurait jamais lu sans LinkedIn car le Wall Street Journal est à mille lieues de ce qu'il lit d'habitude », explique Akshay Kohari, en charge des contenus éditoriaux du site. LinkedIn ne rémunère pas les journaux pour les articles qu'il publie.



Jeff Weiner, PDG de LinkedIn depuis 2009.

2 varier les sources de revenus en misant sur le BtoB

LinkedIn défend une stratégie singulière parmi les réseaux sociaux : il limite sa dépendance à la publicité en développant d'autres sources de revenus.

Les outils de recrutement (Talent Solutions) proposés aux entreprises constituent ainsi plus de la moitié de ses recettes (57%). Ils permettent aux employeurs d'accéder aux candidats passifs, c'est-à-dire aux membres du réseau qui ne cherchent pas activement un emploi mais qui pourraient se laisser tenter par un nouveau poste. Ces salariés – 60% environ de la population du site – sont difficiles à approcher, car ils n'envoient pas de CV pour se faire connaître. « Les entreprises veulent approcher les plus hauts talents et il se trouve que ce sont souvent ces candidats passifs », analyse Dan Shapero, en charge des outils de recrutement du groupe.

LinkedIn vend donc des licences aux recruteurs, plus ou moins chères selon les services proposés, la taille de l'entreprise et le nombre d'embauches qu'elle prévoit. La plus sophistiquée coûte 8 000 dollars par mois. Elle autorise les sociétés à contacter n'importe quel membre par mail, dans la limite de 50 messages par mois. Elle leur permet de filtrer les candidats selon des critères ex-

trêmement variés, comme le nombre d'années passées sur le dernier poste, par exemple, afin d'évaluer la propension d'un candidat à changer d'entreprise.

dix ans seulement pour devenir le deuxième plus gros réseau social

2003

Lancement officiel du réseau social en mai. il ne lui faut que 477 jours pour atteindre 1 million d'inscrits.

2006

LinkedIn est rentable. il lance de nouvelles fonctionnalités, telles la mise en relation de personnes susceptibles de se connaître.

2008

Le réseau social s'internationalise : il ouvre un premier bureau à Londres. Lancement des versions française et espagnole.

2009

nomination de l'actuel PDG, Jeff Weiner.

2011

Le site propose des informations. il fait une entrée triomphale à la bourse de New York. La valeur de l'action a plus que quadruplé depuis.

2013

LinkedIn passe le cap des 200 millions de membres dans le monde. il lance des pages « université » pour accroître son audience auprès des jeunes internautes.

3 utiliser son cash-flow pour se renforcer dans les émergents

Le réseau américain a du mal à produire des revenus en dehors des Etats-Unis. Alors que deux tiers de ses membres résident à l'étranger, il n'y génère qu'un tiers de son chiffre d'affaires. Une vingtaine de bureaux se sont ouverts dans le monde pour démarcher les annonceurs et les recruteurs. Mais paradoxalement, LinkedIn n'en a toujours pas en Chine. Là comme ailleurs, il veut atteindre une taille critique avant d'y ouvrir une antenne. « L'Inde, la Chine et l'Amérique latine sont des régions où nous disposons d'une immense marge de progression », reconnaît Mike Gamson, le numéro 2 du groupe.

Dans les pays émergents, il fait face à la concurrence féroce du français Viadeo. Celui-ci a acquis les réseaux professionnels Tianji en Chine et ApnaCircle en Inde, ce qui lui permet de revendiquer plus de 20 millions de membres dans les deux pays. LinkedIn n'exclut pas de faire de même : il vient de lever 1 milliard de dollars sur les marchés, ce qui lui laisse les coudées franches pour racheter des entreprises.

4 séduire les plus jeunes et développer les applis mobiles

Le site n'a pas la cote auprès des jeunes. Les moins de 25 ans ne représentent que 15% de ses utilisateurs, alors qu'ils constituent la moitié des bataillons de Facebook et près de 40% chez Twitter. Estimant qu'il n'est jamais trop tôt pour démarcher les internautes, LinkedIn vient de s'ouvrir aux mineurs : la limite d'âge a été ramenée de 18 ans à 13 ans dans la plupart des pays. En attendant, si les membres sont encore plutôt âgés, ils sont aussi bien mieux rémunérés en moyenne que ceux de Twitter et Facebook, et donc très convoités par les publicitaires. Les annonceurs peuvent cibler des segments étroits, tels les directeurs informatiques de

grands groupes ou les banquiers de plus de 50 ans. « Aucun autre réseau ne permet de personnaliser à ce point les publicités, car aucun ne dispose d'autant d'informations sur ses membres », affirme Alison Engel, responsable marketing du groupe.

Comme la plupart de s sites américains, LinkedIn place tous ses espoirs dans le native advertising, un outil marketing qui permet aux entreprises de publier des annonces sous l'apparence d'articles de presse. Et, à l'instar de Facebook, il met aussi les bouchées doubles pour parfaire ses applications mobiles et les rendre attrayantes aux yeux des annonceurs. « Les membres ne s'en rendent pas compte, mais plus une application mobile est simple, plus la technologie sous-jacente est compliquée. J'ai 300 ingénieurs qui travaillent uniquement là-dessus », témoigne Kiran Prasad, en charge des développements sur mobile. L'enjeu est crucial : les membres qui utilisent leur téléphone ou leur tablette sont deux fois plus actifs que ceux qui ne se servent que de leur ordinateur, précise-t-on chez LinkedIn. Les applications mobiles attirent déjà plus de la moitié des revenus générés par le native advertising.



91% des entreprises

91% des entreprises classées au Fortune 500 utilisent les solutions de recrutement de LinkedIn.

38% des visiteurs uniques

38% des visiteurs uniques sont venus depuis une application mobile au deuxième trimestre 2013, contre 25% il y a un an.

5 s'engagent à respecter la vie privée des membres

Le réseau est critiqué pour sa politique de démarchage agressive. Sans vraiment s'en rendre compte, la plupart de ses membres l'ont autorisé à récupérer les carnets d'adresses de leur messagerie. LinkedIn peut ainsi envoyer des invitations à rejoindre le

réseau à toutes leurs relations. « Nous demandons l'autorisation aux personnes qui s'inscrivent sur LinkedIn, nous estimons donc que ces allégations ne sont pas fondées », justifie Mike Gamson. Mais cette demande est formulée de telle sorte que les membres n'en saisissent pas l'enjeu.



[bit.ly/enjeux-linkedin](http://bit.ly/enjeux-linkedin) et comment ça se prononce ?

Des utilisateurs de LinkedIn, gênés d'avoir invité des personnes qu'ils ne souhaitaient pas contacter, viennent d'intenter un procès au réseau en Californie. Les membres sont également nombreux à se dire envahis par les mails de recruteurs et les articles de presse recommandés par leurs contacts. « Je ne m'y retrouve plus. Le site est devenu extrêmement confus », regrette la responsable marketing d'un groupe de mode new-yorkais. LinkedIn estime tout faire pour réduire les nuisances : « Lorsqu'un recruteur commence à inonder notre réseau de spams, nous l'appelons pour lui demander d'arrêter », se défend Dan Shapero. Pas facile, toutefois, de détecter les perturbateurs dans une « classe » de 260 millions d'élèves. ■



## patron avant 50 ans ? oui, c'est différent

Participant à la réalisation du numéro spécial « La relève » des Echos du 18 novembre, ces dirigeants témoignent de leurs méthodes de management, qui tranchent avec celles de leurs aînés : plus ouverts, plus réactifs et privilégiant le travail collaboratif. L'effet réseaux sociaux ?

Diriger un groupe du CAC40 avant 50 ans reste une exception en France. Moins d'une quinzaine des patrons actuels a atteint le sommet précocement. Le plus souvent par « héritage » (Martin Bouygues, Franck Riboud, FrançoisHenri Pinault, etc.), plus rarement préparé par un mentor (JeanPascal Tricoire chez Schneider), ou à la faveur d'une crise (Frédéric Oudéa à la Société générale). « En moyenne, on devient patron du CAC40 autour de la cinquantaine », relève Raymond Basoulet, directeur général de Egon Zehnder, cabinet de chasseurs de têtes. La même tendance s'observe dans les sociétés de l'indice SBF120 où les « jeunes » se rencontrent surtout dans les nouvelles technologies et la biotech. « Avec le Japon, la France est un pays où les patrons d'entreprise sont relativement âgés. Rien à voir avec la Chine ou l'Inde où on voit apparaître très vite des jeunes gens à des postes de responsabilité élevés », note de son côté Eric Godelier, professeur à Polytechnique. D'où la tentation croissante de créer sa propre entreprise. Huit jeunes managers qui ont participé au numéro « La relève » des Echos daté du 18 novembre 2013, témoignent ici de leur façon de diriger, dans un environnement plus contraint que celui de leurs aînés, et toujours occupé en majorité par ceux-ci.

Une fois en place, les dirigeants français ont en effet tendance à jouer les prolongations. Rares sont ceux qui passent tôt la main. Benjamin du

CAC40, lorsqu'à 38 ans il est nommé à la tête d'Unibail, Guillaume Poitri- nal est aussi le plus jeune à avoir cédé volontairement les rênes pour se lancer dans l'aventure d'une TPE. Mais c'est une exception. Quant aux femmes, elles sont inexistantes aux premières loges, même si elles sont plus nombreuses que par le passé à des postes de n1 ou n2. En France, la voie royale d'accès aux plus hautes responsabilités reste le diplôme d'une des trois grandes écoles – ENA, Polytechnique et HEC –, suivi d'un parcours du combattant entre fonctions opérationnelles et internationales. L'allongement des carrières ralentit toutefois l'arrivée aux commandes, comme le confirme le vieillissement de l'âge moyen des comités de direction.



150 personnalités incarnant la relève ont été réunies aux Echos pour réaliser le numéro daté du 18 novembre. Photo : photos : bruno lévy



lesechos.fr/enjeux Une sélection de vidéos sur l'événement des Echos.

### le salut viendra du décroissement

Une fois aux manettes, la tâche s'avère plus épuisante qu'il y a dix ans. Internet et la globalisation ont accéléré le rythme et intensifié la concurrence. « Depuis 2010, constate Etienne Dumont chez Dynargie, ces quadras subissent des pressions de plus en plus contradictoires entre une focalisation sur les objectifs à court terme et l'exigence d'être innovant. » C'est particulièrement vrai dans l'industrie de main d'œuvre. « Au point que les cas de burnout se multiplient », observe Fabienne Autier de l'EM Lyon, au terme d'une enquête sur la motivation au travail menée auprès d'une centaine de managers. « Les entreprises doivent s'organiser pour en tenir compte et accompagner leurs cadres, comme aux États-Unis ou en Scandinavie », ajoutetelle.

Dans cet environnement plus contraint, « le salut viendra du décroissement et de la créativité », souligne Etienne Dumont. Ce qu'encourage l'essor des réseaux sociaux. « Ceux-ci modifient l'approche du travail des jeunes générations plus axées sur le collaboratif et le contributif, note le coach Eric Blon-

deau. Les jeunes posent souvent les bonnes questions et n'ont plus peur de se confronter au pouvoir. A terme, le "topdown" est condamné à s'inverser. » Le mouvement a déjà commencé avec l'aplatissement des hiérarchies, d'autant plus prononcé que les structures sont petites et légères. n

Simplifier la communication pour être plus efficace



Pauline laiGneau Cofondatrice du site de vente et de création de bijoux Gemmyo

« Dans les grandes entreprises, tout est très cadré. On ne peut pas s'adresser à ses supérieurs hiérarchiques sans mettre les formes. Dans notre petite société, on essaye au contraire de privilégier la simplicité. Si quelqu'un doit me dire quelque chose et que son point de vue apporte de la valeur, je préfère qu'il le fasse tout de suite plutôt qu'il mette quatre heures à se décider et à se demander comment formuler son propos. Tout cela répond à la volonté d'être juste, rapide et efficace. Si on a une cause commune et si on met son amour-propre de côté, il n'y a pas de problème. c'est lorsqu'il y a des questions d'ego que cela bloque. On communique énormément par Skype pour répondre au même souci d'efficacité. Grâce à cet outil, tomber

malade ou souhaiter travailler chez soi n'est plus un problème. cela m'arrive de temps en temps. Je peux ainsi m'isoler pour travailler sur de gros sujets. »

Il faut des courroies de décision courtes



Guillaume Poitrinal Président de Woodeum & Cie

« Le monde vit une formidable accélération sous l'effet d'internet. aujourd'hui, on attend de la rapidité d'action de la part des entreprises. il faut des courroies de décision courtes. Je crois beaucoup au direct feedback américain – dire tout de suite au collaborateur s'il est sur la bonne voie. Toute une diplomatie va disparaître. il faut trouver les mots pour faire ces retours sans démotiver personne. J'ai mis cette méthode en place chez Unibail et j'essaie de la déployer chez Woodeum, la TPe que j'ai rejointe il y a quelques mois. après dix-huit ans d'Unibail, dont huit à la direction, j'avais envie de faire autre chose, ce que je recommande à tout le monde après cinq ans en poste, sinon on finit par perdre sa vélocité. ce même souci de gagner du temps m'a poussé à accepter la mission de simplification administrative du gouvernement. J'espère participer à l'accélération des procédures qui sont à la fois coûteuses en temps et en projets. »

« Promouvoir des femmes pour arriver à un meilleur équilibre »



Isabelle Kocher Directrice générale adjointe en charge des finances de GDF Suez

«Quand j'ai pris mes fonctions il y a deux ans, j'ai reconfiguré mon équipe et notamment promu des femmes. Trois occupent des postes importants : patronnes de la consolidation comptable du groupe, des achats et de la performance. Cette dernière, Australienne, a fait sa carrière dans un grand groupe européen. Avec son profil très international, elle nous challenge chaque jour sur notre façon de voir les choses. Dans mes recrutements, j'essaie de mixer les profils, entre promotion interne et recrutements extérieurs, entre direction et terrain, entre cultures.

Un monde exclusivement féminin ne serait pas meilleur, c'est l'équilibre qui compte et notre groupe fait beaucoup pour cela.

Promouvoir les femmes ne répond pas seulement à un impératif moral, mais aussi à une considération pragmatique : il faut ressembler à nos clients.»

Adapter son message aux cultures locales



chlheb Mahjoub PDG du cabinet de conseil Kurt Salmon

J'ai participé à la création du groupe de conseil global Kurt Salmon à partir du spin off de l'activité consulting de Deloitte en France en 2005, Ineum consulting, puis de sa fusion avec l'américain KSA. Le respect des cultures des treize pays dans lesquels le cabinet opère peut être compliqué. Français d'origine tunisienne, quadrilingue, formé en France, en Tunisie, aux Etats-Unis et au Japon, avec une expérience professionnelle dans une vingtaine de pays, c'est pour moi complètement naturel. J'ai cette chance d'avoir dû comprendre et respecter différentes cultures et d'avoir appris à adapter mon message. »

On devient un bon leader au contact, pas à l'école



jacques Galvanl Directeur délégué à la présidence d'Altarea Cogedim

Notresystème d'études sélectif avantage les jeunes qui ont la chance d'en profiter. Pas parce qu'il leur permet d'accéder rapidement à des postes de pouvoir, mais parce qu'il les expose de manière précoce à des leaders expérimentés.

Or cette qualité ne s'acquiert qu'au contact, par capillarité. L'école peut apprendre à être un bon manager, mais pas à devenir un leader. A l'Ecole des mines, puis dans ma carrière, chez McKinsey, chez Hachette, dans l'immobilier, j'ai eu la chance de rencontrer des personnes qui ont été mes mentors. Elles m'ont fait confiance, ont eu la patience d'attendre que je devienne efficace et m'ont aidé à réaliser mon potentiel. C'est en regardant des gens qui décident que l'on apprend à décider en faisant moins d'erreurs.»

Laisser tomber le costume-cravate



olivier aizac Directeur général du site Le Bon Coin

Lorsque j'ai commencé à travailler il y a quinze ans, il fallait être en costume-cravate. Aujourd'hui patron d'une société d'Internet, si j'étais habillé ainsi, je ne serais pas crédible. Internet a permis de faire tomber un certain nombre de principes, notamment dans le style de management. Beaucoup de choses ont été testées et certaines abandonnées par une génération digitale qui avait un terrain de jeu assez vierge à explorer et qui a mis en place des pratiques et des modes de management adaptés à cet univers. Le côté « On est quelques-uns dans un garage et on a envie de changer le monde et de participer à un projet plus grand que soi » a eu un énorme impact sur les modes de management. »

« Les organisations moins hiérarchiques sont plus axées sur la réalisation des objectifs »



virginie Morgon Directrice des investissements d'Eurazeo

« J'ai bénéficié de promotions successives au sein du groupe Lazard en travaillant intensément avec beaucoup de monde. Il faut avoir de nombreux réseaux internes et s'exposer à différentes personnalités. Il faut être multitâche et tout-terrain sans être trop politique. Aujourd'hui, les organisations sont moins hiérarchiques. A Eurazeo, que j'ai rejoint en 2008, j'ai la chance d'être dans une structure légère qui est dans cet état d'esprit. On est beaucoup plus dans la recherche du résultat à atteindre, chacun procédant comme il l'entend pour y parvenir. Ce qui devrait faciliter la place des femmes. »

« Repérer les jeunes et les former »



Bruno Patino Directeur général délégué aux programmes, aux antennes et aux développements numériques de France Télévisions

« La presse a commencé à changer avant les autres médias, c'est maintenant le tour de la télévision. Du coup,

les façons de la faire se réinventent. De nouveaux acteurs y entrent. J'aime repérer des gens et les former. J'ai toujours essayé et réussi à trouver des jeunes que j'estime beaucoup plus talentueux que moi et qui petit à petit prennent une place importante. Le bouleversement ne me fait jamais

peur, je trouve au contraire que ce sont des moments passionnants, car le mouvement est possible, tout comme la réinvention. Vous n'êtes qu'une étape et il faut donc avoir la même générosité à l'égard de ceux qui vous ont précédés, qui sont toujours présents, qu'il faut écouter et

qui vous apprennent énormément, qu'envers les générations suivantes. »■

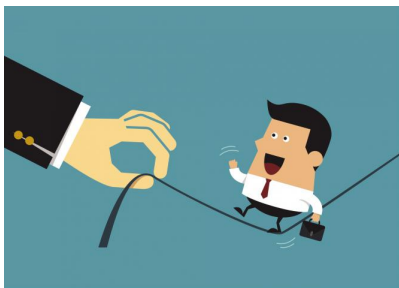
*par Florence Bauchard et Isabelle Lesniak*





## se restructurer pour ne pas sombrer

Avec cette rubrique, Enjeux propose témoignages et bonnes pratiques pour accompagner les dirigeants. Ce mois-ci : le restructuring. Etape par étape, tout ce qu'il faut faire pour gérer la crise et éviter le dépôt de bilan.



Petroplus, Kem One, PSA, Doux, Fagor-Brandt, Tilly-Sabco, Gad, Marine Harvest, La Redoute... L'actualité est truffée d'annonces dramatiques d'entreprises dont l'existence est brutalement menacée. Leur nombre ne cesse d'augmenter, comme en témoignent l'étude Altaires/ Deloitte sur les défaillances d'entreprise ou les indicateurs du régime de garantie des salaires (AGS) sur les procédures de sauvegarde, les liquidations et les redressements judiciaires. Pourtant, rien n'est inéluctable. La PME agroalimentaire familiale lourdaise Toupnot a bien failli mettre la clé sous la porte mais s'est tirée d'affaire (voir « L'histoire », ci-contre).

Comme elle, la plupart des entreprises, PME et ETI en particulier, connaissent un jour ou l'autre des phases critiques mais se sortent de ce mauvais pas et se reconstruisent. Pour peu qu'elles s'y prennent à temps – avant la cessation de paiements – et recourent aux services de professionnels, elles peuvent éviter les solutions judiciaires radicales au profit de procédures amiables (mandats ad hoc, conciliation) moins traumatisantes et tournées vers le retour à une dynamique positive. « Si la pro-

cédures judiciaire reste essentielle pour traiter nombre de dossiers, ce n'est pas la seule voie », assure ainsi l'avocat conseil Guilhem Brémont, président de l'Association pour le retournement des entreprises (ARE). Les solutions amiables, encadrées et confidentielles, n'apparaissent pas dans les statistiques, mais leur taux de réussite semble élevé, même s'il baisse. Selon l'association, 68% des dossiers traités au deuxième trimestre ont permis d'éviter le pire (77% au premier trimestre).

### la trésorerie et le cash avant tout

Qu'on parle de restructuring ou de retournement, les professionnels interviennent d'abord en urgentistes lorsque les banques, par exemple, apprennent les problèmes de trésorerie de leur client et tirent la sonnette d'alarme. « A un moment ou à un autre, tout converge vers ça, la trésorerie et le cash, explique Guillaume Cornu, associé chez EY, et les entreprises françaises n'y sont pas vraiment préparées. En effet, elles ne disposent que très rarement des outils nécessaires à la gestion d'une crise de liquidité. » C'est pour cela, notamment, que le ministère du Redressement productif vient de réanimer le fonds de développement économique (FDES) doté désormais de 380 millions d'euros, destiné aux entreprises de plus de 400 salariés en difficulté.

Car plus que jamais, « cash is king », martèle Pascal Bonnet, associé chez

KPMG. Une nouvelle réalité que les entreprises n'ont pas encore assez intégrée au quotidien. « Il m'est arrivé d'intervenir dans une grosse entreprise cotée, leader de son secteur mais avec des difficultés à produire une prévision de trésorerie à six mois », rapporte Pascal Bonnet. Une explication : les dirigeants français seraient – trop – imprégnés par une culture de la rentabilité, héritée de la période de forte croissance des Trente Glorieuses, et moins à l'aise lorsque la situation devient contraire. Ainsi, là où le tropisme des commerciaux les pousse à « gratter » 1 à 2% de marge, il conviendrait de les convaincre d'obtenir une bonne couverture des frais par les acomptes, par exemple.

### Comment Toupnot a évité le pire

L'histoire

Chaque jour, un ou deux camions de **corned-beef** sortent des usines de Toupnot, près de Lourdes.

Soit quelque 30 millions de boîtes par an. Un véritable miracle.

Car le leader européen et numéro 3 mondial a failli rejoindre la cohorte des PME familiales – celle-ci est née en 1932 – victimes autant de la crise que d'un assoupissement certain.

**Rémi Arnauld de Sartre**, 36 ans, aujourd'hui **PDG et propriétaire à 75%**, a suivi tout le processus : auditeur aux comptes de KPMG chez

Toupnot entre 2007 et 2010, cet ingénieur agro, expert-comptable et master d'administration des entreprises, a été l'acteur principal du redressement. Devenu directeur général en juin 2010, à l'occasion du départ en retraite de son prédécesseur, il entre au capital en septembre 2011 et, un an plus tard, devient actionnaire majoritaire.

Quand survient la crise financière de 2008, Toupnot dépend à plus de 70% du seul marché africain où la consommation chute brutalement. La fin des aides à l'exportation depuis 2007 – problème que vit aujourd'hui la filière avicole – ajoute au marasme. Résultat : entre 2008 et 2010, la PME accumule **4 millions d'euros de pertes**. En juin 2010, le point de rupture est atteint : les banques s'alarment, ferment le robinet du court terme et, pour certaines, quittent le navire... Médiation départementale du crédit en août, puis **mandat ad hoc** en septembre et **conciliation** en décembre, **médiation nationale** – cette fois – du crédit : le parcours classique d'une entreprise qui cherche à éviter la faillite.

Finalement, en février 2011, chaque partie – région, banques, société d'affacturage, détenteurs du capital, management, Oséo – ayant contribué à régler le problème du financement à court terme, **l'entreprise peut respirer**.



Rémi Arnauld de Sartre, le PDG, a beaucoup investi pour sauver la société.

Entre-temps, Rémi Arnauld de Sartre a relancé la machine : investissements lourds en capacités de production et en innovation produit (2 millions d'euros en deux ans), conquête de nouveaux pays (Royaume-Uni, Allemagne...), délais de paiement à sept jours, Cice... Fin 2011, le chiffre d'affaires a doublé, à 27,2 millions d'euros, pour atteindre 30 millions fin 2012. **Les profits sont de retour**. Le tout malgré une augmentation de 60% du prix de la viande de bœuf.

Mais rien n'est jamais gagné : touchée elle aussi par l'affaire de la **viande de cheval**, Toupnot a perdu brutalement début 2013 le marché anglais, pourtant difficilement conquis. A la clé, une baisse de 30% du chiffre d'affaires. Cette fois, sortie plus forte de l'épreuve, elle entend bien passer le cap.

CiNq Clés pour uN AutoDiAgNoStiC

#### 1. Eviter le déni

Syndrome : « Non, non, pas d'inquiétude, tout va bien. »

Quand les banques commencent à douter, la tentation du dirigeant est d'occulter les difficultés plutôt que les affronter. Le risque : une perte de confiance des partenaires qui peuvent couper les vivres (banques), refuser de livrer (fournisseurs), chan-

ger de source (clients), s'inquiéter (salariés) ...

#### 2. Disposer d'une bonne gouvernance

Syndrome : « Monsieur, je connais parfaitement mon marché. »

Entreprise autocentrée, absence de contre-pouvoir... Le repli sur soi guette. Antidote : s'appuyer sur des personnes capables d'alerter de dangers à moyen terme avec une vision panoramique.

#### 3. S'offrir de bons instruments de mesure

Syndrome : « Je fais chaque jour le tour de l'usine, je vois bien ce qui se passe. »

Insuffisant. Il faut mettre en place de vrais outils de reporting quantitatif, offrant des indicateurs objectifs, afin de faire remonter des informations fiables. On y trouve souvent des réserves insoupçonnées de rentabilité.

#### 4. Adopter une culture du cash

Syndrome : « Je suis rentable, ça suffit. »

Pas vraiment ! Les entreprises françaises ont trop souvent une culture de la rentabilité héritée des périodes de croissance. Elles n'ont pas assez celle du cash. Quand la trésorerie n'est pas sous contrôle, le danger est déjà là.

#### 5. Ne pas agir à la va-vite

Syndrome : « Je vais vendre une activité, ça suffira pour renflouer les caisses. »

Attention à ne pas se couper un bras. Vendre dans la précipitation une de ses activités n'est jamais bon. Si elle a de la valeur, c'est qu'elle est stratégique.

Lorsque le temps se gâte, la réalité est souvent difficile à affronter. « Il y a un processus de déni, lié à la psychologie des patrons-entrepreneurs, qui les conduit dans un premier temps à mini-miser les difficultés, puis à ne vouloir les partager avec personne : ni les salariés, clients et fournisseurs, ni les banquiers, même lorsque ceux-ci les interpellent sur des signes avant-coureurs. En France, la difficulté reste malheureusement honteuse, on a du coup tendance à écarter les problèmes plutôt que de les traiter en amont », pointe Vincent Batlle, associé chez Deloitte. Les raisons en sont multiples : soucis de santé du dirigeant, absence de contre-pouvoirs indépendants dans l'entreprise et, surtout pour les PME et ETI à forte implantation régionale, peur d'un passage au tribunal de commerce qui signerait l'échec de sa vie pour un patron.

Problème : ce déni est synonyme de retard dans un moment clé. Or quand les banques commencent à couper les crédits, quand les fournisseurs exigent d'être payés, quand les clients doutent et que les salariés s'inquiètent, le sort de l'entreprise peut se jouer en quelques jours. « En cas de difficultés, la pression psychologique devient énorme, le patron n'a plus d'amis, son environnement proche se retourne contre lui, il est isolé, ce qui peut l'amener à prendre de mauvaises décisions à la va-vite », constate Guillaume Cornu. Comme celle de céder un actif pour boucher un trou sans avoir de vision globale. « Notre rôle, à ce moment-là, est d'abord humain et psychologique, d'où l'importance de faire appel à des consultants expérimentés qui écoutent, rassurent et guident le dirigeant vers les bonnes décisions », poursuit-il. « J'ai accompagné des centaines d'entreprises en difficulté. Mais pour le patron, c'est souvent une première. Je peux donc l'aider concrètement à gérer et anticiper les

difficultés de son entreprise », témoigne Pascal Bonnet.

**En cas de difficultés, la pression devient énorme, le patron est isolé. Il peut alors prendre de mauvaises décisions.** » Guillaume Cornu, associé chez EY

Pour les praticiens, l'essentiel est alors d'« acheter du temps ». De stabiliser la situation financière, de bâtir un plan prévisionnel de trésorerie et d'avoir en perspective un plan de retournement. Certains, comme le cabinet LB Partners, interviennent de préférence bien avant que les procédures amiables (mandat ad hoc, conciliation) soient engagées. « Notre métier est de secouer un peu l'entreprise, explique Helen Lee Bouygues. C'est une période très intense de quelques semaines, hyper-analytique. Nous mettons vite en place des outils de reporting, proposons des solutions, trouvons des leviers pour remonter du cash et du résultat, chiffrons les plans d'action, leur impact... Cela redonne confiance aux banquiers et aux actionnaires. » C'est le rôle, par exemple, de Marc-Antoine Sergeant chez LB Partners, un jeune Supélec-HEC (le double cursus est de plus en plus apprécié) dépêché en urgence dans les entreprises en difficultés.

### **redéfinir la stratégie à long terme**

D'autres acteurs, en particulier les grands cabinets, interviennent généralement plus tard, lorsqu'il devient nécessaire de réunir tous les partenaires pour négocier. L'urgence, bien évidemment, est de stopper l'hémorragie, de stabiliser la maladie. Mais il s'agit aussi de redonner des perspectives à long terme. Les deux aspects sont liés : les investisseurs doivent avoir le sentiment, preuves à l'appui, qu'ils auront la certitude de réussir. « Pour offrir un socle à la restructuration, je dois être

capable de dire comment je compte revenir à la performance. En France, on traite parfois trop les éléments financiers sans poser les questions de stratégie », estime Emmanuel Bonnaud, associé au cabinet Roland Berger. Parallèlement à la recherche impérative de trésorerie, les opérationnels s'attaquent au travail de fond. D'abord, en distinguant bien les entreprises confrontées à un aléa conjoncturel – comme la perte d'un marché – mais aux fondamentaux solides, de celles qui révèlent à cette occasion des problèmes plus profonds. Or leur nombre tend à s'accroître. « Au début de la crise, en 2008, les entreprises les plus faibles financièrement ont été balayées. Certaines ont passé le cap mais, pour préserver leur trésorerie, elles ont vendu des actifs, ont moins investi, n'ont pas adapté leur business model ; d'autres sont confrontées à de nouveaux concurrents, à l'évolution technologique, à la mondialisation... Certains dossiers d'hier reviennent, les entreprises impactées aujourd'hui ont des problèmes plus structurels », constate Vincent Batlle, qui voit à nouveau se remplir le réservoir à restructurations potentielles après un léger reflux. Dans certains secteurs, comme la filière agroanimale ou le bâtiment – un bon tiers des dossiers –, il existe également un effet domino : la faiblesse d'un maillon se propage sur toute la chaîne de valeur, du fabricant de fenêtres jusqu'aux constructeurs, aux promoteurs et même aux foncières.



[bit.ly/Enjeux-Montebourg](https://bit.ly/Enjeux-Montebourg) Le plan de « résistance économique ».

Mais la crise n'explique pas tout. Trop d'entreprises pilotent encore à l'aveugle, affirme Emmanuel Bonnaud : « Nombre de PME n'ont pas de

reporting quantitatif ou opérationnel et sont incapables de faire remonter des informations fiables sur leur business. » A l'instar de ce tour-opérateur qui, à force de multiplier à la va vite des offres de niche sans volume, mobilisait ses équipes sur des activités non rentables. Les dirigeants ont également trop souvent le regard centré sur leur seule activité. Une gouvernance éclairée et indépendante doit permettre d'interpréter les signaux faibles émis dans un périmètre plus large, hors du secteur d'activité stricto sensu. Car si les changements technologiques peuvent être lents et diffus, leurs effets peuvent être brutaux et rapides. En quelques années, Internet a quasiment tué le marché des petites annonces qui nourrissait la presse écrite.

#### Qui fait Quoi

Les conseils en restructuration Tous les grands cabinets (EY, KPMG, Deloitte, Roland Berger, PwC...) ont une offre de restructuring et de retournement, qu'il s'agisse de traiter l'urgence ou le redéploiement.

Une entreprise en difficulté peut aussi faire appel à des acteurs plus petits et plus spécialisés, tels que Eight Advisory ou Lee Bouygues Partners. Cursus type : école de commerce, master de finance, comptabilité, analyse financière...

Le mandataire ad hoc La procédure amiable de mandat ad hoc est ouverte aux entreprises qui ne sont pas en cessation de paiements et pour éviter qu'elles le soient. Elle fait intervenir un mandataire ad hoc, le plus souvent un administrateur judiciaire (formation en droit, sciences éco, gestion...) aguerri au redressement d'entreprises et aux négociations avec les créanciers. Il intervient en toute confidentialité et en toute indépendance et rend compte au président du tribunal de commerce.

L'avocat-conseil Son rôle est très technique. Il analyse très précisément la situation de l'entreprise et définit la bonne stratégie et le bon « chemin » juridique à suivre – mandat ad hoc, conciliation, sauvegarde ou autre. Diagnostic juridique, rédaction de protocoles, gestion de droit social : l'avocat-conseil en restructuration et retournement a en général une double formation d'avocat et d'école de commerce.

Celui qui accompagne dans la tourmente

Un nouveau métier apparaît en France. Celui de CRO, le Chief Restructuring Officer. Un concept venu des Etats-Unis. Mais si outre-Atlantique son profil équivaldrait à celui d'un administrateur, en France son rôle est surtout d'accompagner le PDG ou le directeur général en pé-

riode de crise. Le plus souvent, il s'agit d'un manager de transition, plutôt un senior expérimenté, et généralement lui-même ancien chef d'entreprise, qui prend en charge l'opérationnel pour une courte durée (douze à trente-six mois), tout en accompagnant la transformation. Cependant, des profils plus jeunes et très techniques peuvent aussi être assimilés à des CRO. Leur rôle n'est pas de mettre le PDG sur la touche, mais de le soulager du quotidien et de l'urgence, afin qu'il puisse se reconcentrer sur son métier, sur le lien social avec les salariés, les partenaires clés, l'image de l'entreprise.

L'intitulé des questions posées lors du diagnostic est souvent assez simple : comment puis-je améliorer ma rentabilité ; suis-je sur le bon marché, avec le bon produit ; est-ce que je vends à bon prix ce que je sais produire ; quels sont les leviers d'optimisation du résultat ? Ce ne sont plus des problématiques de financement mais de business model, de positionnement. Après la résolution du court terme, une relation de plus longue durée – typiquement un an – s'installe entre le conseil en retournement et le dirigeant... S'il est encore là. ■

*par Claude Vincent*



---

---

# PROTECTION SOCIALE

---

---

## Les contrats courts en grande partie responsables du trou de l'assurance chômage. C'est

**L**es contrats courts en grande partie responsables du trou de l'assurance chômage. C'est ce qui ressort d'un référé de la Cour des comptes publié fin novembre, à l'approche de l'ouverture de la nouvelle négociation de la convention d'assurance chômage en janvier prochain. Avec un déficit proche de 5 milliards en 2013 et une dette cumulée qui atteindra 18 milliards d'euros à la fin de l'année, les comptes de l'Unedic sont plombés. Si la Cour des comptes incrimine toujours le régime des intermittents du spectacle et des intérimaires, prétendument trop coûteux, la flambée de la précarité est pour la première fois clairement pointée du doigt. Comme le souligne le référé, « l'indemnisation du chômage à l'issue de diverses formes de travail précaire constitue une composante importante du déficit de l'assurance chômage ». La dégradation du déficit entre 2008 et 2011 est imputable à hauteur de 1,5 milliard aux contrats courts.

Alors que le chômage ne cesse de grimper, la précarité explose. Au premier trimestre 2013, plus de huit embauches sur dix ont été réalisées en CDD, un niveau jamais atteint depuis 1999, si l'on en croit le ministère du Travail. C'est donc bien le recul des CDI qui grève les comptes de l'Unedic. D'après le document, « la dégradation du solde global des contributions et des allocations du régime entre 2008 et 2011 résulte d'abord de celle du solde des CDI au régime général qui, comparé à 2008, a diminué de plus de 3 milliards en 2010, puis de 2 milliards en 2011 ».

Dans l'optique de la négociation de la future convention d'assurance chômage, Michel Sapin, ministre du Travail, s'était prononcé en faveur de la réduction du déficit. Pierre Gattaz, président du Medef, a déjà dégainé ses propositions : l'assainissement des comptes passerait par le retour à la dégressivité des allocations chômage, qui avait été mise en place en 1992, et supprimée en 2001.

De son côté, la Cour des comptes recommande plutôt « un système rendant plus coûteux pour les employeurs le recours aux CDD et aux missions d'intérim ». Une piste explorée très timidement dans la loi dite de « sécurisation de l'emploi » du 14 juin dernier, qui a fait passer les cotisations patronales de 4 % à 7 % du salaire pour les CDD de moins d'un mois, et à 5,5 % pour ceux d'un à trois mois. Mais cette taxation de la précarité reste trop faible pour inverser la tendance.

Ces CDD qui siphonnent l'Unedic

Alors que la négociation sur l'assurance chômage doit s'ouvrir, début 2014, la Cour des comptes pointe du doigt la hausse des contrats précaires dans le creusement de son déficit. ■

*par C. R.*

2 Éditorial

Une violence

Une violence
Par Maurice Ulmann
Écrire un chroniqueur ou chroniqueuse n'est pas un jeu. C'est une violence...

Il est vrai que plus de trois décennies
d'existence de l'industrie-presse ont vu...

Francis Hollande
croit sans doute
encore qu'il peut
faire illusion
avec quelques
arrangements de
la courbe du chômage...

Le dégoût du travail et du prêt sans
la dette du coût des services publics...

Événement MOBILISATION



Depuis le début de la pandémie, 140,000 personnes ont été licenciées...



Didier 57 ans, refusé d'être un naufragé du chômage...

Les mouvements
de chômeurs
(ACI, Apeis,
CGF chômeurs
et MNCP)
réclament une
autre politique
de l'emploi et
défilent pour la
« prime de Noël », Jeudi,
le gouvernement
l'a accordée
aux allocataires
des minima
sociaux, mais
d'un montant
très éloquent des
revendications.

Les chômeurs
prennent la
rue, samedi
L'annonce de la prime de Noël...

17,6 C'est, en pourcentage, la hausse des chômeurs de très longue durée...

Du temps partiel au chômage de longue durée, la précarité au quotidien

Inès et Didier subissent de plein fouet la flamme de la précarité. La mère de famille a temps partiel et le chômeur de longue durée se démentent tous les deux pour s'en sortir.

Inès, 48 ans,
vivait seule avec
deux enfants
dans un logement
de fortune...

Didier, 57 ans,
refusé d'être
un naufragé du
chômage
Passé par les hôpitaux, Didier avait...

Ces CDD qui siphonnent l'Unedic

Alors que la négociation sur l'assurance chômage doit s'ouvrir, début 2014, la Cour des comptes pointe du doigt la hausse des contrats précaires dans le creusement de son déficit.

Les contrats courts en grande
partie responsables du tirage de l'assurance chômage...

Explosion des embauches en CDD
Depuis six ans, le nombre de contrats à durée déterminée (CDD) dans les embauches...



## Le budget de la Sécu devant le Conseil constitutionnel

**A**près leurs collègues sénateurs, une soixantaine de députés UMP ont saisi hier le Conseil constitutionnel à propos de la loi de financement de la Sécurité sociale 2014 adoptée ce mardi. Ils visent notamment la taxation des contrats d'assurance-vie qu'ils jugent « rétroactive » ainsi que les « clauses de recommandation » des complémentaires santé. ■





## Sauver la Sécu et la cohésion sociale

**Notre système de protection sociale s'estins-tallé dans les déficits.** Malgré la création d'une caisse d'amortissement, la Cades, en 1996, la dette des organismes sociaux est passée de 110 à 215 milliards d'euros de 2005 à 2012, et de 6,4 à 10,6% du PIB. Le projet de loi de financement (PLFSS) annonce pour la Sécurité sociale un déficit de 12,8 milliards en 2014, certes inférieur à 2013 (16,7 milliards), mais auquel tous les régimes contribuent : l'assurance maladie (6,2 milliards), la vieillesse (4,4 milliards) et la famille (2,3 milliards). Il prévoit un déficit encore en 2017 (4 milliards) ! L'assurance chômage alimente aussi la dette sociale.

Ce déséquilibre est « un mal spécifiquement français ». Didier Migaud, le premier président de la Cour des comptes, l'a souligné (1), ajoutant « qu'aucun de nos grands voisins européens n'accepte que son système de protection sociale puisse être durablement en déficit », et que « les comptes sociaux de la zone euro sont revenus à l'équilibre en trois ans » en 2012, avec un excédent allemand de 0,6% du PIB et un déficit français de 0,6% du PIB. Ces déficits sont financés par l'emprunt, ce qui n'est pas rationnel pour des dépenses de tous les jours ; pas plus pour des médicaments, des prestations familiales ou des retraites, que pour des dépenses alimentaires.



Président d'honneur de BNP Paribas.

**Pour rétablir l'équilibre des comptes, nous ne pouvons pas compter sur la mobilisation de nouvelles recettes.** Le niveau de nos prélèvements obligatoires affecte déjà la compétitivité de notre travail et de notre territoire. Et puis il y a la fronde fiscale des Français. Ce sont les dépenses qu'il faut maîtriser. Pour l'assurance-maladie, c'est la raison d'être du vote annuel d'un objectif national des dépenses (Ondam). Cet objectif est depuis trois ans respecté, mais il n'était pas fixé à un niveau correspondant aux recettes : en quatre ans, les dépenses ont augmenté de 11,4%, contre 5,1% pour le PIB ! Il faut en revenir au principe de l'équilibre. Il existe des gisements d'économies considérables pour y parvenir, sans compromettre la qualité des soins ni l'égalité d'accès au système de santé. Après la Cour des comptes, le Conseil d'analyse économique et les inspections générales compétentes l'ont expliqué.

Notre système d'assurance vieillesse repose pour l'essentiel sur le principe de la répartition. Les cotisations payées par les actifs ne sont pas capitalisées : elles doivent régler chaque année les pensions dues aux retraités. Le système établit une véritable solidarité entre les générations. Son coût est très élevé –13,5%, contre 10,7% du PIB pour l'Europe en 2010. Les évolutions de notre démographie

l'ont installé dans un déficit structurel. Les charges des emprunts contractés pour payer les pensions pèseront sur les équilibres de la répartition des années à venir. C'est inéquitable vis-à-vis des actifs et/ou des retraités du futur, et de ce fait dangereux pour la solidarité entre générations. Les réformes engagées ne rééquilibrent pas le système. Il faut les compléter en rapprochant les différents régimes et en décalant l'âge de la retraite comme l'ont fait nos voisins. Le Conseil d'orientation des retraites dispose des informations et outils nécessaires pour proposer un rééquilibrage dans l'équité.

**La branche famille était traditionnellement excédentaire et sa trésorerie limitait le déficit de l'ensemble.** Il serait raisonnable de la rééquilibrer dès 2015. Les différentes voies envisageables figurent dans le rapport demandé par le gouvernement à un expert pour le Haut Conseil de la famille.

Au moment où l'agence Standard & Poor's abaisse la notation de notre dette publique, il est indispensable de démontrer la volonté et la capacité de notre pays de sortir d'un déficit structurel de sa protection sociale qui sape les fondements de la solidarité entre générations. Définir les objectifs et les moyens de notre modèle social dans dix ans est l'une des ambitions du débat national que viennent d'ouvrir les pouvoirs publics. Il ne faut plus laisser grossir une dette qui hypothèque notre cohésion sociale : notre avenir.

(1) Rapport sur la Sécurité sociale pour 2013. ■



---

---

# SYNDICALISME

---

---

## Les syndicats, front commun face au Front national

Mercredi, l'intersyndicale CGT, FSU, Solidaires, Unef, UNL, Fidl a lancé une campagne commune de lutte contre l'extrême droite. Le 29 janvier prochain, un grand meeting rassemblant les responsables des organisations aura lieu à Montreuil.

**P**arce que la haine et le repli sur soi naissent de la désespérance sociale, les formations progressistes, syndicats de salariés et organisations de jeunesse s'unissent pour combattre l'extrême droite.

Lancé en septembre dernier, à l'initiative de la FSU, l'appel au rassemblement a été entendu. Mercredi, dans un communiqué commun titré « Unitaires contre l'extrême droite, ses idées, ses pratiques », la CGT, FSU, Solidaires, l'Unef, l'UNL et la Fidl ont lancé une campagne « de longue durée » contre « la banalisation d'un parti, le Front national, dont l'histoire, les idées et les pratiques n'en demeurent pas moins antirépublicaines, xénophobes et sexistes ». Une campagne sur le fond dont le coup d'envoi est fixé au 29 janvier prochain autour d'une journée de travail « sous forme d'ateliers (et qui) se conclura par un grand meeting à Montreuil », dans les locaux de la CGT. Au-delà des mots, c'est projet contre projet que l'intersyndicale compte combattre l'obscurantisme. « Nous ne pensons pas une seconde que les Français soient devenus racistes ou xénophobes. Mais nous condamnons l'utilisation que l'extrême droite fait de la crise économique et sociale que nous traversons pour diffuser ses idées », précise Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU.

### POUR LUTTER CONTRE

#### l'extrême droite

Et pour lutter contre « la montée des idées et de l'influence de l'extrême droite, et particulièrement du Front national », qui « impacte le monde du travail et par conséquent le mouvement syndical », l'intersyndicale a décidé « d'initier un travail en commun afin d'unir ses forces pour construire un argumentaire utilisable par tous les militants sur l'ensemble des territoires, sur les différentes questions sociales en jeu », précise le communiqué. « Le projet de société que porte l'extrême droite va non seulement à l'encontre des salariés, mais ne constitue en aucun cas une réponse à la crise que nous traversons », insiste Bernadette Groison. Et, pour la secrétaire générale de la FSU, « l'idée de la journée du 29 janvier est bien de déconstruire point par point le programme du Front national et d'y opposer des alternatives dans les entreprises, les lycées, les universités » William Martinet est vice-président de l'Unef et, pour lui, les organisations de jeunesse ont toute leur place dans ce mouvement contre un Front national qui se fait « porte-parole de la question sociale là où l'action et les luttes collectives permettront de sortir de la crise », explique-t-il. Car si, « de plus en plus, l'extrême droite tente de péné-

trer les campus universitaires, il est important de montrer l'existence d'un front progressiste, de salariés et d'étudiants unis pour lutter contre le Front national », précise William Martinet qui voit dans la création de cette intersyndicale le moyen, aussi, de doter la jeunesse d'un argumentaire de fond.

Si, pour l'heure, seuls trois syndicats de salariés ont répondu présent, « les portes sont grandes ouvertes aux autres confédérations », explique Bernadette Groison, qui porte le souhait de voir s'élargir l'arc syndical autour d'une bataille où « le syndicalisme dans son ensemble peut se rassembler ».

La journée du 29 janvier sera donc un temps fort, mais surtout, le point de départ d'une « campagne de longue durée, marquée par des initiatives plus larges, communes, dans les entreprises, les administrations, les services publics, les localités et les départements ». Une initiative dont les organisations syndicales sont coutumières mais qui prouve, une fois encore, que dans l'unité, les forces progressistes sont capables de lutter contre le pire. ■

*par Marion D'allard*

6 Politique

Pour parler du futur, le Sénat examine le présent

La Haute Assemblée a reçu, mercredi, le commissaire général à la stratégie et à la prospective, pour lui exposer ses idées. L'exercice qui dépasse enfin un peu le court terme.



Jean-Pierre Fery est chargé, le 19 août, de rédiger un rapport pour la France de 2023.

L'obligation de la prospective du Sénat a été révisée en 2012, pour une évaluation de ses contributions... C'est un exercice de prospective, c'est-à-dire de penser à long terme... La Haute Assemblée a reçu, mercredi, le commissaire général à la stratégie et à la prospective, pour lui exposer ses idées.

Si la France a une 'potence d'innovation', elle est 'peu soucieuse' de l'écopactes

Si la France a une 'potence d'innovation', elle est 'peu soucieuse' de l'écopactes... L'innovation est un atout majeur de la France, mais elle est accompagnée de défis environnementaux... Le rapport de Jean-Pierre Fery souligne que la France doit mieux intégrer l'écopactes dans sa stratégie d'innovation.

Craquelures de façade au PS

Le PS valide, samedi, ses listes pour les municipales et européennes. Dernière l'image d'une famille rassemblée à l'issue de ses primaires, le parti d'ancien ministre a des dissidences.

Le PS valide, samedi, ses listes pour les municipales et européennes... Le parti d'ancien ministre a des dissidences... Les primaires ont été une épreuve pour le PS, mais la majorité des candidats ont été validés... Des tensions subsistent au sein du parti, notamment concernant les listes européennes.

POINTS CHAUDS

Marche du Front de gauche: 1500 à environ 2000 personnes ont participé à la manifestation organisée le 17 décembre par le Front de gauche... Le Front de gauche a organisé une manifestation pour soutenir le candidat à la présidentielle.

La députée Isabelle Attard quitte Europe Écologie-les Verts... La députée Isabelle Attard a quitté Europe Écologie-les Verts pour rejoindre le Front de gauche... Elle a rejoint le Front de gauche pour soutenir ses valeurs politiques.

Ziad Takieddine visé par une nouvelle enquête... Ziad Takieddine est visé par une nouvelle enquête de la justice... L'enquête concerne des activités liées à la sécurité nationale.

Disparition de Pierre Allaire... Le docteur Pierre Allaire, candidat comme Fabrice de la Tour à la mairie de Paris, a disparu... Sa disparition a suscité de nombreuses interrogations.

Social-éco CAMPAGNE

Les syndicats, front commun face au Front national

Mercredi, l'intersyndicale CGT-FSU-Solidaires, Unef, UNL, Fidi a lancé une campagne commune de lutte contre l'extrême droite. Le 29 janvier prochain, un grand meeting rassemblant les responsables de organisations aura lieu à Montreuil.



Le dimanche 29 janvier sera le point de départ d'une action commune contre l'extrême droite, ses listes et ses partisans.

Le Front national est devenu une force majeure de la vie politique française... Les syndicats ont décidé de former un front commun pour lutter contre l'extrême droite... Cette campagne vise à sensibiliser le public et à mobiliser les électeurs.

POINTS DE VUE

Plusieurs députés communistes les salariés tentés par le FN

Plusieurs députés communistes les salariés tentés par le FN... Les députés communistes constatent une dérive à droite de certains salariés... Ils appellent à une vigilance accrue face aux discours du Front national.



## « Nous devons convaincre les salariés tentés par le FN »

**P**ascal Debay,  
membre du bureau confédéral de la  
CGT.

« Que six organisations syndicales et de jeunesse se mettent ensemble signifie vraiment que nous mesurons aujourd'hui le danger. Car, même dans les entreprises où la CGT est organisée, on sent bien qu'il y a une écoute plus attentive des salariés par rapport aux thèses de l'extrême droite, de Marine Le Pen et du mouvement qu'elle dirige. Cela nous renvoie à nos responsabilités de première organisation syndicale du pays, sans parler, bien évidemment, de l'histoire de notre syndicat face aux mouvements fascistes et d'extrême droite. L'urgence du moment est bien de créer les conditions du débat avec les salariés et nous de-

vons mettre le coup d'accélérateur pour outiller nos militants syndicaux dans les entreprises et les structures interprofessionnelles pour qu'ils aillent vers ce débat. La journée du 29 est une étape, un lancement à portée nationale. On le déclinera, dans les mois qui suivent, dans les départements. Cette initiative intersyndicale n'est pas une campagne de quelques semaines, et c'est important que les organisations de jeunesse soient dans la boucle. De plus, les syndicats qui n'appellent pas au meeting du 29 janvier n'acceptent pas pour autant la situation. Il y a des possibilités de travailler ensemble, dans l'avenir, sur d'autres initiatives. Cette journée du 29 janvier a pour but de mettre en commun nos analyses et de trouver des actions concrètes sur le terrain pour convaincre les salariés tentés par les sirènes du Front national.

Nous sommes dans une période où les questions sociales et économiques pèsent très lourdement dans la tête des salariés. Le syndicalisme français est présent, structuré, implanté dans de très nombreuses entreprises et largement écouté. Ce qui, encore une fois, veut dire que nous avons une vraie responsabilité. Aujourd'hui, nous nous heurtons au ras-le-bol, à l'appauvrissement de la population en général, aux plans sociaux qui se succèdent avec le Medef aux manettes. Mille emplois supprimés chaque jour, ce n'est pas anodin. Donc, même si le débat n'est pas facile, il faut y aller. Car, si le projet du Front national est aujourd'hui écouté, c'est aussi qu'il y a une absence de réponses de la gauche en général. Pourtant, la situation est sérieuse. » ■

*Propos recueillis par M. d'A.*

6 Politique

Pour parler du futur, le Sénat examine le présent

La Haute Assemblée a reçu, mercredi, le commissaire général à la stratégie et à la prospective, pour lui exposer ses idées. L'exercice qui dépasse enfin un peu le court terme.



Jean-Pierre Fouré est chargé, le 19 août, de rédiger un rapport pour la France de 2023.

La députation de la Haute Assemblée a été chargée de réfléchir à la France de 2023. Le commissaire général à la stratégie et à la prospective, Jean-Pierre Fouré, a été reçu mercredi par le président du Sénat, Jean-François Cote, pour lui exposer ses idées. L'exercice qui dépasse enfin un peu le court terme.

Si la France a une "potence d'innovation", elle est "peu soucieuse sur l'étape suivante : l'industrialisation". Elle a aussi le second secteur privé le plus innovant d'Europe. Mais elle ne sait pas transformer ces idées en produits. Elle a besoin d'un cadre réglementaire et d'un environnement favorable à l'innovation.

CHARENTAIS, VENDREDI 4, SAMEDI 7 ET DIMANCHE 8 DÉCEMBRE 2013

POINTS CHAUDS

Marche du Front de gauche : 1500 à environ 2000 personnes. C'est le deuxième plus grand rassemblement de la gauche en France. Le Front de gauche a organisé le 17 décembre par le Front de gauche pour une révolution sociale, mais est allé tourner la tête vers la gauche contre le racisme. Les militants ont été surpris de constater que le Front de gauche n'est pas allé au bout de son discours.

La députée Isabelle Attard quitte Europe Écologie-les Verts pour rejoindre le Front de gauche. Elle a rejoint le Front de gauche pour rejoindre le Front de gauche pour rejoindre le Front de gauche.

Ziad Takieddine visé par une nouvelle enquête par le parquet de Paris. L'ancien député du Front de gauche est visé par une nouvelle enquête par le parquet de Paris.

Disparition de Pierre-Alain Fabre. Le député PS Pierre-Alain Fabre a disparu de son domicile de nuit.

Craquelures de façade au PS. Le PS valide, samedi, ses listes pour les municipales et européennes. Derrière l'image d'une famille rassemblée à l'issue de ses primaires, le parti d'André Aronowicz est divisé.

CHARENTAIS, VENDREDI 4, SAMEDI 7 ET DIMANCHE 8 DÉCEMBRE 2013

Social-éco CAMPAGNE

Les syndicats, front commun face au Front national

Mercredi, l'intersyndicale CGT-FSU-Solidaires, Unef, UNL, Fidi a lancé une campagne commune de lutte contre l'extrême droite. Le 29 janvier prochain, un grand meeting rassemblant les responsables de organisations aura lieu à Montreuil.



Le dimanche 29 janvier sera le point de départ d'une action commune contre l'extrême droite, ses idées et ses pratiques.

Le Front national est devenu une force majeure de la vie politique française. Les syndicats ont décidé de se rassembler pour lutter contre son influence. Une campagne commune de lutte contre l'extrême droite sera lancée le 29 janvier prochain.

POINTS DE VUE

Plusieurs députés communistes ont démissionné de leur poste. Ils ont rejoint le Front de gauche pour rejoindre le Front de gauche.

UNE ACTION QUI PROLONGE L'APPEL DE 2011. Le 27 mai 2011, la CGT a lancé un appel à la lutte contre le Front national. Cette campagne sera prolongée le 29 janvier prochain.



SOCIAL-ECO

# Une action qui prolonge l'appel de 2011

**L**e 17 mars 2011, la CGT, la CFDT, FSU, Solidaires et l'Unsa lançaient un appel commun : « La préférence nationale n'est pas compatible avec le syndicalisme », visant à condamner « l'utilisation de la situation sociale pour promouvoir certaines thèses dans le débat public comme le fait le Front national ». A l'époque, l'intersyndicale pointait **CHEMIN DE FER**

une « grave » situation sociale, avec « 5 millions de demandeurs d'emploi, 8 millions de Français vivant sous le seuil de pauvreté, l'accroissement de la pauvreté et des conditions de travail dégradées ». Déterminés à « empêcher l'instrumentalisation du syndicalisme par le Front national », les syndicats combattaient alors « la thèse de la préférence nationale, an-

tinomique avec les valeurs fondamentales du syndicalisme ». Dans la droite ligne de l'appel de 2011, la CGT, FSU et Solidaires, appuyées par trois organisations de jeunesse, repartent aujourd'hui au combat. La CFDT et l'Unsa, signataires de l'appel de 2011, n'ont pour l'instant pas répondu à celui de 2014. ■

## 6 Politique

### Pour parler du futur, le Sénat examine le présent

La Haute Assemblée a reçu, mercredi, le commissaire général à la prospective, pour lui exposer ses idées. Un exercice qui dépasse enfin un peu court terme.

La Haute Assemblée a reçu, mercredi, le commissaire général à la prospective, pour lui exposer ses idées. Un exercice qui dépasse enfin un peu court terme.

La Haute Assemblée a reçu, mercredi, le commissaire général à la prospective, pour lui exposer ses idées. Un exercice qui dépasse enfin un peu court terme.

### La prostate du président atteint d'hypertrophie médullaire

Changement de responsabilité. Une fois plus, sur l'agenda médical du président de la République. Le 21 novembre 2013, le chef de l'Etat a subi une opération de prostatectomie partielle pour une tumeur bénigne de la prostate. Une tumeur bénigne de la prostate. Une tumeur bénigne de la prostate.

### POINTS CHAUDS

**Marche du Front de gauche: l'état reconstruit** - sous le vocable de l'état reconstruit, le Front de gauche a lancé une campagne de mobilisation pour le 29 janvier prochain. Une campagne de mobilisation pour le 29 janvier prochain.

**La droite française démissionne** - Les élections européennes ont été un échec pour la droite française. Les élections européennes ont été un échec pour la droite française.

### Disparition de Pierre-Alexandre

Le corps de Pierre-Alexandre a été retrouvé dans la mer. Le corps de Pierre-Alexandre a été retrouvé dans la mer.

## Social-éco CAMPAGNE

# Les syndicats, front commun face au Front national

Mercredi, l'intersyndicale CGT, FSU, Solidaires, Unef, Unif, Fidi a lancé une campagne commune de lutte contre l'extrême droite. Le 29 janvier prochain, un grand meeting rassemblant les responsables des organisations aura lieu à Montreuil.



Le 29 janvier prochain, un grand meeting rassemblant les responsables des organisations aura lieu à Montreuil.

Les syndicats ont lancé une campagne commune de lutte contre l'extrême droite. Les syndicats ont lancé une campagne commune de lutte contre l'extrême droite.

## 7

### POINTS DE VUE

**Plus de 100 000 personnes** - Les syndicats ont lancé une campagne commune de lutte contre l'extrême droite.

**Plus de 100 000 personnes** - Les syndicats ont lancé une campagne commune de lutte contre l'extrême droite.

### UNE ACTION QUI PROLONGE L'APPEL DE 2011

Le 17 mars 2011, la CGT, la CFDT, FSU, Solidaires et l'Unsa lançaient un appel commun : « La préférence nationale n'est pas compatible avec le syndicalisme ».





PATRICK PIERRON, SECRÉTAIRE NATIONAL DE LA CFDT, CHARGÉ DE L'EMPLOI, DE LA POLITIQUE INDUSTRIELLE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

## Il faut redonner une perspective à ce pays

Pour comprendre cette crise sociale et savoir y répondre, il faut d'abord ne pas se tromper de diagnostic. Pour moi, la première raison résulte du fait que, depuis des années, les crises économiques ne cessent de se succéder : crise financière, crise de la dette et maintenant crise de l'économie réelle, avec ses conséquences sur l'emploi. Or, quand une crise dure aussi longtemps, s'imisce dans l'esprit des gens l'idée qu'on ne verra jamais le bout du tunnel. Et la désespérance s'installe. Nous sommes donc dans une crise liée à l'absence de perspective d'avenir.

Cette absence de perspective a été renforcée par la stratégie du gouvernement, qui a du mal à expliquer ce qu'il fait. En matière fiscale en particulier, il a agi au coup par coup. Il a fait des annonces, est revenu en arrière, a créé des taxes, puis a donné des compensations et a paru céder à certaines pressions. Du coup, personne ne comprend et tout le monde est mécontent. J'espère que la réforme fiscale annoncée par Matignon redonnera du sens à tout ça. En attendant, cette situation est propice à la coagulation d'une série de mécontentements hétérogènes.

La grogne patronale s'est nourrie de cette exaspération fiscale. En 2011,

dans le cadre du dialogue économique, syndicats et patronat s'étaient mis d'accord pour constater que c'est parce qu'on n'a pas assez investi dans des produits de haute qualité que nous nous retrouvons mis en concurrence avec des pays qui ont un coût du travail plus bas que le nôtre. Or, depuis le changement à la tête du Medef, le patronat se focalise à nouveau uniquement sur le coût du travail. Je crois que cela a contribué à créer un ressentiment qui a envahi l'ensemble du monde patronal.

En Bretagne, l'écotaxe a servi de prétexte. Car la crise bretonne, c'est d'abord la crise d'un certain modèle agroalimentaire. Mais les employeurs en difficulté ont accusé l'écotaxe, pourtant destinée à dégager des moyens pour investir dans un développement plus durable. À ce jour, certains employeurs se sont mêlés des considérations régionalistes, avec la revendication d'un traitement différencié pour la Bretagne.

Les syndicats n'ont pas couru après les « bonnets rouges », mis à part Force ouvrière, qui s'en est désolidarisée depuis. Ils ont considéré qu'il était de leur responsabilité de dire que le vrai enjeu en Bretagne, c'est justement de trouver un autre modèle pour la création d'emplois. La CFDT a toujours fait le choix non pas

de la protestation stérile, mais de l'engagement comme dans les entreprises en difficulté où elle est présente (Alcatel, Fagor, La Redoute, Gad...), y compris en faisant des compromis dans des négociations, pour trouver des solutions pour préserver l'emploi. Tous les syndicats n'ont pas fait ce choix. Notre responsabilité à nous, c'est de montrer aux salariés comment l'action collective peut leur donner une plus grande capacité d'agir sur leur destin.

Pour réagir, il faut donc redonner une perspective à ce pays en fixant une priorité claire, à savoir l'emploi. Il faut fixer un cap, en décrivant la situation où l'on est et celle à laquelle on veut parvenir à un horizon précis, et définir les réformes qui permettront d'y arriver. C'est la responsabilité du gouvernement de faire ces choix et de les expliquer. Et c'est celle des partenaires sociaux de s'engager loyalement dans le dialogue social pour peser sur ces choix. C'est à ce prix que l'on redonnera du sens à l'action publique. ■

*par Patrick Pierron, Secrétaire National De La Cfdt, En Charge De L'emploi, De La Politique Industrielle Et Du Développement Durable*



## On a retrouvé la trace de Bernard Thibault



L'ancien numéro 1 de la CGT, qui avait eu quelques difficultés à piloter sa succession à la tête de la centrale, semble avoir enfin digéré l'épisode. Après avoir satisfait sa passion pour la moto à l'occasion de grands raids, il finalise sa reconversion. Elle tournera autour de deux axes, toujours très liés au syndicalisme. Au niveau international, il va devenir délégué français auprès de l'Organisation internationale du travail à Genève. Dans l'Hexagone, il reprendra un poste proche de ses aspirations, celui de directeur de l'Université du travail. Une institution contrôlée par la CGT qui est actuellement en sommeil et qu'il entend bien réhabiliter. Au programme, des stages longs pour les futurs cadres dirigeants et une refonte du corpus théorique, à la lumière des évolutions économiques et sociales récentes. ■



## Cette ville où la droite n'existe pas

**L**a politique se lit aussi dans la démographie. Le cas de Montreuil est ici exemplaire. On pénètre dans cette ville de l'est de Paris en longeant le siège impressionnant de la CGT. La centrale ouvrière s'y est établie quand les communistes régnaient encore sur nos banlieues. A Montreuil, la municipalité était communiste depuis les années de Front populaire ; elle y avait son université ouvrière, et le PCF y aura conservé le pouvoir, sans partage, jusqu'en 2008. Il tenait tout, les services sociaux, les 2 500 employés municipaux, les dispensaires, les offices HLM. Il était une sorte de Croix-Rouge à lui tout seul.

C'était alors une ville d'ouvriers et de petits commerçants et artisans. Le Parti leur assurait la stabilité. Les catholiques entretenaient leurs cinq paroisses et la droite n'existait pas. En cinquante ans, la population de la ville a peu varié en nombre : elle comptait 92 000 habitants en 1962, 102 000 aujourd'hui. Mais ce sont les habitants qui ont changé.



Des usines et des ateliers ont fermé. Les classes les plus populaires ont fondu. Attirés par les services sociaux et les logements, des colonies de Maliens ont peu à peu pris la place des ouvriers ; arrivés avec leurs traditions de solidarité, leurs marabouts et leurs imams, ils représentent plus de 10 % de la population et disposent de onze lieux de culte musulman. Les structures anciennes du PCF n'ont pas résisté. Pendant ce temps a eu lieu un autre déplacement, celui des « bobos » parisiens, intellectuels et artistes, séduits par le prix des maisons dans une ville fleurie qui fut celle de Méliès, de Pathé et des frères Lumière. Ce mouvement d'« em-

bourgeoisement » a lui aussi joué contre les communistes, coincés entre le haut Montreuil des barres HLM à population de couleur et le bas Montreuil des quartiers « bohème ».

Ce double mouvement a permis à Dominique Voynet, l'ancienne égérie des Verts, d'être élue contre le communiste Jean-Pierre Brard en 2008. Mais la voici à son tour prise sous les tirs croisés de toutes les gauches, dénonçant clientélisme et corruption avant de renoncer. Les candidats à sa succession se déchirent, cependant que le jeune député PS Razzy Hammadi se prépare à empocher la mise. C'est ainsi que l'on passe du PCF au PS via les Verts ; c'est aussi pourquoi les socialistes tiennent tant au droit de vote des étrangers aux élections locales...

**FRANÇOIS D'ORCIVAL ■**

*par François D'orcival*

REGARDS  
FRANCE

FRANÇOIS D'ORCIVAL



Cette ville où la droite n'existe pas

La politique se lit aussi dans la démographie. Le cas de Montreuil est ici exemplaire. On pénètre dans cette ville de l'est de Paris en longeant le siège impressionnant de la CGT. La centrale ouvrière s'y est établie quand les communistes régnaient encore sur nos banlieues. A Montreuil, la municipalité était communiste depuis les années de Front populaire : elle y avait son université ouvrière, et le PCF y aura conservé le pouvoir, sans partage, jusqu'en 2008. Il tenait tout, les services sociaux, les 2 500 employés municipaux, les dispensaires, les offices HLM. Il était une sorte de Crèche Rouge à lui tout seul. C'était alors une ville d'ouvriers et de petits commerçants et artisans. Le Parti leur assurait la stabilité. Les catholiques entretenaient leurs cinq paroisses et la droite n'existait pas. En cinquante ans, la population de la ville a peu varié en nombre : elle comptait 92 000 habitants en 1962, 102 000 aujourd'hui. Mais ce sont les habitants qui ont changé.

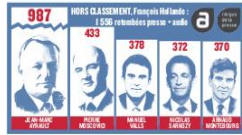
“ C'est ainsi qu'à Montreuil, on passe du PCF au PS via les Verts ”

Des usines et des ateliers ont fermé. Les classes les plus populaires ont fondu. Attirés par les services sociaux et les logements, des colonies de Mafiens ont peu à peu pris la place des ouvriers : arrivés avec leurs traditions de solidarité, leurs manibouts et leurs inams, ils représentent plus de 10 % de la population et disposent de onze lieux de culte musulman. Les structures anciennes du PCF l'ont pas résisté. Pendant ce temps a eu lieu un autre déplacement, celui des « bobos » : parkiens, intellectuels et artistes, séduits par le prix des maisons dans une ville fleurie qui fut celle de Méliès, de Pathé et des frères Lumière. Ce mouvement d'embourgeoisement a lui aussi joué contre les communistes, coincés entre le haut Montreuil des barres HLM à population de couleur et le bas Montreuil des quartiers « bobème ». Ce double mouvement a permis à Dominique Voynet, l'ancienne agitée des Verts, d'être élue contre le communiste Jean-Pierre Brard en 2008. Mais là vicià son tour prise sous les tirs croisés de toutes les gauches, dénonçant clientélisme et corruption avant de renoncer. Les candidats à sa succession se déchient, cependant que le jeune député PS Razzy Hammadi se prépare à empêcher la mise. C'est ainsi que l'on passe du PCF au PS via les Verts : c'est aussi pour quoi les socialistes tiennent tant au droit de vote des étrangers aux élections locales...



Jean-Luc Mélenchon adepte de la gonflette

La révolution fiscale de Jean-Luc Mélenchon n'a pas eu le succès escompté. Il a eu beau gonfler les chiffres, annoncer 100 000 personnes dans les rues de Paris. La Préfecture n'en dénombreait que 7000 quand les Bonnets rouges réunissaient la veille à Carhaix (Finistère) 40 000 à a nif est ants pasuelin. Le leader du Front de gauche pensait pouvoir se remettre en selle dimanche en prenant la tête d'une fronde contre la hausse de la TVA. Las, son rassemblement n'a pas eu le succès escompté. Interviewé quelques minutes avant le départ de sa manifestation par TF1, le leader du Front de gauche semblait entouré d'une foule compacte et nombreuse. Le cliché aérien dévoile au contraire une mise en scène.



**BUZZ POLITIQUE**  
**L'opposition atone**  
Alors même que la situation économique du pays ne s'améliore guère et que le programme de la société ne fait pas, aucun leader de l'opposition ne trouve sa place dans notre top. L'acceptation faite de Nicolas Sarkozy, qui se maintient semaine après semaine dans notre classement, l'indolence occupe seul le devant de la scène médiatique face à une opposition atone.

Retrouvez Carl Meuss dans « Le Débat », présenté par Catherine Parlier, tous les mardis à 8h45, tous les vendredis du Parisien. Appuyez-vous sur France en Marche. Les Mémoires de France Info.

30 • LE FIGARO MAGAZINE • 6 DÉCEMBRE 2013

**BAUME & MERCIER**  
MAISON D'HORLOGERIE GENEVE 1830

**CLIFTON**

www.baume-et-mercier.com

Harrison PARIS - Wempe PARIS - Printemps Haussmann PARIS - Raynal AIX-EN-PROVENCE  
Maier Horloger LYON - Dero TOULOUSE - Quintana NARBONNE - Lepage LILLE - Landreau NANTES  
Catalogue disponible sur demande au 01 58 18 14 39



---

---

# EUROPE ET INTERNATIONAL

---

---

## EMPLOI : TRAVAILLEURS DÉTACHÉS : VILNIUS REMET SON COMPROMIS SUR LA TABLE

La présidence lituanienne demeure intransigeante sur le principe (qu'elle souhaite volontaire) de la responsabilité conjointe et solidaire dans la chaîne de sous-traitance pour les travailleurs détachés. Lors du Conseil Emploi et Affaires sociales (EPSCO) du 9 décembre, Vilnius remettra en effet sur la table son ancienne proposition de compromis, présentée une première fois au Conseil EPSCO du 15 octobre et ensuite au Comité des représentants permanents le 29 novembre, sans toutefois aboutir à une issue favorable.

La Commission a proposé en mars 2012 une directive d'exécution censée améliorer la façon dont celle de 1996 sur le détachement de travailleurs (96/71/CE) est appliquée, mais sans en modifier les dispositions. L'objectif est d'éviter qu'une main-d'œuvre bon marché ne vienne concurrencer chez eux, d'autres salariés européens.

Deux dispositions posent problème aux États membres : la liste des exigences administratives et des mesures de contrôles que peuvent imposer

les États membres (article 9) et la responsabilité conjointe et solidaire dans la chaîne de sous-traitance (article 12). Sur la première, la Commission et les pays d'Europe de l'Est soutiennent l'idée d'une liste fermée de mesures de contrôle, tandis que les « anciens » États membres préfèrent une liste ouverte leur laissant une certaine marge de manœuvre. Sur la seconde, plusieurs États membres tels que la France, l'Allemagne, la Belgique et le Luxembourg estiment qu'un sous-traitant direct devrait être tenu responsable pour le non-versement du salaire à un travailleur détaché. D'autres, parmi lesquels le Royaume-Uni, refusent d'en entendre parler.

La proposition de compromis de la présidence lituanienne est axée sur une liste indicative (mais non exhaustive) de mesures de contrôle ainsi que sur l'application volontaire du principe de responsabilité conjointe et solidaire dans la chaîne de sous-traitance. A l'époque, cette proposition avait été rejetée par une minorité de blocage en faveur d'une responsabilité obligatoire plutôt que vo-

lontaire. La présidence lituanienne a donc fait le choix de rejeter le compromis alternatif présenté par la France et soutenu par la Belgique, l'Allemagne, le Luxembourg, l'Italie, la Bulgarie, les Pays-Bas, la Roumanie, la Slovaquie, l'Espagne, le Danemark, la Finlande, la Suède et Chypre. Ce groupe de pays, qui représente 199 voix (sur les 260 nécessaires pour obtenir une majorité qualifiée) demandait que la responsabilité conjointe soit obligatoire pour le secteur de la construction dans deux cas au moins : lorsque le service fourni dépasse 3.000 euros ou lorsque la rémunération impayée dépasse un montant maximum de 750 euros. Ce secteur représente un quart du détachement au niveau européen.

Si les États membres campent sur leur position le 9 décembre comme ce fut le cas lors du dernier Conseil EPSCO, ce dossier pourrait bien rester dans l'impasse jusqu'aux prochaines élections européennes. ■

*Par Sophie Petitjean*



## Pour la première fois, un promoteur jugé responsable de ses sous-traitants

La cour d'appel de Chambéry a condamné Promogim pour « complicité de travail illégal »

La décision de la cour d'appel de Chambéry devrait faire jurisprudence. Désormais, les promoteurs et maîtres d'ouvrage pourront être condamnés si un de leurs sous-traitants emploie de manière illégale des travailleurs détachés, ces ouvriers européens qui viennent travailler en France pour des salaires souvent très bas.

Ce jugement a été rendu public, mercredi 4 décembre, à moins d'une semaine d'un sommet européen des ministres des affaires sociales, le 9 décembre, qui doit réformer la directive européenne sur les travailleurs détachés pour en limiter les abus.

Cette directive autorise des Européens à travailler partout au sein de l'Union à condition de respecter les règles du pays d'accueil (salaires, conditions de travail...). Les cotisations sociales restent en revanche celle du pays d'origine. Et en cas de sous-traitance, le donneur d'ordre doit s'assurer que le code du travail est respecté.

Selon le ministère du travail, ils seraient 210 000 en France soit 23 % de plus qu'il y a un an. Le bâtiment, qui concentre 42 % des jours travaillés, en est friand.

Un jugement du 7 novembre condamne la société Promogim à 210 000 euros d'amende pour « complicité

*de travail illégal* » sur un chantier de 43 logements à Pringy (Haute-Savoie) dont un tiers de logements sociaux, confié à l'une de ses filiales la SCI Rhône.

En 2007, cette société immobilière avait confié les travaux de maçonnerie à la société française Pala dirigée par un turc, pour un prix de 25 % à 30 % inférieur aux offres concurrentes. Pala, elle, fait appel à Manuallis, une société polonaise de prêt de main-d'œuvre qui lui fournit une vingtaine d'ouvriers.

Suite à un accident sur le chantier, en 2008, l'inspection du travail constate que les conditions d'hygiène et de sécurité ne sont pas respectées. Pas plus que les horaires légaux de travail ou le paiement des heures supplémentaires. Enfin, il apparaît que le contrat de sous-traitance de Pala à la société polonaise était fictif : Manuallis n'apportait aucun savoir-faire particulier. S'en suit un délit de " *prêt illicite de main-d'œuvre* ".

Du coup, l'inspection du travail et l'Urssaf saisissent la justice, et la Fédération du bâtiment de Haute-Savoie se porte partie civile. Le promoteur a été condamné, en appel, en application de la loi de 2011 qui considère les maîtres d'ouvrage comme coresponsables des chantiers de leurs sous-traitants. Une première.

*« C'est un symbole très fort. Désormais, un maître d'ouvrage qu'il soit privé ou public ne pourra plus dire je ne savais pas »* apprécie Renaud Collard de Soucy, président de la Fédération du bâtiment de Haute-Savoie. *« Jusqu'alors, on entendait : ce n'est pas mon problème, ce n'est pas moi qui aie commis l'infraction, c'est le sous-traitant qui a franchi la ligne jaune. »* Alors que, juge-t-il, il est aisé de savoir si un sous-traitant respecte ou non les règles d'hygiène et de sécurité. *« Il n'est certes pas évident de savoir si les heures supplémentaires sont payées ; en revanche, si vous voyez des matelas sur un chantier, entreposés dans un coin ou entassés dans un local poubelle, vous ne pouvez pas fermer les yeux et dire je ne savais pas ».* Thierry Terbins, secrétaire général de cette fédération enfonce le clou *« Quand un maître d'ouvrage achète une prestation à un prix anormalement bas, il est tenu de se poser des questions. On n'achète pas une Mercedes au prix d'une Fiat. »*

Tonalité différente du côté du promoteur. *« Nous prenons acte du jugement mais nous ne l'avons malheureusement pas encore reçu »*, s'étonne Christian Rolloy, PDG du groupe Promogim. A l'époque, se souvient-il, le fait de ne pas avoir pris d'entreprise locale avait été mal perçu dans la région. Il s'en est suivi une succession de descentes de l'inspection du travail sur le chantier et deux ou trois ouvriers ont été trouvés en situation irrégulière. *« Nous avons traité avec une entreprise turque que nous connaissions et qui était en conformité*





## Europe sociale et salariés « détachés »

**B**ruelles tremble. Manuel Barroso n'a qu'à bien se tenir. Le gouvernement français monte à l'assaut. Dans son viseur, une directive européenne de 1996 qui permet le détachement de salariés en Europe ; leurs salaires sont ceux du pays où ils travaillent, mais leurs cotisations sociales demeurent celles du pays d'où ils viennent ; pas la directive Bolkestein, qui fut la vedette du référendum de 2005, mais sa petite sœur.

Bruxelles est formidable : alors que les délocalisations industrielles commencent à peine à se calmer, sous l'effet des hausses de salaires dans les pays émergents, nos commissaires européens ont inventé la délocalisation interne. Délocalisation à la maison. Ce ne sont plus les usines qui vont aux travailleurs pauvres, mais les travailleurs pauvres qui vont à l'emploi. Des centaines de milliers de Roumains, Bulgares, Polonais sont désormais employés dans l'agroalimentaire allemand ou le bâtiment français. Les patrons qui ne mangent pas de ce pain-là sont lami-

nés par la concurrence ; ceux qui en croquent accroissent encore le chômage national. On nous explique doctement que la directive n'est pas mauvaise, mais qu'il y a eu des dérives, des abus. Qu'elle avait pour intention initiale de protéger les travailleurs français qui partaient pour l'étranger et souhaitaient conserver leur protection sociale made in France. D'ailleurs, le gouvernement Ayrault ne réclame pas l'abolition de cette directive, mais la correction de ses abus.



On se moque de nous. On nous amuse. Les élections européennes approchent. On promet un gros score au Front national. Alors, on nous rejoue l'air de l'Europe sociale. Un refrain inlassablement entonné depuis vingt, voire trente ans. Le premier,

Jacques Delors, l'a seriné en présentant son marché unique. Après la fédération d'Etats-nations, l'Europe sociale : Delors est le roi des oxy-mores.

Son marché unique, adopté dans les années 80, reposait sur les principes libéraux de l'abolition des frontières, internes et externes à l'Union, et de la concurrence pure et parfaite. Quand les ex-démocraties populaires entrèrent dans l'Union, les commissaires bruxellois estimèrent que les mêmes principes libéraux favoriseraient le rattrapage de ces économies. Il n'y a pas plus de dérive de la directive que de déficit démocratique : tout est voulu, pensé, conçu. Quel qu'en soit le prix social. De toutes les manières, le gouvernement français n'a pas la majorité pour vaincre la coalition de la Grande-Bretagne et des pays de l'Est, qui refuse qu'on touche à cette directive. Tout le reste est rideau de fumée.

**ERIC ZEMMOUR ■**

*par Eric Zemmour*



Les insolences d'Eric  
**ZEMMOUR**

**B** Europe sociale et salariés "détachés"

Bruxelles tremble. Manuel Barroso n'a qu'à bien se tenir. Le gouvernement français monte à l'assaut. Dans son viseur, une directive européenne de 1996 qui permet le détachement de salariés en Europe ; leurs salaires sont ceux du pays où ils travaillent, mais leurs cotisations sociales demeurent celles du pays d'où ils viennent ; pas la directive Bolstein, qui fut la vedette du référendum de 2005, mais sa petite sœur. Bruxelles est formidable : alors que les délocalisations industrielles commencent à peine à se calmer, sous l'effet des hausses de salaires dans les pays émergents, nos commissaires européens ont inventé la délocalisation interne. Délocalisation à la maison. Ce ne sont plus les usines qui vont aux travailleurs pauvres, mais les travailleurs pauvres qui vont à l'emploi. Des centaines de milliers de Roumains, Bulgares, Polonais sont désormais employés dans l'agriculture allemande ou le bâtiment français. Les patrons qui ne mangent pas de ce pain-là sont laminés par la concurrence ; ceux qui en croquent accroissent encore le chômage national. On nous explique docilement que la directive n'est pas mauvaise, mais qu'il y a eu des dérives, des abus. Qu'elle avait pour intention initiale de protéger les travailleurs français qui partaient pour l'étranger et souhaitaient conserver leur protection sociale made in France. D'ailleurs, le gouvernement Ayraud ne réclame pas l'abolition de cette directive, mais la correction de ses abus. On se moque de nous. On nous amuse. Les élections européennes approchent. On promet un gros score au Front national. Alors, on nous rejoue l'air de l'Europe sociale. Un refrain infatigablement entonné depuis vingt, voire trente ans. Le premier, Jacques Delors, l'a seriné en présentant son marché unique. Après la fédération d'Etats-nations. l'Europe sociale - Delors est le roi des oxymores. Son marché unique, adopté dans les années 80, reposait sur les principes libéraux de l'abolition des frontières, internes et externes à l'Union, et de la concurrence pure et parfaite. Quand les ex-démocrates populistes entrèrent dans l'Union, les commissaires bruxellois estimèrent que les mêmes principes libéraux favorisaient le rattrapage de ces économies. Il n'y a pas plus de dérive de la directive que de déficit démocratique : tout est voulu, pensé, conçu. Quel qu'en soit le prix social. De toutes les manières, le gouvernement français n'a pas la majorité pour vaincre la coalition de la Grande-Bretagne et des pays de l'Est, qui refuse qu'on touche à cette directive. Tout le reste est rideau de fumée.

“  
Tout est  
voulu, pensé,  
conçu. Quel  
qu'en soit le  
prix social  
”

24 • LE FIGARO MAGAZINE • 6 DÉCEMBRE 2013

**RACING IN STYLE.  
MILLE MIGLIA\***

MILLE MIGLIA  
GRAN TURISMO XL

*Chopard*

MILLE MIGLIA CHEVROLET  
PARIS - Place Vendôme - Printemps de Lausanne  
Galeries Lafayette - 72 Faubourg Saint Honoré  
GENÈVE - LYON - NARBONNE - MONTE CARLO

\*L'ÉDITION 2013 Mille Miglia



## Ayrault veut rééquilibrer la relation avec Pékin

Le Premier ministre veut élargir les partenariats économiques et faire jouer un rôle accru aux PME.

**J**oli cadeau de bienvenue : en descendant de son avion qui venait d'atterrir à Pékin, Jean-Marc Ayrault a appris que Renault, après de longues tergiversations chinoises, venait enfin d'obtenir l'aval de Pékin pour s'implanter industriellement sur le sol chinois (lire page 18). De quoi placer sous de bons auspices une visite dont le Premier ministre a affirmé qu'elle devait viser à un « rééquilibrage par le haut » de la relation économique bilatérale, marquée par un très net déficit commercial côté français.

Le Premier ministre a détaillé son plan d'attaque, à l'occasion du déjeuner de clôture du Comité France Chine - un groupe de chefs d'entreprise français qui se rendent annuellement dans le pays pour accéder collectivement aux « pointures » du régime et prendre le pouls du pays. Son but : élargir les domaines de partenariats entre les deux pays en surfant sur la dynamique nouvelle qui se profile en Chine - une croissance plus écologique, et une consommation des ménages plus forte. Et de pointer l'excellence fran-

çaise dans les domaines de la ville durable, de l'agroalimentaire, de la santé et du numérique. Dans tous ces secteurs, il a d'ailleurs exhorté les grands groupes à jouer collectif avec les PME. Devant un regroupement de sociétés françaises de taille moyenne, il a affirmé avoir « la conviction que le rééquilibrage de la relation économique se fera par les PME ». Certains rétorquent qu'il faudrait pour cela que l'Etat impulse des structures de financement capables de mieux répondre à leurs problématiques.

Au cours d'un discours pendant lequel il s'est longuement appesanti sur les mesures prises par son gouvernement pour dynamiser l'économie française, le Premier ministre a surtout fait le nécessaire pour rendre son pays attractif. « Nous sommes lucides sur ce qu'impose la compétition internationale », a-t-il d'ailleurs affirmé devant des hommes d'affaires chinois parfois dubitatifs devant la trajectoire hexagonale. Et d'évoquer la nécessité d'ajustement du modèle économique et social français. Une façon de convaincre

qu'investir en France peut être payant.

### Attirer les investissements

Car c'est devenu une constante lors des déplacements de représentants du gouvernement français en Chine. A chaque fois, il y est question d'attirer les investissements chinois sur le sol hexagonal. De façon très symptomatique, même Arnaud Montebourg, le ministre du Redressement productif, a fait le déplacement aux côtés de Jean-Marc Ayrault. Dans un pays souvent associé aux délocalisations, que vient-il faire? « Les salaires augmentent et la protection sociale également », rétorque aux « Echos » le ministre du Redressement productif, qui semble ainsi louer la trajectoire de la Chine moderne, tout en évoquant des possibilités de relocalisation. Le discours antidumping social est passé de mode. ■

*par G. G. (à Pékin)*

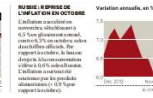
06 //

WebSite et samedi 7 décembre 2013 Les Echos

Les Echos Vendredi 6 décembre 2013

MONDE // 07

MONDE en chiffres



Les entreprises tirent la croissance américaine à un niveau inespéré

La croissance défie les prévisions, à 3,6 % au troisième trimestre, grâce à la reconstitution des stocks des entreprises.

Les révisions de croissance... Les États-Unis... La croissance américaine a été tirée par la reconstitution des stocks des entreprises...

Londres entrevoit l'équilibre budgétaire et repousse la retraite à 68 ans

Le Royaume-Uni... Le gouvernement britannique a annoncé des mesures budgétaires et de réforme de la retraite...

La BCE s'étend à une longue période de basse inflation

Les chiffres... La Banque Centrale Européenne a constaté une période prolongée de basse inflation...

EDF veut creuser le sillon du partenariat avec les acteurs chinois du nucléaire

Fort de ses partenariats avec les spécialistes chinois du nucléaire, EDF veut continuer à approfondir ses alliances.

Henri Proglio, PDG de l'électrification française, promet l'idée d'un réacteur franco-chinois de 1000 mégawatts.



Henri Proglio, PDG de l'électrification française, promet l'idée d'un réacteur franco-chinois de 1000 mégawatts.

Chiffres clés... Le partenariat entre EDF et les entreprises chinoises se renforce...

NOUS NON PLUS, AU DÉBUT, NOUS N'Y AVONS PAS CRU! Airyaut veut rééquilibrer la relation avec Pékin

HAVAS MEDIA PREMIÈRE AGENCE AUX PRIX DE L'EFFICACITÉ PUBLICITAIRE 2013

DDOG. Les chiffres... Performance de DDOG...



## Michelin surlaroute desindes

La construction de l'usine géante de Michelin à Chennai, au sud du pays, mobilise plusieurs centaines de personnes depuis cinq ans. Une opération colossale à 500 millions d'euros destinée à conquérir un marché clé pour le fabricant de pneus.



Avec son bâtiment principal long d'un kilomètre, l'usine de Chennai (ici en août dernier) se déploie sur un site de 117 hectares.

Avec ses petites maisons nichées sous les palmiers, ses champs secs et ses maigres troupeaux, ses bosquets et ses étendues de buissons épineux, Thervoy est caractéristique du paysage rural du Tamil Nadu, au sud-est de l'Inde. Ce gros village a beau être proche de Chennai (ex-Madras), la capitale de l'Etat, rien ne le distingue de la campagne environnante. L'impression change brutalement, lorsqu'au fil de la route apparaît un immense bâtiment : pas moins d'un kilomètre de long, jusqu'à 36 mètres de haut en certains points... Avec tout autour des locaux administratifs, des équipements énergétiques et de traitement de l'eau, de vastes parkings, etc. Accrochés aux clôtures, des panneaux ornés d'un bibendum souriant affichent des slogans du style « Notre première priorité c'est votre sécurité », ou encore « L'ignorance coûte plus cher que l'éducation ». Bibendum et morale, pas de doute : nous sommes chez Michelin. C'est ici que le fabricant français de pneumatiques ouvre sa première usine indienne. Les bâtiments sont terminés, les machines sont installées, 1 100 salariés s'activent. Depuis l'été, des pneus – pour poids lourds uniquement – sont fabriqués

en phase de test. La production commerciale devrait commencer à la fin de l'année.

En 2008, le groupe de Clermont-Ferrand décide de s'installer en Inde. Après avoir envisagé un partenariat, l'entreprise a finalement opté pour un site 100% Michelin. « Le bon choix », affirme son président, Jean-Dominique Senard (voir l'interview p.65). L'opération représente in fine un investissement d'environ 500 millions d'euros et entraînera le recrutement de 1 500 personnes d'ici à 2016. Elle comporte de multiples volets inattendus, depuis le nettoyage des canaux d'irrigation des champs environnants, jusqu'à l'ouverture d'une école française à Chennai, en passant par la distribution de fours au biogaz aux villageois.

Un projet de cette ampleur est le fruit d'une longue réflexion. « Il y a dix ans, l'Inde existait peu pour nous », raconte Serge Lafon, membre du comité exécutif et directeur de la ligne Produit poids lourd. Le groupe a commencé à vendre des pneus dans le pays dès 1999, puis a observé le développement du marché, tiré par la croissance économique au milieu des années 2000. Au vu des perspectives, poursuit le directeur, « l'idée d'une implantation est devenue une évidence » : Michelin table sur des ventes de pneus radiaux en Inde multipliées par douze entre 2008 et 2023. A cette date, estime-t-il, « ce sera le troisième marché du monde, aussi important que l'Europe ». Pour ga-

rantir l'offre, il est indispensable de produire sur place : « C'est plus efficace et moins cher que de transporter des pneus sur des milliers de kilomètres et cela permet d'être beaucoup plus réactif aux besoins du marché », détaille Serge Lafon. Surtout, comme l'affirme Jean-Dominique Senard, pas un pneu ne sera exporté de l'usine indienne, l'objectif n'étant pas de tirer parti du faible coût de la main-d'œuvre locale.

La décision prise, une lourde planification s'est mise en branle, impliquant plusieurs équipes : les hommes de marketing qui réfléchissent à la stratégie ; les techniciens qui déterminent le plan de l'usine et ses équipements ; les experts qui vont sur place installer et tester les machines ; les personnels travaillant en Inde. Au total, le projet a mobilisé plusieurs centaines de personnes pendant cinq ans.

UN INDUSTRIEL PRÉSENT PRESQUE PARTOUT DANS LE MONDE  
Sites de production (pneus, produits semi-finis et composants)  
SOURCE : ENTREPRENEUR



chennai, Un hUb aUtomobile

**8,7 millions d'habitants, c'est la taille de Chennai et sa banlieue.**  
source : recensement 2011

30% de l'industrie **automobile indienne est concentrée au Tamil Nadu**.

7 des 20 premiers constructeurs **automobiles mondiaux ont choisi Chennai (Ford, Hyundai, BMW, Daimler...)**. ce qui vaut à la ville le surnom de « **Detroit indien** ». source : deccan herald

80 entreprises **françaises sont installées dans la capitale du Tamil Nadu, sur les 750 implantations tricolores en Inde. Dont : Renault-Nissan, Saint-Gobain, Valeo, Alstom, Faurecia, Technip, Michelin...** source : conseilLers Du commerce eXtÉrieur

Le premier problème à régler a été celui de l'emplacement. Après avoir étudié des sites dans le Maharashtra (Etat de Mumbai) ou aux environs de Delhi, Michelin a retenu le Tamil Nadu. L'Etat offre plusieurs avantages : proximité d'un port, d'un aéroport international, tradition industrielle avec un « hub automobile », dont font partie Renault, Valeo et Faurecia... L'organisme public Sipcot a fourni un terrain de 117 hectares en location à long terme, de quoi permettre des développements ultérieurs.

Démarrée en 2011, la construction des bâtiments a duré deux ans. Un chantier qui a employé jusqu'à 4 000 personnes par jour en plusieurs équipes. « Nous nous sommes heurtés à une grosse difficulté : apprendre aux collaborateurs locaux à travailler en toute sécurité. Ils ont l'habitude de s'activer sans casque, pieds nus, sur des échafaudages en bambou. Pour imposer le casque, les chaussures de sécurité et les harnais, ce fut une lutte incessante », témoigne Nicolas Beaumont, le patron de la filiale indienne.

**travailler à la michelin**

Parcours original que celui de ce quinquagénaire qui a piloté le projet. Entré chez Michelin pour faire de la recherche à Clermont-Ferrand, Nicolas Beaumont a évolué vers des postes de plus en plus opérationnels : développement des pneus d'avions aux Etats-Unis, postes en usines, responsabilité de la chaîne d'approvisionnement des pneus pour engins miniers... Jusqu'à ce que le groupe lui propose le projet Chennai. Il y joue « un rôle de chef d'orchestre », ce qui convient tout à fait à ce passionné d'opéra.

Une fois les bâtiments édifiés, il a fallu y installer les machines. Pas de difficulté majeure sur ce plan, l'usine étant similaire aux autres installations construites par Michelin dans le monde, et notamment en Chine : contrairement à d'autres industriels occidentaux, le fabricant de pneumatiques ne réduit pas l'automatisation de son usine pour profiter du faible coût de la main-d'œuvre.

Nettement plus complexe a été le processus de recrutement du personnel. Certes, on trouve en Inde des candidats disposant d'une bonne formation de base, mais il reste « à leur apprendre à travailler "à la Michelin" », explique Nicolas Beaumont. Sur les 1 100 salariés actuels, le patron de l'usine en a envoyé 500 à l'étranger pour des formations allant de six à vingt-quatre mois. Par exemple, des chefs d'atelier indiens ont passé deux ans à Clermont-Ferrand.



Nicolas Beaumont, PDG de Michelin India, en compagnie de ses collaborateurs de l'usine de Chennai.

Préalables indispensables à ces formations, d'importants programmes linguistiques ont été mis en place. Michelin est ainsi devenu le plus gros client de l'Alliance française de Chennai, lui assurant 15% de son chiffre d'affaires en 2012, indique Benoît Olivier, directeur de l'institution. En trois ans et demi, l'Alliance a donné près de 15 000 heures de cours de français à 643 étudiants Michelin, dont des formations lourdes pour les Indiens accueillis dans le Massif Central. Un comble : l'Alliance a même « monté des cours d'anglais pour Michelin parce que le groupe voulait un interlocuteur unique pour les langues », cours destinés tant aux expatriés qu'aux employés indiens majoritairement tamouls appelés à travailler dans une usine où l'anglais est la langue officielle. Petit à côté de ce partenariat : l'Alliance française dispose désormais d'un auditorium refait à neuf grâce au mécénat du groupe et baptisé Edouard Michelin.

Autres délicats problèmes de personnel à gérer : ceux des expatriés, nombreux pendant la construction et le rodage de l'usine. Les 85 « expats » actuels ne devraient plus être qu'une douzaine d'ici quatre ans, afin de fournir un maximum d'opportunités de carrière au personnel indien. Mais il faut bien s'occuper de leur vie personnelle, depuis la nourriture jusqu'à l'éducation des enfants. Alors que la cantine de l'usine est strictement végétarienne, conformément aux usages de l'Inde du Sud, une petite base de vie, offrant des logements dans l'usine aux techniciens de passage, comporte un restaurant qui propose de la viande. Ayant décidé que, pour raisons de sécurité, ni les expatriés ni leur entourage ne seraient autorisés à conduire, le groupe fournit deux voitures et deux chauffeurs à chaque famille...

## Les 85 expatriés actuels ne seront plus qu'une douzaine d'ici quatre ans pour laisser des opportunités de carrière au personnel indien.

Enfin, en l'absence d'école française à Chennai, Michelin en a ouvert une en partenariat avec un établissement anglophone. L'École franco-indienne Sishya emploie huit enseignants français et accueille 48 élèves issus des familles de salariés Michelin et d'autres groupes français. A ces pré-occupations internes à l'entreprise s'ajoutent des difficultés liées à l'environnement extérieur. Dans un pays où les administrations sont aussi pléthoriques qu'interventionnistes, cultiver les réseaux est indispensable. « Je consacre 20% de mon temps à discuter avec l'agence gouvernementale Sipcot, avec le ministère de l'Industrie du Tamil Nadu, avec l'entreprise qui distribue l'électricité, etc. », confie Nicolas Beaumont, qui dispose de deux collaborateurs à plein temps pour assurer le suivi des démarches et autorisations.

Tout ce qui touche aux infrastructures est crucial. La fourniture d'électricité est chroniquement insuffisante dans l'Etat. Mais Michelin a obtenu un statut privilégié : celui de projet ultraprioritaire, accordé aux très grosses usines, qui garantit un approvisionnement sans coupures. La gestion de l'eau – denrée rare au Tamil Nadu – est également complexe : la réglementation interdisant à l'usine de rejeter les eaux usées, une grosse installation de recyclage a été construite. Quant à l'installation de récupération d'eau de pluie, elle n'assure que l'équivalent de trois mois de consommation dans l'année. Le reste de l'approvisionnement sera assuré par un réservoir un peu éloigné, quand les canalisations auront été posées. Dans l'immédiat, l'usine fait venir 70 camions citerne par jour.

Enfin, la route menant au site n'est toujours pas terminée, l'administration se heurtant à des problèmes d'achats de terrains.



La première Journée de sensibilisation au handicap a été organisée par Michelin India et la Fondation Ability, dans le village de Soolaimeni au sud de l'usine. Ce programme fait partie de la politique de responsabilité sociale de l'entreprise.

Reste le plus délicat : les relations avec les populations locales. Le projet a suscité des réactions hostiles à Theruvoy, le village voisin du site qui compte environ 5 500 habitants. Même s'ils n'étaient pas propriétaires des terres (elles appartiennent au gouvernement du Tamil Nadu), les paysans les utilisaient pour y faire paître leurs troupeaux, y effectuer des cueillettes, etc. D'où une perte de revenus liée à la construction de l'usine. Sans compter le bouleversement de la vie quotidienne des habitants provoqué par une installation aussi importante. Des manifestations ont eu lieu en 2010 et 2011 et les ONG représentant les villageois ont lancé des recours en justice. Les divers tribunaux ont confirmé le bien-fondé du projet industriel, mais ont demandé à Sipcot d'octroyer des compensations à la population sous forme, entre autres, de terres pour le pâturage. « Nous nous sommes occupés des personnes lésées, nous avons donné des terres », affirme aujourd'hui Swaran Singh, directeur de Sipcot, tout en évoquant le financement des opposants au projet par des concurrents de Michelin.

Simultanément, le groupe français a déployé une politique de responsabi-

lité sociale de l'entreprise (RSE) pour se faire accepter par la communauté. « Il est naturel que l'arrivée d'un groupe comme le nôtre suscite des attentes et des craintes », explique Nicolas Beaumont. Forrad, une ONG spécialisée dans l'action en milieu rural, a été chargée par Michelin d'étudier les besoins de la population et de monter une série de programmes : ouverture de centres médicaux, remise en état des canaux d'irrigation, distribution de fourneaux au biogaz, soutien scolaire. Les villageois sont aussi accueillis au centre de formation de l'usine, pour suivre des cours d'anglais ou de réparation de téléphones mobiles. « Nous n'avions jamais monté un programme d'une telle envergure », affirme Susan Abraham, directrice de Forrad.

## installé pour quarante ans

Ces efforts n'ont pas empêché les opposants de pousser leur offensive. Des ONG locales, mais aussi le CCFD-Terre solidaire et la CGT ont saisi en 2012 le Point de contact national (PCN) de l'OCDE à Paris, une instance chargée de vérifier si les multinationales respectent les droits de l'homme. Après un an d'enquête, l'organisme a tranché en faveur de Michelin, ce qui a amené les plaignants à retirer leur plainte. Cette affaire témoigne des « dysfonctionnements » du PCN, s'insurge Antonio Manganella, chargé du dossier au CCFD. Selon lui, l'institution a relevé toutes sortes de manquements de la part de Michelin à l'égard des populations locales, mais elle a été incapable de faire condamner l'entreprise.

Aujourd'hui, le climat autour de l'usine semble apaisé. « Il n'y a plus d'animosité », avance Nicolas Beaumont. Un sentiment partagé par Kevin Mansell, son homologue chez l'industriel belge Bekaert, qui

s'installe sur un terrain voisin. Antonio Mangarella admet volontiers que « la mobilisation a fait son temps », mais il y voit la conséquence de la déception des populations, après l'échec de leurs démarches légales. Susan Abraham, de Forrad, fait une analyse toute différente : « La RSE

fonctionne, Michelin est de mieux en mieux accepté », dit-elle, tout en ajoutant que « bâtir la confiance prendra des années ». De quoi occuper très longtemps Nicolas Beaumont et ses successeurs : le groupe a construit cette usine « pour quarante ans au moins », rappelle le président

de Michelin, qui réfléchit déjà à la possibilité d'utiliser le terrain disponible pour des développements futurs. ■

*par Reportage En Inde De Patrick De Jacquilot*





## L'OMC, voie sacrée pour les pays pauvres ?

La IXe conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui se tient jusqu'à aujourd'hui à Bali, doit relancer le « cycle de Doha ». Lancé en 2001, ce dernier devait placer le développement des pays pauvres au cœur de l'agenda mondial. Mais des divergences trop profondes entre pays développés, émergents et en développement ont compromis sa conclusion en 2005. Aujourd'hui, dans une ultime tentative de réanimation de ce cycle « comateux » de Doha, il s'agit, à Bali, de décrocher quelques accords partiels. Un objectif bien maigre au regard des enjeux et de l'évolution récente des négociations commerciales. Convaincue que la libéralisation du commerce est vectrice de développement, l'Union européenne et ses Etats membres sont favorables à sa conclusion. Les instances européennes placent le commerce au centre du dispositif de lutte contre la pauvreté dans le monde. En plaidant pour davantage d'insertion des pays pauvres dans le commerce mondial et en préconisant le renforcement de l'OMC pour traquer les éventuelles tendances protectionnistes, elles entendent ainsi instaurer un cercle vertueux entre commerce, compétitivité, croissance. Un postulat qui procède plus du dogme idéologique que d'une réalité avérée. La mondialisation de l'économie, dopée par la libéralisation des échanges, loin de bénéficier à l'ensemble des pays en développement (PED), a au contraire davantage marginalisé les pays moins avancés (PMA). La libéralisation des échanges hâtive entamée par beaucoup de PED à faible revenu dans les années 80-90 a, selon la Conférence des Nations unies sur

le commerce et le développement (Cnuced), mené à leur désindustrialisation prématurée et a intensifié leur dépendance et vulnérabilité aux fluctuations extérieures. A l'inverse, les pays qui ont réduit substantiellement leur niveau de pauvreté absolue sont ceux qui ont ouvert leurs économies modérément, graduellement, conformément au stade de développement de leurs capacités de production. Lier les problèmes des économies pauvres à leur manque d'intégration dans l'économie globale est donc une erreur que devraient méditer les Etats de l'UE à Bali, d'autant que trois autres bonnes raisons invitent à freiner cette course folle vers toujours plus de libéralisation.

D'abord, les questions commerciales préemptent le débat démocratique. Les droits de douane désormais au plus bas, le processus de libéralisation des échanges s'attaque désormais aux « obstacles techniques au commerce ». Comprennez les normes sociales, environnementales, de sécurité, de santé publique ou de protection de consommateurs. Sous un jargon commercial, se cachent donc des questions éminemment citoyennes qui exigeraient transparence et débat public. En érigeant l'OMC comme « modèle de développement », l'UE fait ainsi du respect des droits humains un objectif subsidiaire aux considérations commerciales. Ensuite, en agitant l'épouvantail du « protectionnisme », les pays industrialisés laissent entendre que de la libéralisation commerciale naît la prospérité. Or, privilégier un modèle de développement « taille unique » axé sur une stratégie d'exportation peut s'avérer pervers.

Au Cambodge, les effets collatéraux de l'initiative européenne « Tout sauf les armes », qui accorde aux pays les plus pauvres un accès libre au marché européen, en est un exemple éloquent. Les avantages commerciaux consentis par l'UE, en aiguisant l'appétit des entreprises sucrières, ont indirectement dopé l'accaparement des terres.

Enfin, les règles du commerce international doivent évoluer au regard de l'urgence climatique. Il faut promouvoir une économie de petites et moyennes entreprises, irriguant des marchés principalement locaux, régionaux et nationaux, moins génératrice d'émissions de gaz à effet de serre, plutôt qu'une économie dominée par des multinationales taillées pour un marché mondial. En opérant ce changement de paradigme, l'UE gagnerait en crédibilité dans la lutte contre le réchauffement climatique, mais bien plus encore dans la mise en œuvre de l'article 208 du traité de Lisbonne, qui fait de l'éradication de la pauvreté une de ses priorités.

Toutefois, la marginalisation de l'OMC en faveur d'arrangements bilatéraux, régionaux et plurilatéraux dans lesquels sont exigés des pays pauvres des concessions refusées dans les enceintes multilatérales - notamment en matière de propriété intellectuelle - ne constitue nullement une alternative. Si l'abandon de l'approche multilatérale des négociations commerciales est à proscrire, la réforme de l'OMC s'impose tout autant. L'enjeu étant de s'assurer que les accords commerciaux soient réellement équilibrés et conformes aux engagements internationaux pris par



## DIEU, LE DRH TOUT-PUISSANT DE L'AMÉRIQUE ?

Journaliste, chroniqueur à France Culture, Brice Couturier repère les grandes controverses qui agitent les think tanks du monde entier. Ce mois-ci : les croyances et le monde du travail.



BRICE COUTURIER

**Il n'y a pas qu'en France : partout, les religions semblent désormais créer des problèmes aux employeurs.** En région parisienne, l'affaire de la crèche Baby Loup vient de connaître un nouveau rebondissement, avec un arrêt de la cour d'appel de Paris, qui fait suite à une décision du conseil des prud'hommes, confirmée par la cour d'appel de Versailles, mais invalidée par la Cour de cassation... Un vrai feuilleton, autour d'une employée licenciée pour avoir porté le voile. Entre-temps, la crèche de Chanteloup-les-Vignes, ouverte 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, a fermé.

**« "In God We Trust" orne les billets, mais l'Etat fédéral se targue de ne pas s'immiscer dans les croyances. »**Sandhya Bathija, Center for American Progress

Aux Etats-Unis aussi, plusieurs affaires en cours illustrent la tension qui se manifeste entre employeurs et salariés à propos de religion. Ainsi, la Cour suprême doit se prononcer sur la plainte déposée contre les édiles de la ville de Greece (Etat de New York) par deux employées municipales. Elles se plaignent de ce que la réunion mensuelle du conseil muni-

cipal commence par une prière chrétienne. Elles se sentent de ce fait reléguées, l'une étant juive et l'autre athée. « Nous avons le sentiment d'être des citoyennes de seconde classe », disent-elles. Les autorités municipales plaident qu'il s'agit d'une prière « non sectaire », puisqu'elle ne fait référence à aucune Eglise en particulier. La justice ayant donné tort à la ville de Greece, celle-ci attaque la décision devant la plus haute instance judiciaire du pays.

Le think tank de gauche Center for American Progress analyse l'affaire en détail. Sandhya Bathija rappelle les deux décisions précédentes de la Cour suprême à propos des prières publiques ouvrant les sessions d'assemblées élues. Dans un arrêt de 1983, la Cour a donné raison au Parlement du Nebraska, au motif que c'était une tradition bien établie de cet Etat que d'ouvrir ses sessions par une prière. Mais dans une décision rendue en 1989, la Cour a interdit au même Etat d'installer une crèche de Noël dans un bâtiment public lui appartenant, au motif que cela témoignait de l'allégeance des autorités du Nebraska à une croyance particulière.

La doctrine juridique constante de la Cour suprême est la liberté de religion ; elle implique que l'Etat fédéral ne saurait privilégier une religion en particulier ni les religions en général quand c'est au détriment des non-croyants. L'Etat américain, même s'il proclame la croyance générale en Dieu, comme en témoignent ses

billets de banque, s'interdit toute imixtion dans les affaires religieuses. Les Etats-Unis se vantent d'avoir ainsi échappé aux guerres de religion européennes.

[bit.ly/Polemics-Bathija](http://bit.ly/Polemics-Bathija)

Détail amusant : comme le souligne Barry W. Lynn, lui-même pasteur protestant mais président d'une association favorable à la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la Cour suprême a entamé ses auditions sur cette affaire, après que son prévôt eut prononcé la prière en usage dans cette enceinte : « Dieu sauve les Etats-Unis, ainsi que cette honorable Cour » ... Et les sessions du Congrès, à Washington, ne s'ouvrent-elles pas, également, par une prière ? La différence entre l'affaire de la ville de Greece et les sessions du Congrès, poursuit ce pasteur de gauche, c'est que l'aumônier du Congrès prononce sa prière devant une Chambre à demi-vide et sans regarder l'assistance : chacun est libre de s'incliner ou de quitter la séance.

En outre, pour être acceptées par le droit américain, les prières prononcées devant des institutions publiques doivent éliminer toute allusion à un credo particulier. Il est loisible d'évoquer « le Créateur du monde », « le Tout-puissant », mais pas, par exemple, la divinité du Christ – en laquelle tout le monde n'est pas forcé de croire. A Greece, au contraire, où il s'agit, pour le conseil municipal, d'écouter les doléances et les réclamations des habitants, leur

infliger une prière chrétienne debout revient à intimider ceux qui ne se reconnaissent dans aucune église chrétienne.

[bit.ly/Polemics-Lynn](http://bit.ly/Polemics-Lynn)

« **La liberté religieuse est le nouveau front sur lequel s'empoi- gnent progressistes et conservateurs américains.** » Gabriel Arana, *The American Prospect*

Attention ! La liberté religieuse est le nouveau front sur lequel se déroule la « guerre culturelle » entre progressistes et conservateurs, analyse Gabriel Arana, dans *The American Prospect*. Les associations religieuses, qui ont de plus en plus de mal à justifier leur opposition aux lois interdisant la discrimination des homosexuels, essaient d'empêcher qu'elles soient appliquées dans les écoles et fondations qu'elles dirigent. Quand elles ne s'engouffrent dans les brèches à leur propre profit.

[bit.ly/Polemics-Arana](http://bit.ly/Polemics-Arana)



Un bon exemple de cet usage politique de la « liberté religieuse » est fourni par un article de la revue en ligne *Commentary*. Des employeurs contestent la réforme de la sécurité sociale, dite « Obamacare », en s'appuyant sur leurs convictions personnelles : ils refusent ainsi de financer le remboursement des médicaments abortifs, en invoquant leur hostilité à l'avortement pour motifs religieux. Et certaines juridictions leur donnent raison.

[bit.ly/Polemics-Commentary](http://bit.ly/Polemics-Commentary)

En ce moment, c'est surtout l'Employment Non-Discrimination Act (ENDA) qui cristallise la lutte entre une gauche, opposée aux discriminations sexuelles, et une droite, qui invoque sa liberté religieuse pour refuser d'embaucher des homosexuels ou des transgenres. La loi ENDA a été votée par le Sénat, mais pas encore par la Chambre des représentants. La fondation Heritage (conservateurs), sous la plume de Ryan Anderson, estime que ce texte ferait peser de grands risques sur les employeurs, en créant une « classe spéciale d'individus protégés », susceptibles d'attaquer tout refus d'embauche.

[bit.ly/Polemics-Anderson](http://bit.ly/Polemics-Anderson)

Sur le site du think tank libertarien Cato Institute, Ilya Shapiro écrit s'opposer à la position de Ryan Anderson sur le mariage gay, mais estime qu'il faut prendre en considération les arguments des conservateurs chrétiens : selon eux, les lois antidiscrimination et le principe « d'égalité de protection » permettent à l'Etat de s'immiscer toujours plus dans les relations contractuelles privées. Un photographe qui refusait ses services à une cérémonie d'engagement mutuel entre homosexuels a été traîné devant la commission des droits de l'homme du Nouveau-Mexique. Demain, les prêtres qui refuseraient de procéder à des mariages homosexuels ne risquent-ils pas d'être poursuivis pour « incitation à la haine » ?

[bit.ly/Polemics-Cato](http://bit.ly/Polemics-Cato)

« **Certains employeurs font de leurs convictions personnelles une arme pour refuser l'Obamacare.** » Jonathan S. Tobin, *Commentary*

En France, l'Ifop a interrogé l'été dernier les demandeurs d'emploi sur leur

perception des discriminations à l'embauche : 87% d'entre eux les jugent très ou assez fréquentes. Mais ils sont 84% à estimer que la crise est un facteur aggravant, bien plus que les convictions religieuses.

[bit.ly/Polemics-Ifop](http://bit.ly/Polemics-Ifop)

Le Carnegie Endowment met en lumière les contradictions chinoises

## A SUIVRE

Les nouveaux dirigeants chinois, qui ont tenu un III<sup>e</sup> Plénum le mois dernier, ont multiplié les allusions à celui de 1978, tournant historique, puisqu'il a marqué l'abandon de fait du maoïsme et l'entrée de la Chine dans l'économie de marché – et la prospérité.

Cette référence est trompeuse, selon Yukon Huang du think tank Carnegie Endowment. Certes, la nouvelle direction juge le rôle du marché « décisif » et non plus « basique » ; ce qui signifie que l'Etat s'engage à modérer ses interventions dans l'allocation des ressources et à éviter les distorsions dans l'établissement des prix. Mais il est proclamé, par ailleurs, que la propriété publique demeure « le cœur du système ».

La population, elle, réclame surtout plus de justice et une répartition plus équilibrée des fruits de la croissance. Or les réformes politiques attendront.

[bit.ly/Polemics-Carnegie](http://bit.ly/Polemics-Carnegie)

Le Cato Institute s'inquiète de l'inflation américaine

Alors que le Trésor américain et de nombreux économistes, comme Kenneth Rogoff, reprochent à l'Allemagne d'imposer à l'Union européenne une politique déflationniste (voir le débat sur la page Web

de Bruegel), le site Cato s'inquiète, au contraire, du risque d'inflation qui menacerait les Etats-Unis. La Fed a mis en circulation trop de papier-monnaie ne correspondant à aucune création de richesses, explique James

A. Dorn. Cela alimente d'inquiétantes bulles spéculatives – les actifs boursiers sont surévalués – sans bénéficier au crédit et donc à la croissance.

[bit.ly/Polemics-Bruegel](https://bit.ly/Polemics-Bruegel)  
[bit.ly/Polemics-Inflation](https://bit.ly/Polemics-Inflation) ■

[bit.ly/](https://bit.ly/)

